

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- L'ère des guerres et des révolutions 1
- Le rôle de la nation dans l'histoire 7

L'AFRIQUE PROIE DES IMPERIALISMES

- IV. La mainmise sur les matières premières (suite
et fin) 36

- L'Ulster, dernière colonie anglaise 83

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

L'ère des guerres et des révolutions

L'éclatement de la guerre de 1914 n'a pas seulement mis fin à la « belle époque » des bourgeois, mais à toute une phase historique. Celle qu'on a voulu présenter comme la *der des der*, était en réalité la première grande guerre d'un monde capitaliste entré dans son stade suprême, l'impérialisme, et marquait l'ouverture d'une ère nouvelle, *l'ère des guerres et des révolutions*.

En effet, alors que le pacifisme petit-bourgeois ne voyait dans la guerre que l'horreur suprême, les communistes montraient que cette explosion brutale des contradictions du capitalisme impliquait aussi la maturation des conditions objectives de la révolution. Ce qui caractérise le stade impérialiste, c'est précisément l'exaspération des contradictions du capitalisme et de tous les antagonismes sociaux qu'elles déterminent, et qui ne peuvent se dénouer que par la violence, dans la guerre entre les Etats bourgeois ou dans la guerre entre les classes, dans la révolution.

Cela ne signifie pas que les crises, guerres et révolutions soient *quotidiennement* présentes. Certains textes de la période 1914-1924 pourraient le laisser entendre, mais il s'agit de textes de propagande et non d'études scientifiques. Du point de vue de l'agitation, il était parfaitement légitime alors, en pleine bataille, de parler de « désagrégation » de la société capitaliste, de crise « ultime » du capitalisme, de luttes « décisives » pour la survie de l'humanité, mais il ne faut pas prendre ces formules à la lettre. Même au stade où ses contradictions se manifestent le plus brutalement, le capitalisme procède par cycles, et non par un mouvement continu. Une période au cours de laquelle les contradictions et les antagonismes s'accumulent avec le capital conduit à une explosion violente : si le prolétariat n'a pas la force de profiter de cette crise sociale générale pour remporter une victoire décisive, la bourgeoisie la résout à *sa façon*, c'est-à-dire, comme dit le Manifeste, « d'une part en détruisant par la violence une masse de forces productives, d'autre part en conquérant de nouveaux marchés

et en exploitant à fond les anciens », et en déblayant ainsi le terrain pour une nouvelle période d'accumulation de capital et en même temps de contradictions et d'antagonismes, à un niveau encore plus élevé.

Ces périodes d'accumulation n'ont d'ailleurs nullement un caractère « pacifique » ; simplement, la violence ouverte reste *localisée* et n'éclate pas en conflit *général*. Ainsi, depuis la fin de la deuxième guerre impérialiste, il n'y a pratiquement pas eu *un jour* de paix dans le monde. Mais un conflit mettant directement aux prises les grands impérialismes et englobant tous les autres pays était matériellement impossible, parce que ses conditions n'étaient pas mûres.

Aujourd'hui encore, elles ne le sont pas. Elles ont cependant commencé à mûrir, et dans une étude de l'évolution des rapports inter-impérialistes publiée il y a plus de deux ans (1), nous avons analysé l'ensemble des facteurs montrant que le monde capitaliste est désormais sorti de l'après-guerre pour entrer dans un nouvel *avant-guerre*. Nous avons entre autres dégagé les raisons matérielles qui poussent les deux super-puissances à s'affronter en particulier dans la vaste région comprise entre le Moyen-Orient et l'Océan Indien, entre la Mer Rouge et la Mer d'Oman, entre la Corne de l'Afrique et le Golfe Persique, région qui constitue aujourd'hui une « zone de sécurité » pour toutes les puissances impérialistes. La crise économique mondiale et la « crise pétrolière » n'ont fait qu'aggraver ces causes matérielles qui, plus que jamais, ôtent tout sens à la vaine recherche du « coupable », de l'« agresseur », de l'« expansionniste ».

De toute façon cette question est stupide et hypocrite, car s'il est un mode de production *intrinsèquement agressif*, n'admettant ni frein ni frontière, voué à l'expansion illimitée, tendu vers l'internationalisation de ses rapports de production et d'échange spécifiques, c'est bien le capitalisme. Mais cette recherche a atteint le comble de l'absurde dans les conditions particulières du second après-guerre et leur évolution complexe et tourmentée, que les partis « progressistes », les cénacles de penseurs et les hommes de culture représentent en images d'Epinal idéalistes.

Ils évoquent avec horreur les temps de la « guerre froide », où les deux grandes concentrations capitalistes et leurs monstrueux appareils politico-militaires se faisaient face des deux côtés du « rideau de fer », montant la garde autour de leurs troupeaux respectifs de satellites ; où chacun se proclamait épris de paix et accusait l'autre de bellicisme ; où chacun se sentait effectivement ou potentiellement agressé, et donc justifié et même obligé de *se défendre en attaquant*, sans pour autant devenir formellement l'agresseur. Ils évoquent avec nostalgie le temps de la « détente », ère de paix éternelle, hélas interrompue par la renaissance des « instincts belliqueux » (à l'Est ou à l'Ouest selon les préférences idéologiques) et qu'il faudrait rétablir contre quiconque l'a perturbée. Ils feraient mieux de se demander, mais évidemment ils en sont par nature incapables, si le précaire équilibre de l'immédiat après-guerre, dont la rupture était *inévitabile*, ne contenait pas en puissance le déchaînement progressif des antagonismes économiques,

(1) Voir *Le Prolétaire* n° 255 et 256.

commerciaux, financiers, diplomatiques, militaires, et leur exaspération tendant vers le point de rupture générale.

Car le capitalisme tend à déchirer tous les « rideaux », qu'ils soient de tulle ou de fer. Sa condition *normale* d'existence, c'est le règne de l'échange *sans obstacle ni entrave* des marchandises et des capitaux, y compris cette marchandise particulière, le capital-le-plus-précieux de Staline, l'homme. C'est, en somme, la coexistence pacifique. Mais *justement*, cette condition normale fait *nécessairement* de chaque capitaliste, de chaque entreprise capitaliste, de chaque Etat et de chaque « empire » capitaliste un *agresseur*, un centre objectif d'*expansion*, un *dieu de la guerre* — guerre commerciale, financière, diplomatique ou militaire. C'est *justement* cette condition normale qui oblige chacun à « défendre » son « espace vital » et *par conséquent* — même si le capitalisme ne tendait pas toujours à étendre ses possessions — à attaquer et à « agresser » le voisin.

On n'a pas besoin de demander à l'un des nombreux instituts de statistique le décompte des actes d'intervention et d'agression réciproques de l'Amérique et de la Russie depuis 1945, si on sait voir clair à travers *le seul* rideau vraiment solide de la société capitaliste, le rideau de fumée de la propagande qui justifie et glorifie les entreprises impérialistes. Il ne faut pas se laisser prendre à la théorie simpliste suivant laquelle seule la violation des frontières d'un Etat par une division blindée, une escadrille de bombardiers ou une flottille de canonnières, constitue un acte de guerre, et non pas l'irruption de marchandises, de technologie et de capitaux dans une aire économiquement plus faible; elle ne voit une ingérence dans les affaires d'autrui que dans le *diktat* brutal imposé par un général à la tête de son armée, et non dans le *diktat* gentil et civilisé imposé par un financier à la tête de son équipe d'experts, venu pour refuser ou accorder l'« aide » humanitaire, pour faire crever de faim ceux qui ont échappé aux bombes ou pour faire céder l'adversaire, le concurrent, l'hésitant ou le neutre par un ultimatum en termes de fournitures de céréales ou de prêts financiers plutôt que d'occupation militaire.

Nous n'avons pas eu besoin de cerveaux électroniques pour démonter le mensonge qui attribue la responsabilité des massacres dans les deux guerres impérialistes passées et dans celle qui mûrit gentiment à celui qui, le premier, a pris l'initiative de violer une frontière. Ce n'est pas un hasard, d'ailleurs, si c'est *toujours* l'impérialisme le plus faible, le plus comprimé, le plus « agressé », qui ouvre les hostilités. L'autre, « innocent » par définition, dispose de quantités d'autres moyens où la violence reste *cachée* et *silencieuse* pour arriver à ses fins sous couvert de « détente » et de « paix », et n'est donc pas *obligé* de recourir à la force ouverte et bruyante.

Pendant de longues années, l'Amérique a joui d'une suprématie incontestée sur la planète. Elle découlait de la *force* écrasante de sa capacité productive, de ses capitaux qui se reproduisaient et s'accumulaient à un rythme vertigineux, de ses montagnes de marchandises et de *know-how*. S'agissait-il là de guerre? Bien sûr! D'agression? Evidemment! D'ingérence? Comment donc! S'agissait-il aussi de

légitime défense de ses « valeurs sacrées », c'est-à-dire de ses perspectives d'expansion ? Indubitablement ! Le principe premier et fondamental du petit commerçant et capitaliste — et combien plus du grand ! — n'est-il pas le *mors tua, vita mea*, ou, en bon français : « Crève, pour que je vive » ?

La Russie, quant à elle, s'efforce de rattraper son retard économique considérable sur les USA et de résister à la pression exercée sur son appareil productif par les capitaux, les marchandises et la technologie de l'Occident. Elle ne peut le faire qu'en mettant en œuvre sa seule force véritablement capable de concurrencer son homologue américaine, la force militaire ; dans ce domaine, en effet, son handicap économique est en partie compensé par sa proximité des éventuels champs de bataille et des régions qui sont dès à présent l'enjeu de la lutte diplomatique. Par ailleurs, la « sécession » chinoise place l'URSS devant la menace croissante d'une guerre sur deux fronts, et la crise énergétique la préoccupe tout autant que les USA. C'est pour toutes ces raisons que Moscou a « accepté l'invitation » des « forces progressistes » de l'Afghanistan, et profité d'une position favorable, au moins à court terme, pour perpétrer la énième « violation de la souveraineté nationale » et mettre pour la énième fois la « paix du monde » en danger. Agression ? Evidemment ! Justifiée par des soucis d'autodéfense ? Bien entendu, tout comme l'était le soutien financier et matériel des USA au tyran cubain Batista, au Chah d'Iran et à tant d'autres.

Il n'y a pas de bourgeois agresseur qui ne puisse *se présenter* comme agressé, il n'y a pas de bourgeois agressé qui *ne soit en fait* agresseur. Il n'y a pas de guerre bourgeoise qui ne prétende lutter pour la paix et ne l'apporte effectivement *pour quelques instants*, il n'y a pas de paix bourgeoise qui ne prépare inexorablement la guerre. Dans le cas qui nous occupe, le fait que les colosses soient face à face dans une région vitale pour tous les impérialismes — parce qu'elle est non seulement *la source et la voie de passage* du pétrole, mais forme la charnière entre deux grandes aires continentales riches de matières premières essentielles et lieux d'investissements et d'exploitations énormes — ce fait suffirait à montrer que ce sont des facteurs *matériels* qui déterminent une compétition planétaire où tous ont leurs « droits » à affirmer et à défendre, les uns contre les autres, mais tous sur le dos du prolétariat et des masses exploitées et opprimées. Bien entendu, chaque impérialisme drape ses intérêts sordides dans l'étendard du Droit, de la Morale, de la Civilisation ou de la Religion, de toutes les Valeurs dont regorgent les coffres des chancelleries bourgeoises.

Ce sont des causes tout aussi matérielles qui, depuis un an, ont forcé l'URSS et ses satellites à accélérer leur évolution. D'une part, ils ont dû baisser le rideau sur la comédie du « socialisme réalisé à l'intérieur des frontières nationales » et même sur la « démocratie populaire » présentée comme son prélude. Il est significatif qu'en l'espace de quelques mois la presse des partis « communistes » du monde entier ait dû encenser d'abord, maudire ensuite deux gouvernements afghans, et qu'aujourd'hui (après un embarras semblable devant

Budapest et Varsovie, Prague et Bucarest, Peking et Hanoï) elle ne sache trop que dire du troisième. D'autre part, la Russie n'en est plus à intervenir dans les démocraties populaires européennes pour « aider les partis frères », ni à avancer ses pions en Asie et en Afrique ; elle commence à entreprendre des agressions... philanthropiques et humanitaires du plus pur style colonial dans la zone des pays du Tiers-Monde auxquels elle feignait naguère d'apporter une aide « désintéressée ». Deux mythes s'effondrent avec fracas. Mais leurs décombres pavent la route qui mène vers une nouvelle boucherie mondiale.

Au cours des trente dernières années, nous avons applaudi les raclées infligées à l'orgueilleuse puissance américaine par les peuples et surtout les masses plébiennes dressées en armes pour la repousser, sans nous laisser arrêter par les idéologies nationalistes illusoire ou les croyances religieuses mensongères qui leur servaient de drapeau. Aujourd'hui, nous souhaitons aux chars de l'orgueilleuse Russie de s'enliser dans les steppes et de tomber dans les ravins des montagnes afghanes, tout comme nous souhaitons à la « force d'intervention rapide » de 150.000 hommes que Carter peut mettre sur pied de rester bloquée dans ses bases. Tout comme nous ne cacherons pas notre joie devant n'importe quelle manifestation d'impuissance de l'énorme puissance impérialiste.

Mais ces défaites qui affaiblissent notre ennemi ne peuvent suffire à le briser. Au moment où la course aux armements s'accélère, où la crise accumule des quantités gigantesques de matières explosives sur toute la planète, il est urgent de préparer la seule force capable d'affronter victorieusement la concentration énorme de moyens de production et de destruction que le capitalisme mondial tient dans ses mains ; il est urgent de préparer la classe ouvrière internationale, la seule classe porteuse d'avenir, à l'épreuve suprême.

C'est dans le cadre de cette préparation qu'il faut dénoncer la comédie stupide et répugnante de « l'agresseur agressé ». Car la recherche du « coupable », de l'« agresseur », du « fauteur de guerre » sert de justification *aux deux* faces de la propagande bourgeoise, aussi délétères l'une que l'autre : elle sert la propagande belliciste tout comme la propagande pacifiste.

Chacun des impérialismes, en effet, se proclame « agressé » par les autres, à juste titre comme nous l'avons vu. Il en tire argument pour appeler ses prolétaires à la solidarité des classes dans la défense nationale, aujourd'hui contre l'attaque économique, financière, diplomatique dont la Sainte Patrie est victime, et contre l'attaque militaire qui la menace demain. Mais cette simple « volonté de défense » implique en réalité toutes les formes du *bellicisme*. Le pacifisme petit-bourgeois repris aujourd'hui par certains petits Etats bourgeois (petits, mais néanmoins impérialistes !) rêve, lui, de sauver ou de rétablir la détente, la coexistence pacifique et la Paix en général. Il passe son temps à chercher qui trouble cet état bienheureux, et prétend pouvoir empêcher la guerre en dénonçant l'agresseur devant la Conscience Universelle. En fait, lorsque ses efforts ont échoué et que la guerre est là, il s'y résigne, trouve sans difficulté le méchant qui en est responsable

(l'autre !...) et appelle *lui aussi* le prolétariat à participer à la guerre contre le Mal.

Pendant de longues années, grâce à l'écrasement général du prolétariat et à la cure de rajeunissement apportée au capital par la deuxième boucherie impérialiste, l'ère des guerres et des révolutions a connu une phase *endémique*. Aujourd'hui, elle entre à nouveau dans une phase *éruptive*. La société capitaliste mondiale se dirige vers une nouvelle explosion générale des contradictions et des antagonismes qu'elle reproduit à une échelle croissante. Loin de trembler devant cette explosion, loin de rêver de la Paix, mirage trompeur et débilitant, le prolétariat doit se préparer à l'affronter victorieusement.

A la guerre impérialiste, le prolétariat ne peut opposer que *sa guerre de classe*. Aux préparatifs de la guerre impérialiste qui s'accélérent, il doit d'urgence opposer *sa propre préparation révolutionnaire*. Dès aujourd'hui, il doit lancer haut et fort le vieux cri de la guerre de classe : « *L'ennemi est dans notre pays !* » Dès aujourd'hui il doit se préparer politiquement et matériellement au *défaitisme révolutionnaire*, se préparer, s'il ne parvient pas à empêcher l'éclatement d'une nouvelle guerre impérialiste, à la transformer en *guerre civile* pour le renversement de la domination bourgeoise et l'instauration de sa propre dictature

Le rôle de la nation dans l'histoire

L'appréciation des facteurs de race et de nation (1) constitua l'une des pierres de touche qui, lors de la scission de 1952, permirent au parti de se donner une orientation ferme et homogène, sur la base des thèses fondamentales du marxisme restaurées par la III^e Internationale, de l'apport de la Gauche communiste d'Italie pendant les années 1920-1926 et du bilan dynamique des vingt-cinq années qui nous séparaient du naufrage du mouvement prolétarien sous le drapeau mensonger du « socialisme dans un seul pays ».

Au début de l'après-guerre s'annonçaient « de longues années d'investissements profitables et de folle accumulation capitaliste dans les déserts créés par la guerre et dans les pays que les destructions causées par cette dernière ont fait tomber des plus hauts sommets du développement capitaliste à un niveau colonial » et on ne pouvait s'attendre à ce que le « cycle complexe » qui devait conduire inéluctablement « à de nouvelles crises, à des heurts entre les classes sociales opposées et, au sein de la sphère de la dictature bourgeoise, à de nouveaux heurts impérialistes » entre les grands colosses étatiques du capital « puisse se dérouler de façon très rapide » (2).

Cependant, notre petit parti ne s'enferma pas dans une quelconque attente résignée du *Millénium* en priant pour le jour béni où, mécani-

(1) L'étude des *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste* a fait l'objet de la réunion générale de Trieste de 1953, dont le compte rendu a paru dans les colonnes de notre bimensuel *Il Programma Comunista* du n° 16 (11-25 sept.) au n° 28 (6-20 nov.) de la même année. Ce texte a paru récemment sous le titre « I fattori di razza e nazione nella teoria marxista » aux éditions *Iskra*, Milan, 1976, et vient de paraître en traduction française aux éditions Prométhée.

(2) *Le prospettive del dopoguerra in relazione alla piattaforma del partito*, octobre 1946, article republié dans la brochure n° 6 de la série « I testi del partito comunista internazionale », *Per l'organica sistemazione dei principi comunisti* (Milan, éditions *Il programma comunista*, pp. 143-144).

quement, fatalement, devrait reprendre la lutte de classe prolétarienne, alors complètement anéantie. Il combattit pour assurer ce retour, qui pas plus aujourd'hui qu'hier ne peut se faire sans la reconstruction patiente de toutes les armes du communisme, brisées et, pire, défigurées et inversées, dénaturées par la contre-révolution stalinienne.

Or la courbe du mouvement social était tragiquement séparée de celle du parti, et cette coupure, stérilisante pour le mouvement prolétarien, aurait asphyxié le parti lui-même s'il avait tenté cette restauration de la doctrine en ignorant les luttes formidables qui éclataient dans un Orient frémissant de vie révolutionnaire. Bien que réduit à l'impuissance politique, notre petit mouvement s'attela à la reconstruction théorique des armes de l'émancipation prolétarienne, tout en suivant avec enthousiasme l'« incandescent réveil des peuples de couleur » qui surgissaient brutalement sur la scène historique et devaient faire, sans l'aide du prolétariat des métropoles impérialistes et du Parti de classe, le long et douloureux apprentissage de l'indépendance des intérêts de classe, intérêts encore cachés sous les drapeaux multicolores des mouvements populaires de libération antiféodale et anti-impérialiste.

« Le tableau était déjà flamboyant en 1920. Mais aujourd'hui la situation régnant dans une grande partie de l'Afrique et de l'Asie a atteint le paroxysme de la tension. Ce n'est pas une moue d'intellectuel dédaigneux qui permettra d'ignorer des forces en mouvement d'une si formidable puissance », écrivions-nous en 1953 (3).

Depuis, vingt-cinq ans se sont écoulés. La « phase éruptive » des mouvements d'indépendance nationale et d'émancipation politique est passée. La presque totalité de l'Asie et une partie de l'Afrique sont couvertes par un réseau serré d'Etats dans la constitution desquels la bourgeoisie a épuisé toutes ses potentialités révolutionnaires. Ce séisme n'a pas été suffisant pour réveiller le prolétariat des grandes métropoles de sa prostration, mais il a produit au moins deux événements grandioses : d'une part, il a sapé les bases des impérialismes européens, amenuisant les réserves sociales qui ont permis pendant de trop longues décennies d'éponger et de résorber de façon contre-révolutionnaire la lutte de la classe ouvrière la plus ancienne et la plus concentrée ; d'autre part, il a déblayé dans de vastes aires géographiques le terrain nécessaire au développement des forces productives modernes qui constituent les fondations objectives du communisme et élargi le champ international de l'affrontement direct entre bourgeoisie et prolétariat.

Cependant ces jeunes classes prolétariennes, riches d'une vigueur révolutionnaire conquis dans leur ardente participation aux luttes anti-impérialistes, doivent absolument briser la « solidarité nationale » dans les pays où la bourgeoisie a entièrement parcouru son cycle progressif. Car là elle n'est plus seulement un frein à la lutte qu'elle limite à un horizon bourgeois, ni une simple inconséquence dans

(3) *Pression raciale sur la paysannerie, pression de classe sur les peuples de couleur*, paru dans le n° 14 (23 juillet-24 août 1953) de *Il programma comunista* et en français dans *Le Prolétaire* n° 165 (28 janvier-10 février 1974). Voir aussi *Facteurs de race et de nation...*, Annexe, p. 207.

la réalisation des tâches bourgeoises elles-mêmes, mais représente la renonciation à toute nouvelle évolution historique et, dialectiquement, l'alignement sur l'ordre établi « national » et international.

Il est donc de la plus haute importance d'établir aujourd'hui un bilan qui montre dans quelles aires géo-historiques le cycle national-bourgeois est clos et où il est encore ouvert (4).

Nous commençons à le préparer en rappelant comment la théorie marxiste envisage cette épineuse question de la nation, de son rôle dans l'histoire, et de ses rapports avec la révolution antiféodale. Nous verrons dans une étude ultérieure la question des luttes d'émancipation anticoloniale et anti-impérialiste.

Tribu, nation et société d'espèce

Le terme de « nation », tout comme celui de « démocratie » a une signification qui varie avec les époques et les peuples et qui est insaisissable si on l'appréhende sans l'aide des instruments de la critique marxiste.

La méthode marxiste est matérialiste et dialectique. Elle cherche les racines de la nation dans les rapports entre les hommes groupés en société pour arracher leurs moyens de subsistance à la nature. En tant que phénomène social lié à ces rapports économiques en constante évolution, la nation est historiquement déterminée, et sa compréhension ne commence qu'au moment où, au lieu de la prendre « en général » et « en elle-même », on la considère dans les diverses phases du développement historique.

Comme nous le rappelons dans le texte *Facteurs de race et de nation*, dont cette étude reprend la méthode et les résultats principaux, la nation se présente comme une communauté humaine qui se distingue de la communauté tribale sur un point fondamental : la tribu est fondée sur le sang commun, l'origine commune, l'ethnie ou la race communes, tandis que la nation est fondée sur une appartenance territoriale commune. L'indien dakota et l'indien iroquois sont d'ethnies, de races différentes, parce qu'en vertu des besoins de la chasse et de la reproduction de l'espèce ils appartenaient à des communautés de sang absolument indépendantes les unes des autres ; aujourd'hui ils travaillent sur la même chaîne avec un travailleur d'origine sicilienne ou irlandaise et sont citoyens du même Etat.

La nationalité américaine, qui ne connaît d'autre critère que l'appartenance territoriale, si l'on ne tient pas compte des discriminations qui frappent d'importantes minorités, est elle-même le produit

(4) « Parmi les tâches actuelles s'impose donc l'étude précise des limites historiques et géographiques dans lesquelles les soulèvements pour l'indépendance nationale liés à une révolution sociale contre les formes précapitalistes (asiatiques, esclavagistes, féodales), ainsi que la fondation d'Etats nationaux de type moderne, représentent encore une condition nécessaire pour le passage au socialisme (par exemple en Inde, en Chine, en Egypte, en Iran, etc.) » (*Facteurs de race...*, p. 22).

L'étude doit déterminer où ces mouvements ont aujourd'hui épuisé leurs munitions libérales et démocratiques et où la société appelle donc directement la lutte de classe prolétarienne, seule manière désormais de faire avancer l'histoire. Un premier compte rendu de ce travail a déjà été publié dans *Le Prolétaire* n° 301.

de la fusion d'innombrables nationalités et de peuples de tous les continents, ce qui prouve bien le caractère historique relatif de cette notion qui sera un jour reléguée au musée de la préhistoire de l'humanité, tout comme celle d'ethnie, ou encore d'Etat et autres « valeurs éternelles ». Mais mise à part la nationalité américaine qui est une nationalité au énième degré, la nationalité au premier degré se ressent beaucoup de l'origine ethnique commune : elle repose sur une plus ou moins grande communauté de langue, de territoire et de traditions, qui succède à la communauté ethnique avec laquelle l'humanité a assuré ses premiers pas dans une longue et difficile évolution (5). Cependant, si la nationalité est l'héritière de la race, elle apparaît dans l'histoire sous l'effet de causes économiques qui modifient les rapports des différents facteurs historiques.

En effet, comme l'explique Engels dans *L'Origine de la famille, « selon la conception matérialiste, en dernier ressort, le facteur déterminant de l'histoire, c'est la production et la reproduction de la vie immédiate. Mais, à son tour, cette production a une double nature. D'une part, la production de moyens d'existence, d'objets servant à la nourriture, à l'habillement, au logement, et des outils qu'il faut pour les produire ; d'autre part, la production des hommes eux-mêmes, la propagation de l'espèce »* (6).

Tant que la productivité du travail est faible, le poids de la reproduction des hommes est déterminant dans l'évolution de l'espèce : le *facteur de race*, qui est lui-même un produit social, même s'il se caractérise comme un phénomène biologique parce qu'il ne fait qu'un avec le mode d'organisation familiale, est le facteur historique le plus progressiste. Cependant, dès que l'humanité n'est plus condamnée à suivre perpétuellement les migrations des bêtes sauvages et à courir après la nourriture, et que la productivité du travail lui permet de s'alimenter sur place et de consacrer désormais plus de temps à perfectionner ses outils et à étendre leur gamme, la « production de moyens d'existence, d'objets servant à la nourriture, à l'habillement, au logement, et des outils qu'il faut pour les produire » s'émancipe par rapport à la « production des hommes eux-mêmes », et les facteurs économiques au sens étroit deviennent déterminants. Les grands progrès de l'humanité ne sont plus alors scandés par les avatars des formes familiales désormais en irrésistible décomposition, mais par l'extension des liaisons économiques, de la division du travail et surtout de l'échange, qui résulte de l'augmentation de la productivité du travail. Responsables de la dissolution de la tribu, ils produisent au niveau des superstructures sociales deux phénomènes concomitants : des communautés sociales plus vastes et, en leur sein, des classes sociales.

Une première conclusion s'impose déjà : comme la nation est une forme sociale qui résulte du développement des liens économiques

(5) Nous avons défini la nationalité comme « une communauté qui repose non seulement, dans une certaine mesure, sur la race, mais aussi sur la langue, la tradition et les coutumes de tous les habitants d'un territoire géographique vaste et stable. (*Facteurs de race...*, p. 86).

(6) *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Paris, Editions sociales, 1969, p. 15.

entre les peuples, celui-ci doit en se poursuivant entraîner le *dépassement de la nation* elle-même dans une forme de société humaine plus large encore.

La nationalité, nous l'avons vu, ne naît pas seule. Produit de l'extension des liens économiques et du brassage des populations, elle s'accompagne de la substitution à l'ancienne organisation gentilice d'une organisation territoriale, l'Etat, né du désarmement de la population dont les intérêts contradictoires menacent désormais en permanence la société d'éclatement et d'explosion (7). Et comme ces intérêts contradictoires, nés des progrès de la division du travail, ont produit des classes sociales, cet organisme nouveau est en règle générale dans les mains de la classe économiquement la plus puissante : Etat politique, Etat de classe, il sert à maintenir la classe exploitée en esclavage.

L'Etat est à son tour une condition utile à la nationalité : ne serait-ce qu'en soumettant des populations d'origines différentes dans un cadre administratif unique, il favorise, du moins à la longue et s'il est capable de continuité, le développement du commerce, de liaisons économiques plus étroites, de langues et de mœurs communes, bref, aide à la formation de nationalités plus vastes.

C'est ainsi que la constitution historiquement précoce de vastes Etats, comme ceux de la Chine, de la Perse, de la Mésopotamie ou de l'Egypte, a permis de brasser d'immenses populations dans un creuset unique. La formidable pérennité de l'Etat égyptien, due à des conditions géographiques particulières, a permis, au cours de plus de 5.000 ans d'histoire, de faire fusionner des races diverses provenant du Sahara, du désert arabe, du Soudan et peut-être même d'Erythrée, pour donner très tôt un type ethnique nouveau et des conditions d'existence similaires, de sorte que la communauté égyptienne a non seulement très tôt parlé la même langue, mais surtout a pu en changer dans son ensemble, notamment avec l'installation de l'empire arabe. Le *facteur historique de l'Etat*, qui n'a pas encore aujourd'hui épuisé son rôle, et qui ne le fera qu'en servant à briser la classe capitaliste et les rapports de production bourgeois — après quoi l'humanité n'aura plus qu'à s'en débarrasser — a donc été d'une grande importance dans la formation de la nationalité.

Etat et nationalité se combinent dans une multiplicité de formes historiques. Mais pour que les deux coïncident, il fallait que naisse une société fondée sur l'agent le plus actif de l'interdépendance, à savoir l'échange, et que l'Etat tombe aux mains d'une classe dominante qui vive de cet échange. En d'autres termes, la nationalité, produit historique déterminé, avait besoin, pour devenir un *facteur historique actif*, d'entrer en combinaison avec le développement du marché : la classe commerçante qui, avec l'échange, véhicule l'expansion de la langue, voit aussi son développement et sa prospérité conditionnés

(7) « Le passage du groupe ethnique, ou « peuple », à la « nation », ne se produit qu'en liaison avec l'apparition de l'Etat politique, dont les caractéristiques fondamentales sont la délimitation territoriale et l'organisation de la force armée ; ce passage ne peut donc se faire qu'après la dissolution du communisme primitif et la formation des classes sociales » (*Facteurs de race...*, p. 67).

par la constitution d'une langue et d'habitudes communes, c'est-à-dire d'une nationalité.

Il découle de ce qui précède que la force et l'intensité du facteur national sont tout à fait inégales dans les différents modes de production. C'est donc une prétention grotesque et caractéristique des ravages de l'idéologie nationaliste que de vouloir juger le passé des peuples d'après la perfection des superstructures nationales qu'ils ont produites, alors que pour le marxisme le facteur national se juge au contraire en fonction de sa contribution à l'évolution des forces productives de l'humanité.

Pour démontrer la thèse selon laquelle le moteur de l'histoire aurait été on ne sait quel « progrès national », il suffit de rappeler que l'éblouissant éclat des efflorescences nationales de l'Antiquité gréco-romaine aurait été impossible sans la masse prodigieuse de techniques productives patiemment accumulées par les vastes Etats semi-barbares de l'Orient a-national, et qu'une fois ce feu d'artifice éteint, la société européenne s'est recroquevillée sur elle-même pour se concentrer sur ses tâches productives, et a ainsi donné naissance, sur la base de ressources pourtant bien supérieures, à des superstructures sociales et politiques superbement ignorantes du fait national. Et avant de pouvoir les expédier *ad patres* par les mains du prolétariat, l'histoire a encore ridiculisé les tenants du « principe national », puisqu'elle a voulu que ce ne soit pas l'Europe, mais l'Orient millénairement endormi dans une torpeur bureaucratique qui accouche finalement, en dépassant le maître de loin, d'Etats-nations gigantesques, qui donneront à la dictature prolétarienne de demain, résolument inter- et supra-nationale, des instruments politiques centralisés formidables.

Mais jetons un regard rétrospectif sur ces grandes formes sociales du passé pré-bourgeois qui ne subsistent aujourd'hui qu'à l'état de vestiges très défigurés, en nous rappelant bien que le facteur national va de pair avec l'extension et l'intensité de la production marchande. Dans les sociétés orientales, les communautés paysannes presque autarciques étaient coiffées par de gigantesques Etats despotiques dont le commerce pouvait prendre une dimension internationale, mais restait cependant, à l'intérieur, limité au sommet de la société, sans pénétrer dans les villages. C'est là que la nationalité a connu sa plus grande ampleur comme *simple produit historique passif* en même temps que son intensité la plus faible comme *facteur historique actif*.

Dans l'ancienne Egypte, la dynamique de la formation de l'Etat est liée au besoin de l'extension et de la coordination territoriales des grands travaux hydrauliques et à la nécessité de protéger l'agriculture sédentaire contre les razzias des peuples nomades. On trouve donc là une des formes sociales qui laissent le moins de place à la dissolution de la vieille forme communautaire par le commerce et, partant, à la différenciation en classes sociales, en même temps qu'elles attachent le moins d'attention à la nationalité, pour exalter l'unité sociale dans le roi-dieu.

A l'autre extrémité de la gamme des sociétés antiques, et opposés au groupe des Etats asiatiques (auxquels il faut joindre les Etats de

l'Amérique précolombienne et les petits Etats maghrébins ou soudanais fondés sur un développement encore très faible et archaïque des classes sociales) on trouve les Etats de la Grèce et de l'Italie antique, dont Athènes reste le modèle (8). Sous l'effet de la division du travail favorisée par les conditions sociales et géographiques et aiguillonnée par un commerce intérieur et international extrêmement actif, la petite Grèce a engendré une organisation sociale où la vieille communauté aryenne s'est transformée en association territoriale, dont elle fournit certes le noyau ethnique, mais dont les éléments constitutifs sont l'existence du paysan-soldat et l'asservissement d'une masse d'esclaves qui ne fera que grandir.

Le *sentiment national* (et plus seulement purement ethnique), inséparable de l'Etat de classe et du sentiment de supériorité de classe sur la masse a-nationale des esclaves est bien ce qui a donné aux petites armées grecques fédérées la force morale nécessaire pour tenir tête aux immenses armées de Darius et de Xerxès, dans lesquelles les satrapes poussaient devant eux comme du bétail les paysans corvéables issus d'une quantité infinie de peuples et de races : Hindous, Mèdes, Syriens et même Grecs d'Asie, gigantesque tour de Babel où personne n'avait, contre les Grecs, rien à défendre. C'est bien pourquoi nous avons pu écrire que « *la solidarité nationale n'est cependant pas une pure illusion, un mirage créé par les privilégiés et les puissants : dans certaines phases historiques, elle est un fait réel déterminé par les intérêts économiques et par les exigences des forces de production matérielles* » (9). Notons toutefois que si les cités antiques pouvaient à bon droit appeler les pauvres à la « solidarité nationale » envers les riches dans le choc avec « l'Orient barbare », cette « solidarité », qui couvrirait d'une égalité juridique l'opposition de classe entre citoyens, se justifiait beaucoup moins, à l'intérieur de la société, que l'identification des intérêts collectifs avec l'Etat théocratique opérée par les religions orientales.

Cela dit, l'antiquité grecque et romaine livre une brillante anticipation de la nation, mais seulement une anticipation. La *polis* ou l'*urbs* antique connaît bien l'unité territoriale et l'égalité juridique, mais cette dernière n'existe que pour une minorité de propriétaires d'esclaves, tandis que les exploités qui forment la majorité de la population sont privés de tout droit, même de la reconnaissance de leur appartenance à l'espèce humaine, et ainsi ravalés au rang des animaux. Ils sont d'ailleurs appelés « outils animés », ce qui est à vrai dire bien moins hypocrite que dans notre société hypercivilisée, où la marchandise-force de travail est tour à tour happée par la production épuisante et rejetée sans vivres sur le pavé, avec pour seule consolation la possession... de

(8) Pour Engels, « *la genèse de l'Etat chez les Athéniens est un exemple particulièrement caractéristique de la formation de l'Etat en général, d'une part, parce qu'elle fait surgir immédiatement de la société gentilice un Etat de forme très perfectionnée : la république démocratique, et enfin parce que nous en connaissons suffisamment toutes les particularités essentielles* » (L'origine de la famille, op. cit., p. 111).

(9) *Facteurs de race...*, p. 75.

droits identiques à ceux des capitalistes (10).

Aujourd'hui, en effet, les esclaves modernes, les prolétaires, font officiellement partie de la nation, mais dès que la « solidarité nationale » ne sert plus à détruire les chaînes avec lesquelles l'Etat pré-bourgeois opprimait les classes modernes, elle n'est plus elle-même qu'une pesante supercherie.

Nous avons déjà noté que la nationalité est inséparable de la division de la société en classes. Il faut maintenant aller plus loin : plus la nation est développée, et plus sont aigus les antagonismes de classe qui la traversent. Cela nous donne la clé de son dépassement dialectique et explique également la perpétuelle insatisfaction de l'idéalisme bourgeois et patriotique qui cherche, dans la nation, la concorde entre les classes : dès que sont détruits les obstacles qui empêchaient de réaliser la nation, voici que cette dernière éclate sous l'effet de ses propres contradictions et s'avère une étape dépassée de l'histoire de l'humanité.

La nation latine, pour sa part, dépassa largement en portée la nation grecque qui n'alla jamais plus loin, par elle-même, que l'organisation en confédérations rivales. Les Romains créèrent en effet, par extension et assimilations successives, un vaste empire qui mélangea tous les peuples — au point qu'au moins Italiens, Ibères et Gaulois parlèrent la même langue — et qui appliqua sur tout le bassin méditerranéen un système d'administration et de droit toujours plus uniforme.

« Le fait national atteint ici l'expression la plus puissante qu'il ait jamais eue dans le monde antique, en même temps que la plus grande stabilité historique connue jusqu'alors » (11). Cependant, avec l'empire romain, l'antiquité est allée bien plus loin que ne le permettaient les rapports de production. Rome étendait moins sa nationalité qu'elle ne la dissolvait dans son empire, où elle les abolissait toutes. Comme le remarque Engels, « l'appartenance au monde romain, qualité de fraîche date, n'offrait point de compensation : elle n'exprimait pas une nationalité, mais seulement l'absence de nationalité » (12).

Que les routes commerciales traditionnelles viennent à être coupées, que la pression des barbares vienne à s'exercer sur les frontières, et

(10) Avec toutes les réserves qui sont imposées par la distance sociale et historique, et pour donner tout de suite la réponse à une question bien épineuse, la « nation hébraïque » d'Israël ou la « nation blanche sud-africaine » ou la « nation protestante de l'Ulster » peuvent bien être considérées comme des « nations ». Mais alors, les tenants de cette thèse à qui nous voulons bien, très provisoirement, faire la concession du terme, doivent reconnaître que ces « nations » reposent sur la suppression des droits de la grande masse — ou même d'une minorité dans le cas de l'Irlande — des travailleurs, « noirs », « arabes » ou tout simplement « catholiques », sans laquelle les Etats d'Israël et d'Afrique du Sud ou le gouvernement de l'Ulster ne pourraient exister en la forme ; ils doivent reconnaître qu'elles ne sont donc pas des « nations » au sens moderne du terme, pas plus d'ailleurs que ne l'aurait été une « nation française » en Algérie, idée élaborée dans les éprouvettes du colonialisme français et fort opportunément balayée par l'histoire. Elles sont donc, au XX^e siècle, à combattre au même titre que le féodalisme et l'esclavage colonial dont elles ne sont d'ailleurs que des résidus pathologiques et monstrueux.

(11) *Facteurs de race...*, p. 81.

(12) *La formation de l'Etat chez les Germains, in Origine de la famille...*, op. cit., p. 136.

le seul lien que conserve « l'énorme masse humaine de l'énorme territoire » est « l'Etat romain ; et celui-ci, avec le temps, était devenu son pire ennemi, son pire oppresseur » (13).

Ce sont les Germains qui ont délivré le monde antique de ce fardeau insupportable, et les Etats féodaux qu'ils mirent en place se constituèrent en reliant hiérarchiquement les propriétaires fonciers suivant des liens personnels hérités de l'organisation germanique, au mépris de toute nationalité.

Cependant, au moment de l'effondrement de l'empire romain, « les dialectes latins des différentes provinces se différenciaient de plus en plus ; les frontières naturelles, qui avaient fait autrefois de l'Italie, de la Gaule, de l'Espagne et de l'Afrique des territoires autonomes, existaient encore et se faisaient toujours sentir » (14). En outre, Engels a montré que dès le IX^e siècle, la Meuse marquait la limite linguistique entre la langue germanique et cette langue française dérivée du latin qu'ont dû se mettre à parler les nouveaux venus, Francs, Burgondes et autres Wisigoths (15). D'ailleurs tout écolier sait des deux côtés du Rhin que lorsque deux des petits-fils de Charlemagne, Charles et Louis, décidèrent de s'allier à Strasbourg contre le troisième, Lothaire, leur pacte fut rédigé, non pas en latin, bien que leur grand-père eût tenté de restaurer l'empire romain, mais simultanément en tudesque et en roman, seules langues comprises par leurs soldats respectifs.

Ainsi, « les éléments des nations modernes existaient partout » en tant qu'éléments passifs du processus historique, mais comme le précise encore Engels quelques lignes plus loin, « nulle part n'existait la force capable de forger, avec ces éléments, de nouvelles nations » (16), c'est-à-dire de mettre ces éléments en liaison avec le moteur économique de la production marchande pour en faire un levier de développement, un *facteur historique subversif*. Cette force, naturellement, c'est la bourgeoisie qui va prendre un lent essor à travers le Moyen Age, où l'organisation étatique naît sur une base a-nationale (17).

Cette bourgeoisie naît d'une caractéristique de la société féodale : la division du travail entre une campagne dominée par les seigneurs, et les bourgs et villes où artisans et commerçants se sont regroupés et se barricadent contre les prétentions et les exactions des nobles, en promouvant contre eux la tendance au centralisme monarchique

(13) *Ibid.*, p. 137.

(14) *Ibid.*, p. 136.

(15) Engels, *Anti-Dühring*, Paris, Editions sociales, 1963, p. 446.

(16) *La formation de l'Etat chez les Germains*, *op. cit.*, p. 136.

(17) « Les rapports économiques qui définissent l'organisation féodale expliquent que le type féodal de production donne naissance à une forme d'Etat politique bien précise, mais sans caractère national » (*Facteurs de race...*, p. 87). En gros, la destruction de l'Etat romain laisse apparaître un monde occidental recroquevillé sur une économie formée par une foule d'unités domaniales auto-suffisantes. La constitution de l'Etat féodal naît de la fusion de l'aristocratie terrienne avec les suites militaires germaniques, fondée sur des liens de dépendance personnelle désormais étendus des rapports entre les suzerains et les vassaux à ceux qui régissent les seigneurs et les serfs, le sommet de la pyramide étant théoriquement occupé par l'empereur, en face duquel se dresse le pape, s'appuyant sur une organisation centralisée et sur un « universalisme » qui fournit l'antithèse de l'émiettement féodal.

indispensable à la protection et au développement de leurs activités. La pénétration moléculaire du marché dans les campagnes féodales fut l'oxygène de la bourgeoisie d'Europe qui, sur cet appui, prit un essor prodigieux avec les grandes découvertes et la création du marché mondial ; elle utilisa dès lors les Etats pour s'ouvrir les voies de la colonisation du monde entier, et mit en coupe réglée les continents de couleur dont les richesses rejoignirent dans les villes d'Europe le profit extorqué aux premiers salariés. Dans cette puissance économique formidable, la bourgeoisie puisa la force de lancer sa revendication de la constitution d'Etats nationaux unitaires qui fissent coïncider les Etats centralisés, garantissant à tous les citoyens l'égalité juridique, avec la nationalité.

Voici comment nous avons défini l'Etat national :

« L'Etat territorial est un Etat national non seulement quand son pouvoir s'impose sur tout le territoire grâce à une force armée [...], mais quand le commerce des produits du travail et des biens peut se faire sur tout le territoire et entre des points éloignés de ce territoire. Au niveau de la superstructure juridique, ceci s'exprime dans le fait que les citoyens jouissent des mêmes droits dans toutes les circonscriptions de l'Etat. C'est seulement alors que l'Etat est une nation. Au sens du matérialisme historique, la nation est donc une communauté organisée sur un territoire où s'est constitué un marché intérieur unitaire. Ce résultat historique va de pair avec une certaine communauté de sang mais surtout de langue (on ne fait pas de commerce sans parler !), d'usages et de coutumes... » (18).

Invitons le lecteur qui ne serait pas convaincu par notre énonciation générale et donc nécessairement abstraite, à lire intégralement un chapitre du magnifique texte d'Engels sur « le rôle de la violence dans l'histoire » significativement intitulé « Aspirations à l'unité et perspectives d'unité jusque vers 1860 » (19).

Nous ne pouvons en donner ici que quelques citations. *« Depuis la fin du Moyen Age, écrit Engels, l'histoire travaille à constituer l'Europe sur la base de grands Etats nationaux. [...] Avec le développement du commerce, de l'agriculture, de l'industrie et, par là, de la puissance de la bourgeoisie, le sentiment national grandissait de toutes parts, les nations dispersées et opprimées exigeaient leur unité et leur indépendance »*. Engels établit une liste de tous les obstacles que dressaient devant le développement d'une industrie en plein essor l'émiettement et le bureaucratisme féodaux, ainsi que le manque de l'appui d'un Etat puissant dans la jungle de la concurrence internationale. Il fait alors cette remarque : *« On voit par là comment les aspirations à une « patrie » unifiée avaient un arrière-plan très matériel »*. Et après avoir montré comment le « Drang nébuleux des corporations » faisait place de plus en plus au « désir du commerçant et de l'industriel pratique », il conclut : *« l'unité allemande était devenue alors une nécessité économique. Et les gens qui l'exigeaient maintenant [...] »*

(18) *Facteurs de race...*, p. 88.

(19) Paris, Editions sociales, 1968. En ce qui concerne les citations qui suivent, voir les pages 38 à 43.

savaient que l'on doit exiger le prix fort, mais que l'on doit aussi le rabattre libéralement. Ils chantaient la patrie allemande, y compris la Styrie, le Tyrol et l'Autriche, [...] mais ils étaient prêts à consentir, sur cette patrie qui devait grandir, grandir toujours, un rabais considérable, vingt-cinq à trente pour cent, contre un paiement comptant ». Tel est le sort des nations qui naissent en retard : le romantisme a déjà disparu ; et il ne reste plus de la « patrie » que ce qu'elle est en réalité : un produit prosaïquement bourgeois.

Ainsi la revendication nationale est inséparablement liée à l'essor du capitalisme et de la classe bourgeoise. Cette dernière a enfourché dès le départ le cheval du facteur national ; celui-ci, mis au service de la structuration de vastes aires géographiques en grands Etats nationaux, a joué un rôle historique éminemment révolutionnaire. La reconnaissance de cette combinaison subversive entre facteur national et facteur étatique dans la cornue du capitalisme naissant est naturellement à la base de l'attitude du prolétariat vis-à-vis de la « question nationale ». Voici par exemple ce qu'en disait Lénine (20) : « Dans le monde entier, l'époque de la victoire définitive du capitalisme sur le féodalisme a été liée à des mouvements nationaux. Le fondement économique de ces mouvements c'est que la victoire complète de la production marchande exige la conquête du marché intérieur par la bourgeoisie, le rassemblement au sein d'un même Etat des territoires où toute la population parle la même langue, et l'élimination de tout obstacle de nature à entraver le développement de cette langue et de sa consécration par une littérature. La langue est le plus important des moyens de communication entre les hommes. L'unité de la langue et le libre développement sont parmi les conditions les plus importantes d'un commerce vraiment libre, vraiment large et correspondant au capitalisme moderne, du groupement libre et large de la population dans chaque classe prise en particulier ; la condition enfin d'une étroite

(20) « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », Œuvres, tome 20, pp. 418-419. Lénine ne fait ici que reprendre Engels lorsque celui-ci affirmait au sujet des changements de frontières en Europe que « pour être durables, [ils] doivent tendre dans l'ensemble à rendre de plus en plus aux grandes nations européennes douées de vitalité leurs frontières naturelles, fixées d'après la langue et les sympathies » (Le Pô et le Rhin, in Marx-Engels, Ecrits militaires, Paris, Editions Anthropos, p. 383). Il ne fait également que reprendre Kautsky — celui de la bonne époque — qui écrivait que « l'Etat national est la forme d'Etat qui correspond le mieux aux conditions modernes » (cité par Lénine, tome 20, p. 419).

Quant à nous, nous sommes en cohérence parfaite avec la tradition marxiste révolutionnaire en affirmant que : « La formation d'Etats-nations de race et de langue en principe uniformes est la condition optimale pour substituer la production capitaliste à la production médiévale, et toute bourgeoisie lutte dans ce but, même avant que la noblesse réactionnaire soit renversée. Cette organisation en Etats nationaux (ce fut surtout le cas de l'Europe) est pour les travailleurs une étape nécessaire puisqu'il est impossible d'arriver à l'internationalisme (affirmé d'emblée par les premiers mouvements ouvriers) sans dépasser la production, la consommation propres à l'époque féodale ». La thèse ci-dessus figure dans l'article « Pour mettre les points sur les i » publié en français dans la revue Programme communiste n° 55 (avril-juin 72) et qui est la traduction d'un article intitulé « Raddrizzare le gambe ai cani » paru pour la première fois en 1952. La thèse n° 4 citée plus haut affirme ensuite que « l'époque de la constitution des grands Etats nationaux en Europe occidentale se termine en 1870 et que « tous les critères » utilisés alors pour cette aire « s'appliquent à l'« Orient » moderne ».

liaison du marché avec chaque patron, grand ou petit, avec chaque vendeur et chaque acheteur. La formation d'Etats nationaux, qui satisfont le mieux à ces exigences du capitalisme moderne, est donc une tendance propre à tout mouvement national. Les facteurs économiques les plus profonds y contribuent ; et, pour l'Europe occidentale, — plus encore : pour le monde civilisé tout entier, — ce qui est typique, normal en période capitaliste, c'est donc l'Etat national ».

Mais une fois que la société est parvenue à se constituer en grands Etats nationaux, que la nation, de condition économique du capital qu'elle était, devient sa forme quotidienne de vie, l'enveloppe des Etats capitalistes ; une fois que chacun de ceux-ci tend sous la pression irrésistible des déterminations économiques à agrandir ses marchés et à conquérir ceux des voisins, sinon à faire passer sous sa domination d'autres Etats parfaitement constitués et viables, le *facteur national est fatalement dissous dans le facteur étatique et épouse sa trajectoire*. Dès lors que l'Etat bourgeois est toujours plus exclusivement tourné contre les classes exploitées et non plus contre les vieux rapports sociaux, *la nation n'est plus que le drapeau sous lequel l'Etat bourgeois appelle les classes exploitées à l'unité et au sacrifice*, au nom de la solidarité nationale passée, dans un but non plus révolutionnaire mais résolument conservateur. Les limites de l'Etat national, en tant que rapport de production bourgeois, sont devenues trop étroites pour les forces productives qu'elles ne peuvent désormais contenir qu'en les martyrisant. Comme l'écrivaient déjà les fondateurs du marxisme dans le *Manifeste* : « à la place de l'isolement d'autrefois des régions et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations », et ils ajoutaient : « l'étroitesse et l'exclusivisme nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles » (21). Le capitalisme doit céder la place à la forme sociale qui correspond effectivement au caractère social et international des forces productives : *la société universelle de l'espèce unie*.

Le prolétariat et la revendication nationale

La théorie marxiste considère que, bien que le prolétariat naisse en pleine période de bouleversements nationaux, *il n'est pas*, à la différence de la bourgeoisie, *une classe nationale*. Le capitalisme produit deux classes : la bourgeoisie, qui vise à son développement, à sa consolidation dans le cadre national, et le prolétariat, dont la « lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même » (22) et qui, bien qu'ayant intérêt au renversement révolutionnaire de l'ordre féodal, vise plus loin et a besoin de « révolution en permanence », jusqu'à ce que les principaux pays du monde puissent de concert s'attaquer à la démolition de tous les rapports de propriété existants et hisser la société à la hauteur d'une économie sociale et collective.

(21) *Manifeste du parti communiste*, Paris, Editions sociales, 1972, p. 43.

(22) *Ibid*, p. 53.

Dès sa naissance, le marxisme affirme que le capitalisme a « dépouillé » le prolétariat moderne « de tout caractère national » (23) et proclame fièrement : « *Les ouvriers n'ont pas de patrie : on ne peut leur ôter ce qu'ils n'ont pas* ». Il précise : « *Comme le prolétariat de chaque pays doit conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale, se constituer lui-même en nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens où l'entend la bourgeoisie* » (24). Ainsi l'Etat national, qui est pour les bourgeois le terme de l'évolution historique, n'est, pour le prolétariat, que la *forme* dans laquelle il a *commencé* sa lutte contre la bourgeoisie et dans laquelle il s'emparera du pouvoir, avant de la dépasser. « *Bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, la lutte du prolétariat de chaque pays doit, bien entendu, en finir avant tout avec sa propre bourgeoisie* », explique le Manifeste, qui ajoute par ailleurs : « *déjà, les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'elle entraîne. Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore. Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation. A mesure qu'est abolie l'exploitation de l'homme par l'homme, est abolie également l'exploitation d'une nation par une autre nation. Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles.* » (25). Le prolétariat naissant lutte donc pour la nation, mais n'en fait pas un fétiche. Au contraire. Pour lui, elle n'est pas « sa patrie », mais celle des bourgeois, qu'il aide à lutter contre les vieilles classes et leurs défenseurs.

On peut rappeler à ce propos ce qu'écrivait Engels à Lafargue dans sa lettre du 27 juin 1893 au sujet du manifeste du 17 juin du Parti Ouvrier français. Pour répondre aux « imbécillités anarchistes et boulangeo-patriotardes » se faisant mutuellement écho et présentant le socialisme comme « antinational » et « antipatriote » au sens où il nierait la « nation » et la « patrie », ce parti se déclarait « carrément patriote » (26). Selon Engels, il avait raison de répliquer que le socialisme ne nie pas la réalité nationale mais la dépasse : c'est pourquoi il est *internationaliste* et non pas *antinational*. Mais il le fait en combattant l'Etat bourgeois — qui barre la voie à une forme sociale plus large — et le *principe national*, c'est-à-dire la théorisation de la nation comme un but en soi. Engels fait donc cette réserve : « *Je ne veux pas parler de l'usage du mot patriote, de ce que vous posez comme les seuls « vrais » patriotes. Ce mot a un sens étroit — ou bien si indéterminé, c'est selon — que moi je n'oserai jamais m'appliquer cette qualification. J'ai parlé aux non-Allemands comme Allemand, de même que je parle aux Allemands comme simple International ; je crois que vous auriez pu atteindre un plus grand effet si vous vous*

(23) *Ibid.*, p. 63.

(24) *Ibid.*, p. 81.

(25) *Ibid.*, pp. 63 et 81.

(26) Engels - Paul et Laura Lafargue, *Correspondance*, tome III, Paris, Editions Sociales, 1959, pp. 290-295.

étiez déclaré simple Français — ce qui exprime un FAIT, un fait y compris les conséquences logiques qui en découlent. Mais passons, c'est affaire de style ». Ce qui provoqua surtout la réponse d'Engels, c'était la façon des Français « *de parler de la république comme d'une chose désirable en elle-même par le prolétariat, et de la France comme du peuple élu* » (26).

L'histoire a tragiquement confirmé cette inquiétude du vieux militant révolutionnaire. Vingt et un ans plus tard, c'est au nom de la défense de la République française comme condition nécessaire du passage de toute l'humanité au socialisme — rien de moins ! — que le socialisme français livra le prolétariat pieds et poings liés à l'état-major pour la guerre impérialiste. « L'affaire de style » était donc devenue une « affaire de substance » et l'erreur de Lafargue avait mûri au point de devenir le social-impérialisme et le social-patriotisme. Oui, le marxisme est *antipatriote* dans le sens où il nie que le prolétariat ait un principe patriotique à défendre.

Nous avons rappelé jusqu'ici que la lutte pour l'Etat-nation intéresse le prolétariat en tant que revendication historique très générale, c'est-à-dire si l'on se place seulement au niveau abstrait de la succession des modes de production. Cependant les sociétés ne se succèdent dans l'histoire qu'à la suite de révolutions. Ces dernières sont déclenchées par la collision entre des forces productives en plein développement et des rapports sociaux qui à un moment donné les entravent au lieu de les épauler. Mais surtout, cet antagonisme économique se traduit par un heurt social qui devient, lorsqu'il atteint sa plus grande acuité, heurt politique entre les forces sociales qui ont intérêt au renversement de vieux rapports juridiques dont la survie entraîne une *oppression toujours plus insupportable*, et ceux qui défendent ces rapports et se font donc les artisans actifs de cette oppression économique, sociale et politique.

Le développement des rapports capitalistes ne pousse pas seulement les capitalistes à réclamer la liberté de circulation des hommes et des marchandises ainsi que l'égalité des droits sur le territoire le plus vaste possible. Il y pousse également les devanciers du prolétariat moderne, ces travailleurs libres, condamnés à errer de ville en ville à la recherche d'un travail que les règlements des corporations et l'inégalité générale des juridictions rendent extrêmement aléatoire, ou entassés dans les faubourgs que les obstacles au libre développement du marché intérieur affament. Les prolétaires ont donc aussi besoin de réclamer l'égalité des droits et la liberté de circulation des denrées et des hommes, ainsi que la fin des liens de dépendance personnelle, et ce, eux aussi, sur le territoire le plus large.

Et c'est justement parce que l'échelle sociale la plus large est, en général, dans les conditions du capitalisme naissant, *l'échelle nationale*, que la liberté, l'égalité et l'unité nationale sont étroitement mêlées dans la révolution bourgeoise, et que les « prolétaires sans feu ni lieu » sont les premiers sur les barricades antiféodales. Ils ont besoin de la révolution bourgeoise *autant que* les bourgeois eux-mêmes. *De plus*, ils ont besoin — à la différence de ces derniers — qu'elle soit la plus

radicale possible (27), ce qui les conduit inévitablement, sur son terrain même et au cours de son développement, à se différencier des bourgeois poussés à un moment ou à un autre au compromis avec les vieilles classes dominantes dont ils sont bien les ennemis momentanés, mais en même temps les héritiers.

Le prolétariat fait donc sienne, au cours de la révolution bourgeoise, la *revendication nationale*. Mais c'est avec un objectif différent de celui des bourgeois. Cette revendication a pour lui en fait un caractère essentiellement subversif, « négatif » : il ne s'agit pas de « construire la nation », ce qui signifierait soumettre le prolétariat aux besoins de la construction de l'*Etat national*, de l'Etat de classe de la bourgeoisie. Il s'agit avant tout pour lui de *démolir*, en brisant le joug féodal, les obstacles à son propre développement comme classe.

La destruction des vieux rapports sociaux assure en effet au prolétariat la liberté de mouvement la plus large — rendue nécessaire par le capitalisme — et facilite en même temps l'unification la plus complète de ses rangs par la participation la plus massive aux luttes contre le capitalisme. Elle crée le terrain le plus vaste où peuvent se rassembler les forces prolétariennes, déblaie de la façon la plus rapide et la plus radicale le *terrain de la lutte de classe moderne*, et hâte ainsi les conditions pas seulement économiques mais aussi politiques de la révolution communiste.

L'hypothèse optimale est que, lors de l'effondrement de l'Etat féodal, le prolétariat puisse se passer de l'Etat-nation pour édifier son Etat, qui, s'il peut prendre une forme nationale, n'est jamais national dans sa nature, puisqu'il est un instrument de la lutte prolétarienne mondiale : telle est la perspective de la *révolution double* élaborée pour l'Allemagne de 1848, et qui a politiquement vaincu dans la Russie de 1917.

Mais même en dehors de ce cas optimal, le prolétariat est intéressé par la constitution de la société en Etats nationaux ; en effet, elle est aussi *la meilleure forme pour combattre l'oppression nationale*, oppression qui empêche cette « action commune du prolétariat des divers pays » que le marxisme considère comme « une des premières conditions de son émancipation ». Certes, la fin de l'oppression nationale est impossible sans le communisme. Mais le problème est que l'*union*

(27) « Les marxistes sont, bien entendu, hostiles à la fédération et à la décentralisation pour cette simple raison que le développement du capitalisme exige que les Etats soient les plus grands et les plus centralisés possible. Toutes conditions étant égales, le prolétariat conscient sera toujours partisan d'un Etat plus grand. Il luttera toujours contre le particularisme médiéval et verra toujours d'un œil favorable se renforcer la cohésion économique de vastes territoires sur lesquels il pourra développer largement la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. Le large et rapide développement des forces productives par le capitalisme exige de grands territoires rassemblés et unis au sein d'un même Etat ; c'est seulement sur de tels territoires que la classe bourgeoise peut se grouper en anéantissant tous les vieux cloisonnements médiévaux, de caste, de particularismes locaux ou confessionnels, de petites nationalités et autres, en même temps que se regroupe parallèlement et inéluctablement à l'autre pôle la classe des prolétaires » (Lénine, *Notes critiques sur la question nationale*, Œuvres, tome 20).

internationale des prolétaires est impossible sans la lutte du prolétariat contre toute oppression nationale.

Reprenons Engels : « *Depuis la fin du Moyen Age, écrit-il, l'histoire travaille à constituer de grands Etats nationaux. Seuls des Etats de cet ordre sont l'organisation politique normale de la bourgeoisie européenne au pouvoir, et ils sont de même la condition indispensable pour l'établissement de la collaboration internationale harmonieuse entre les peuples, sans laquelle il ne peut y avoir de pouvoir du prolétariat. Pour assurer la paix internationale, il faut d'abord éliminer toutes les frictions nationales possibles, il faut que chacun soit indépendant et maître chez soi* » (28). Si donc la bourgeoisie remplit cette tâche de constitution nationale de la manière qui laisse subsister le moins de persécutions et de frictions nationales, ce sera autant de gagné pour le prolétariat ! Remarquons en passant que Lénine, dont on prétend à tort qu'il aurait bouleversé le marxisme en construisant de toutes pièces une théorie de l'« autodétermination », n'a aucunement innové. Disciple scrupuleux, il n'a fait en réalité que reprendre la position traditionnelle du marxisme sur la question nationale, en la « développant dans tous ses détails ».

C'est ici que toute position insuffisamment dialectique est destinée à se casser le nez, car la « question nationale » a une *queue historique inévitable*. En effet, l'oppression des nationalités, dont la bourgeoisie hérite nécessairement en tant que classe exploiteuse, devient un aspect de l'oppression de classe et ne pourra être supprimée que par le communisme. En outre, plus le capitalisme tend à dépasser les frontières nationales, plus l'Etat-nation devient impérialiste, et plus l'oppression des petites nations par des grandes et même celle de grands Etats parfaitement viables par d'énormes super-Etats s'avère de règle. Toutes ces discriminations et oppressions nationales suscitent naturellement des réactions particulières (29). Les pédants doctrinaires et les philistins de tout acabit appellent les prolétaires à rester indifférents à cette question « impure » sous prétexte qu'elle détournerait de la lutte pour le communisme, qu'ils voient dans l'abstrait. Mais même lorsque la révolution bourgeoise est terminée et que, du point de vue économique, la création de nouveaux Etats nationaux dans les grandes aires arrivées au plein capitalisme ne se justifie plus, le prolétariat doit encore nécessairement lutter *contre* l'oppression nationale qui y subsiste : il s'agit des nations soumises depuis très longtemps et maintenues dans un état de sujétion permanente, tant politique qu'économique, comme ce fut le cas de la Pologne et de l'Irlande au siècle dernier — et comme c'est toujours le cas de l'Ulster aujourd'hui —, ou bien de populations allogènes annexées par la force à la suite de guerres, de combinaisons diplomatiques ou équivalents. Le prolétariat ne peut lutter contre cette oppression nationale qu'en affirmant explicitement que la fusion des nationalités qu'il instituera

(28) *Le rôle de la violence dans l'histoire, op. cit., pp. 38-39.*

(29) Lénine note comme « particularité politique » de l'impérialisme « le renforcement de l'oppression nationale » (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Œuvres, tome 22, p. 309*).

ne sera pas obtenue par la violence, mais uniquement par le libre consentement. En gage de cette promesse, le prolétariat du pays oppresseur se fait un devoir de lutter contre son propre Etat, non seulement parce que celui-ci incarne et défend les intérêts de sa propre bourgeoisie, mais également parce qu'il opprime et foule aux pieds les nationalités mineures dont le prolétariat reconnaît le *droit* à l'auto-détermination, *non du point de vue des principes abstraits* comme l'idéologie bourgeoise, mais du point de vue des intérêts de la lutte de classe prolétarienne, qui dépasse toute frontière d'Etat, de « sang », de langue, de mœurs, etc. De son côté, et pour les mêmes *raisons de principe*, le prolétariat du pays maintenu par la violence dans les frontières d'un Etat n'érige pas la rupture avec cet Etat en revendication centrale, contrairement à la bourgeoisie et surtout à la petite bourgeoisie de « chez lui ». Il fait de la revendication nationale, *éventuellement mais non nécessairement* poussée jusqu'à la séparation, un anneau indissociable de sa lutte pour la *destruction de l'Etat* dominateur, menée en union étroite avec l'ensemble du prolétariat de cet Etat (30). C'est seulement ainsi que, *de part et d'autre*, la lutte de classe peut se déployer dans toute son ampleur, hors des paralysantes et catastrophiques cloisons nationales.

Aussi, bien que Marx et Engels aient attendu comme un résultat *positif* de la guerre franco-allemande de 1870 la chute du Second Empire et la réalisation de l'unité allemande, la I^{re} Internationale non seulement exclut tout appui prolétarien au gouvernement prussien afin d'assurer à la classe ouvrière une complète indépendance dans la perspective plausible d'un passage de la guerre de « défense » à une guerre *d'offensive* et de *rapine*, mais mena en plus une énergique campagne contre les vexations que Bismarck infligeait à la France, et en particulier contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, ainsi que pour la solidarité active envers la Commune de Paris, cible des bourgeoisies française et allemande coalisées. Par la suite, Marx et Engels combattirent en France l'esprit revancharde et le chauvinisme qui s'exprimaient dans la revendication de l'Alsace-Lorraine, et, en Allemagne, la persécution de ces provinces unies au Reich par la violence, et auxquelles le parti promettait qu'un gouvernement prolétarien en Allemagne leur laisserait la liberté d'appartenir à l'une ou l'autre nation ou de choisir l'indépendance, tandis que les ouvriers de ces régions œuvraient en même temps à renforcer la social-démocratie allemande. En revanche, le marxisme a continué à agiter dans l'aire européenne archi-bourgeoise le drapeau de l'indépendance de l'Irlande, condition nécessaire pour déblayer le terrain de la lutte révolutionnaire de classe en Grande-Bretagne, et pour que les deux prolétariats jusqu'ici divisés par le sillon de l'oppression nationale puissent unir leurs forces dans l'attaque *conjointe* contre *l'ennemi commun*, de part et d'autre du Canal St. Georges.

Parvenus à ce point de notre exposé, il nous semble utile de nous arrêter un moment sur les élucubrations de Staline, dont le prétendu génie aurait apporté au marxisme ce qui lui manquait, à savoir une

(30) Voir à ce sujet Lénine, *La question nationale dans notre programme*, Œuvres, tome 6, pp. 480-485.

théorie de la nation. C'est du moins la thèse en vogue, qui s'est propagée dans tous les pays grâce aux partis staliniens et aujourd'hui au maoïsme, à la faveur de la contre-révolution et de la démolition du mouvement communiste et du marxisme par les entrepreneurs du « socialisme dans un seul pays ».

Staline s'est toujours montré très fier d'avoir écrit dans sa jeunesse : « *La nation est une communauté historiquement constituée de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture* » (31). Passons sur la « formation psychique ». Le but de son travail était de combattre les théorisations de l'austro-marxisme sur la question des nationalités (qui faisaient aussi des ravages en Russie) en démontrant d'abord que le prolétariat du pays oppresseur ne peut se contenter de réclamer « l'autonomie nationale » des nations opprimées, mais que l'intérêt de l'union des prolétaires de toutes les nationalités était d'affirmer leur « liberté de séparation ». Il s'agissait ensuite de répondre au Bund, qui théorisait l'existence d'une prétendue « nation juive » pour justifier une organisation séparée des prolétaires juifs.

Mais les définitions valent ce qu'elles valent, et tiennent pour une bonne part aux circonstances. Ici, l'insistance sur l'idée de territoire et de vie économique commune était indispensable pour les besoins de la polémique avec le Bund, qui n'exigeait pas, en revanche, qu'on mît particulièrement en relief le fait que *la nation est nécessairement composée de classes sociales antagoniques*, comme nous nous y sommes efforcés nous-mêmes dans *Facteurs de race et de nation*. Toutefois cela explique aussi que n'importe quel idéologue bourgeois puisse, en théorie du moins (32), utiliser la définition et le travail de Staline sans se compromettre avec le marxisme. N'empêche que le « merveilleux Géorgien » félicité par Lénine pour son article visait politiquement juste et surtout restait en règle avec la théorie marxiste, car l'article soutenait — ce qui est plus important qu'une définition — que la nation est « *une catégorie historique d'une époque déterminée, celle du capitalisme* ».

(31) *Le marxisme et la question nationale*, article paru pour la première fois en 1913 et republié récemment dans le recueil de textes de Staline *Le marxisme et la question nationale et coloniale* aux éditions Norman Béthune, Paris, 1974. Pour la définition citée, voir page 33.

(32) En théorie, en effet, car si cette définition fait fureur dans de vastes milieux bourgeois et petits-bourgeois de tous les continents, elle n'est guère appréciée par ceux qui ont des sympathies pour la « nation juive ». C'est ainsi que Maxime Rodinson s'est cru obligé de démontrer « *comment les « définitions » schématiques de la nation analogues à celle qu'en avait donnée Staline peuvent servir à nier un fait national* » (voir à ce sujet *Marxisme et monde musulman*, Paris, Editions du Seuil, 1972, page 536). Ce n'est évidemment pas une telle définition qui a entraîné le stalinisme à nier le fait national, mais bien le chauvinisme, qu'il a par la suite exacerbé dans tous les pays soumis à l'impérialisme grand-russe. Quant à la négation du « fait national » juif dont on accuse Staline, nous devons dire à sa décharge que dans l'article incriminé il ne fait que préciser une idée parfaitement cohérente avec la tradition marxiste selon laquelle la « question juive » ne peut être résolue par la constitution d'une impossible nation séparée, mais par la lutte contre toutes les discriminations dans la langue ou la religion qui peuvent frapper les minorités juives, règle qu'évidemment le chauvinisme stalinien s'est empressé de violer, tout en prônant lui aussi la création de l'Etat hébreu cher au sionisme.

ascendant » et rappelait même les passages du *Manifeste* sur la disparition des « démarcations nationales ».

A l'époque, le parti bolchévique était un authentique parti communiste et il pouvait canaliser les énergies des militants dans le sens révolutionnaire. En revanche, on chercherait en vain une continuité avec le texte de 1913 dans des positions comme celle-ci, énoncée en 1925 : « *On parle (Kautsky par exemple) de la création d'une langue unique commune à toute l'humanité, toutes les autres langues devant dépérir dans la période du socialisme. Je ne crois guère à cette théorie d'une langue universelle* ». Et le pontife d'ajouter, du haut de sa suffisance « théorique », ou plutôt en ramenant la théorie à un vulgaire empirisme : « *En tout cas, l'expérience ne plaide pas pour, mais contre une telle théorie* ».

Et voici l'argument frappant qui suit cette affirmation : « *Jusqu'ici, les choses se sont passées de telle sorte que la révolution socialiste n'a pas diminué le nombre de langues ; car secouant les couches les plus profondes de l'humanité et les poussant sur la scène politique, elle éveille à une vie nouvelle toute une série de nouvelles nationalités, autrefois inconnues ou peu connues* » (33). Cette découverte vraiment déconcertante est assurément le produit de l'aveuglement idéaliste. La révolution, en cessant d'opprimer les langues mineures, « éveillerait les nationalités » ! En réalité, si de telles langues et nationalités paraissent au grand jour, c'est qu'elles existaient déjà, comme l'enfant dans le sein de sa mère : la révolution ne crée rien dans la société qui n'existe déjà. Elle est l'« accoucheuse de l'histoire » et la seule chose qu'elle fait, c'est détruire le joug national, qui est un obstacle au développement historique.

Plus tard, en 1929 (34), Staline a théorisé cet « éveil des nationalités » en distinguant deux phases dans les rapports de la dictature prolétarienne avec la nation : « *on aurait tort de croire que la première étape de la dictature mondiale du prolétariat marquera le début de l'extinction des nations et des langues nationales, le début de la constitution d'une*

(33) *Le marxisme et la question nationale et coloniale, op. cit.*, pp. 236-237.

(34) *Ibid.*, p. 325. Il est intéressant de noter que dans cet article Staline prend bien soin, sans doute pour répondre aux questions suscitées par son scepticisme sur la « langue unique universelle », manifesté avec le plus grand prosaïsme en 1925, qu'il ne pensait alors qu'aux conditions de la victoire du « socialisme dans un seul pays », mais que tout changerait à l'époque de la victoire du « socialisme à l'échelle mondiale » ; la justification ne vaut rien, puisque pour le marxisme le « socialisme dans un seul pays » est théoriquement vide de sens.

Mais même à supposer que cela signifie que le prolétariat a pris le pouvoir dans un seul pays, ce qui en revanche est parfaitement possible, Staline détruit lui-même sa propre justification en repoussant encore la phase du « développement des nations » à « la première époque de la dictature mondiale du prolétariat ». D'ailleurs, ce démolisseur impénitent de la théorie marxiste a sur ses vieux jours repoussé encore à plus tard l'avènement de la langue internationale unique en théorisant, dans un article intitulé *Le marxisme et la linguistique*, l'éternité de la langue nationale qui n'est pas présentée comme celle d'une classe, mais d'un peuple, échappant ainsi aux révolutions et à l'évolution historique, dans le plus pur style idéaliste. Nous avons consacré un chapitre de *Facteurs de race et de nation* à la démolition de cette curiosité.

langue commune unique. Au contraire, cette première étape, au cours de laquelle sera définitivement liquidée l'oppression nationale, sera l'étape de l'essor des langues nationales; l'étape de la confirmation de l'égalité des droits entre les nations, l'étape de la liquidation de la méfiance nationale mutuelle, l'étape de l'institution et du resserrement de liens internationaux entre les nations. C'est seulement pendant la deuxième étape de la période de la dictature mondiale du prolétariat, à mesure que s'instituera une économie mondiale socialiste unifiée [...] que commencera de s'instituer quelque chose dans le genre [sic] d'une langue commune, car c'est seulement à cette étape que les nations ressentiront la nécessité de posséder, à côté des langues nationales, une langue internationale pour la facilité des relations et pour la facilité de leur coopération économique, politique et culturelle». Une telle théorie signifie qu'à un moment donné, le prolétariat n'aurait pas seulement à combattre l'oppression nationale, mais qu'il devrait encore se donner un programme national « positif ». Or si telle était l'attitude du prolétariat dans la première phase de son pouvoir, il faudrait en bonne logique qu'il défende déjà ce programme avant la conquête du pouvoir.

Voyons comment Lénine règle cette question : « *Le mot d'ordre de la démocratie ouvrière n'est pas la « culture nationale », mais la culture internationale du démocratisme et du mouvement ouvrier mondial. La bourgeoisie peut bien essayer de tromper le peuple par toutes sortes de programmes nationaux « positifs ». L'ouvrier conscient lui répondra : il n'y a qu'une solution du problème national (pour autant d'ailleurs que ce problème puisse être résolu dans le monde du capitalisme, monde de lucre, des antagonismes et de l'exploitation), à savoir le démocratisme conséquent* » (35). Et Lénine poursuit : « *Le réveil des masses sortant de la torpeur féodale est progressiste de même que leur lutte contre toute oppression nationale, pour la souveraineté de la nation. De là, le devoir absolu pour les marxistes de défendre le démocratisme le plus résolu et le plus conséquent dans tous les aspects du problème national. C'est là une tâche surtout négative. Le prolétariat ne peut aller au-delà quant au soutien du nationalisme, car plus loin commence l'activité « positive » de la bourgeoisie qui vise à renforcer le nationalisme* » (36). Si le prolétariat a une tâche, c'est de favoriser non pas le développement des nationalités et des cultures nationales, mais celui de « *la culture internationale du démocratisme et du mouvement ouvrier mondial* » (37). Et pour cela, il s'appuie sur « *la tendance historique universelle du capitalisme à la destruction des barrières nationales, à l'effacement des distinctions nationales, à l'assimilation des nations, tendance qui s'affirme toujours plus puissante, et qui constitue l'un des plus importants facteurs de transformation du capitalisme en socialisme* » (38).

Reprenons maintenant la question de la langue unique, avec laquelle

(35) *Notes critiques sur la question nationale, op. cit., p. 14.*

(36) *Ibid.* p. 28.

(37) *Ibid.*, p. 17.

(38) *Ibid.*, p. 21.

le « brillant » théoricien Staline prétendait prouver l'existence de deux périodes dans la dictature du prolétariat vis-à-vis de la question nationale. En réalité, la tendance au développement d'une langue universelle n'attend nullement une prétendue deuxième période de la dictature pour être ressentie comme nécessaire à la « facilité des relations » entre les diverses nations. Elle n'attend même pas la première période de la dictature, pour la bonne raison qu'elle préexiste à la prise du pouvoir par le prolétariat. En effet, la révolution communiste est conditionnée, à l'échelle internationale, par le fait que les relations entre les nations sont devenues trop serrées, trop étroites pour laisser à l'humanité une autre issue que le dépassement des oppositions nationales. Surtout, ces relations, à l'époque de l'impérialisme, ne peuvent déboucher que sur une oppression nationale toujours plus insupportable et une succession de guerres toujours plus meurtrières, ou bien sur la révolution communiste et la fusion des nations. Mais il faut aller encore plus loin : cette tendance, qui se fortifie et prédomine dans la phase du capitalisme mûr et, à plus forte raison, sénile, commence en fait avec l'existence du capitalisme lui-même, car cette dernière suppose que soient tracés les premiers linéaments du marché mondial et des rapports entre toutes les parties du monde. Souvenons-nous du *Manifeste* : « par l'exploitation du marché mondial la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand regret des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale » (39). C'est évidemment là le fondement de la tendance au développement d'une langue internationale. D'ailleurs comment dit-on « impérialisme » dans tous les pays, et comment désigne-t-on aux quatre coins du monde la force qui peut l'abattre, le « prolétariat » ?

Lorsque Staline dit à ses contradicteurs : « ici, vous mélangez des choses absolument distinctes : « la destruction de l'oppression nationale » avec la « liquidation des différences nationales », la « destruction des cloisons étatiques nationales » avec l'« extinction de la nation » et la « fusion des nations » (40), il est donc en complète contradiction avec le marxisme pour lequel la « liquidation des différences nationales » et la « fusion des nations » est un seul et même phénomène, même s'il a comme condition la « destruction de l'oppression nationale » et celle des « cloisons étatiques nationales ».

(39) *Le Manifeste*, op. cit., p. 41.

(40) *Notes critiques sur la question nationale*, op. cit., pp. 319-320. Naturellement, Staline n'est pas à court de justifications, et, après avoir fait fi de la théorie et des principes, il cherche encore à couvrir sa supercherie des « deux périodes ». Pour cela, il invente, à côté des « nations bourgeoises », dont il reconnaît qu'elles doivent périr sous la dictature, des « nations socialistes » qui, elles, mériteraient sa protection (voir pp. 315-319), ce qui est une pure fantasmagorie, étant donné que le prolétariat ne s'attaque véritablement à la transformation socialiste de la société qu'en fusionnant les différentes nations. Quant à nous, nous sommes d'accord pour rapprocher un instant les termes de prolétariat et de nation en disant, comme le fait *Le Manifeste*, qu'en prenant le pouvoir, le prolétariat est encore « national », bien que dans la forme et non dans la substance ; mais ce n'est là qu'un caractère passager, transitoire, et encore non universellement obligatoire. Quant à vouloir faire endosser un habit national au socialisme, cela lui va aussi bien que le haut de forme à l'homme de la société future. (Suite de la note p. 28).

Quelques grandes leçons du cycle national en Europe

Nous avons vu que, dès sa naissance, le marxisme ne reconnaît au prolétariat aucune nature nationale et que, pour lui, la revendication de l'Etat national unitaire est déterminée dans le temps. Mais il faut en dire plus : non seulement il n'existe aucun principe national, mais, pour le prolétariat, le facteur national, strictement lié à la révolution bourgeoise, lui est même *subordonné*. C'est ce qui distingue la théorie marxiste. L'idéalisme bourgeois peut bien en effet « reconnaître » que le facteur national est lié à la révolution bourgeoise : pour lui, la révolution bourgeoise est la dernière révolution dans l'histoire de l'humanité.

Les théoriciens du socialisme petit-bourgeois d'aujourd'hui ne se distinguent guère de l'idéalisme bourgeois sur ce point, sauf que pour eux la révolution antiféodale devient « socialiste » sous prétexte que les masses du « peuple » y participent. Mais pour le marxisme, une révolution populaire et radicale qui détruit les obstacles au développement du marché et conquiert l'indépendance politique n'en est pas moins une révolution bourgeoise, même si nous luttons pour elle et si, ce faisant, nous tâchons que le prolétariat y puise des forces pour s'emparer du pouvoir pour lui-même. A cette condition, la révolution devient bien prolétarienne, mais avec des tâches économiques encore bourgeoises, en attendant qu'en liaison avec les pays industriellement les plus avancés, elle puisse passer à l'étape de la transformation socialiste des rapports sociaux, selon la conception qui était celle de Lénine et des bolchéviques et qui reste évidemment la nôtre. Mais là où la théorie bourgeoise est complètement fautive, c'est quand elle prétend que la révolution bourgeoise n'est qu'un moyen de réaliser les « idéaux » de la démocratie, de la nation ou autres valeurs prétendument éternelles. Pour le marxisme, au contraire, le processus est

(Suite de la note 40.)

Considérons cependant, pour répondre à la dernière objection qui pourrait surgir, le cas d'une révolution où, comme en Russie, le prolétariat prend le pouvoir dans une aire où précisément sont en train de se constituer les nations, c'est-à-dire une aire de capitalisme ascendant. Eh bien, dans cette phase également la tendance du capitalisme à lier entre elles les nations existe, même si elle n'est pas encore la caractéristique essentielle, fondamentale. De plus, en Russie, toutes les nations sont déjà liées par le développement de l'impérialisme russe, qui a semé dans l'Orient des germes de capitalisme et donc fait naître des noyaux ouvriers liés entre eux par le mouvement communiste et son parti. Une fois la « prison des peuples » qu'était le tsarisme détruite, le développement du marché pouvait donc théoriquement s'effectuer avec le « minimum de frictions nationales », mais surtout grâce à l'Etat commun, avec le « maximum de liaisons entre les différentes nationalités ». Personne n'a jamais dit que les différences nationales peuvent disparaître d'un coup, et justement un pays arriéré comme la Russie était l'endroit où ce processus devait être le plus long après la prise du pouvoir. Encore fallait-il que l'Etat reste *prolétarien* et vise toujours à mettre la culture internationale au premier plan. Le stalinisme a fait le contraire. Il a diffusé le nationalisme européen et grand-russe comme doctrine officielle de l'Etat, en foulant aux pieds la myriade de races et de nationalités de ce vaste pays à cheval sur deux continents.

exactement inverse. Le prolétariat s'appuie sur le facteur national et la démocratie pour réaliser la révolution bourgeoise de la façon la plus radicale, car il peut espérer que, si elle est poussée *jusqu'au bout*, elle lui livre le pouvoir. Alors que pour l'idéalisme petit-bourgeois, la nation est un idéal à atteindre par tous les moyens, même non révolutionnaires au besoin, pour le prolétariat, la revendication de la nation est un levier de la révolution bourgeoise, ou alors elle ne mérite pas qu'il verse son sang pour elle. Pis, dans un monde où s'affrontent des intérêts bourgeois antagoniques, elle peut éventuellement être mise au service des forces adverses, de la contre-révolution. Mais référons-nous à l'expérience historique.

Si des conditions géographiques extrêmement favorables et la précocité du développement bourgeois ont permis à l'Angleterre de se donner un Etat moderne dès le 17^e siècle, la constitution des Etats nationaux de l'Europe continentale ne s'est terminée que plus tard, en 1871. Le facteur national arrive ensuite à maturité dans l'Europe du Sud-Est et de l'Est en communiquant son mouvement à l'Asie, notamment avec la révolution de 1905, puis avec les guerres des Balkans de 1912-13, et enfin avec la révolution bolchévique qui clôt le cycle national dans l'aire grand-slave avec la consolidation du pouvoir des soviets vers 1920. Si l'on considère cependant l'Europe occidentale en bouleversement révolutionnaire de 1789 à 1871, celle où le marxisme a fait ses premières armes, on peut voir ce que le prolétariat révolutionnaire peut et doit attendre du mouvement national bourgeois, et préciser le moment où s'achève le cycle durant lequel la revendication bourgeoise d'un Etat unitaire coïncidant avec la nationalité possède un caractère progressif. Or les leçons tirées de cette époque sont d'autant plus convaincantes que c'est *la bourgeoisie qui a l'initiative historique* et non encore le prolétariat, bien que la vigueur de l'affrontement avec les classes féodales le projette en avant sur la base de ses intérêts propres dans les héroïques coups de tête de juin 1848 et de mars 1871.

Un premier grand enseignement du marxisme est que le cycle national s'ouvre et se ferme non pour chaque pays pris individuellement, mais pour des *aires géographiques entières* qui tendent à se « constituer », selon l'expression d'Engels, « sur la base de grands Etats nationaux ». L'objectif est donc la *constitution de grands Etats* et non l'attribution à chaque nationalité de son propre Etat. Il n'y a rien là d'étonnant : le marxisme considère que le facteur national doit être au service de la structuration de la société en grands Etats, les plus aptes au développement bourgeois et qui fournissent la scène la plus large à la lutte des classes moderne, comme nous l'avons montré précédemment.

« Marx, dit Lénine, n'appartenait pas au nombre de ces pédants et de ces philistins de la révolution qui craignent plus que tout la « polémique » dans les moments historiques révolutionnaires. Marx couvrait de sarcasmes impitoyables l'« humanité » du citoyen Ruge, lui montrant, d'après l'exemple de l'oppression du Sud de la France par le Nord, que toute oppression nationale n'entraîne pas toujours, du point de vue de la démocratie et du prolétariat, une aspiration

légitime à l'indépendance » (41). Le marxisme considère en effet que les grandes nations se forment à travers leurs rapports réciproques, en agrégeant à elles toutes les petites nationalités dans une multitude de formes et de combinaisons possibles qui dépendent de l'évolution de leurs rapports économiques et historiques avec les grands Etats voisins. Dans *Le Pô et le Rhin*, Engels écrit que, pour être « durable » et viable », une constitution de l'Europe en Etats nouveaux doit s'appuyer sur « les grandes nations européennes, douées de vitalité », et il ajoute : « En même temps, les fragments de peuples, que l'on trouve encore çà et là et qui ne sont plus capables de mener une existence nationale, restent incorporés aux grandes nations, soit en s'y dissolvant soit en se conservant comme de simples monuments ethnographiques sans importance politique » (42). On est à cent lieues du prétendu principe bourgeois des « nationalités » selon lequel toute nationalité aurait on ne sait quel droit historique à constituer son propre Etat (43).

Dans ce processus d'assimilation des petites nationalités et de constitution de grands Etats, la révolution a tout naturellement son mot à dire, puisque la force d'attraction des grandes nations sur les petits peuples et même des fragments d'autres nationalités dépend du radicalisme de leurs révolutions, ce qui vérifie le rôle *subordonné du facteur national par rapport au facteur social*. La Grande-Bretagne par exemple, où des conditions géographiques exceptionnelles ont permis la fusion de tant de races successives : celte, romaine, danoise, saxonne et normande, et ont fini par faire coexister sans trop de heurts trois nationalités : l'anglaise, la galloise et l'écossaise, s'est avérée incapable d'agglomérer à cet ensemble la nationalité irlandaise. Cela tient à l'oppression de l'Irlande, qui a été donnée en pâture aux trois nationalités de la « grande île ». Cette oppression a empêché le radicalisme de la République des « Têtes rondes » en engendrant une classe de propriétaires fonciers archi-réactionnaire, et favorisé l'asservissement du prolétariat anglais. Aussi le marxisme a-t-il depuis la I^{re} Internationale mis en avant la question de l'autodétermination de l'Irlande comme une question vitale pour le mouvement prolétarien des îles britanniques.

Au cours de la révolution française en revanche, qui poussa l'égalitarisme à fond pour les besoins de la guerre en Europe contre la féodalité, fusionnèrent à la chaleur de la révolution des nationalités comme la basque, qui pose de graves problèmes de l'autre côté des Pyrénées, mais également des fragments de nationalités étrangères annexées de fraîche date comme les Corses, ou encore carrément ralliées à la Révolution comme les Alsaciens et les Lorrains, pourtant

(41) *La question nationale dans notre programme, Œuvres, tome 6, p. 479.*

(42) *Op. cit., p. 383.*

(43) Lénine écrit : « Le principe du nationalisme bourgeois, c'est le développement de la nationalité en général, d'où le caractère exclusif du nationalisme bourgeois, les querelles nationales sans issue. Quant au prolétariat, loin de vouloir défendre le développement national de toute nation, il met au contraire les masses en garde contre de telles illusions, préconise la liberté la plus complète des échanges capitalistes et salue toute assimilation des nations, excepté l'assimilation par la contrainte ou celle qui s'appuie sur les privilèges » (*Notes critiques...*, *op. cit., p. 28*).

germanophones. Une anticipation de ce phénomène avait déjà eu lieu au 16^e siècle, lors de la première vague de la révolution européenne qui, battue en Allemagne et en Hongrie, vainquit néanmoins en Ecosse, détacha de l'Allemagne la petite nation hollandaise et constitua la Suisse, mère des Républiques, à partir de fragments des trois plus grandes nations d'Europe continentale de l'Ouest, l'Allemagne, la France et l'Italie. Alors, si tous ces bourgeois de nationalités et de langues différentes ont pu coexister ainsi pendant quatre siècles et demi, pourquoi donc le prolétariat ne le pourrait-il pas ?

Cette cohabitation de nationalités différentes facilitée par le « respect des droits de chacune » — c'est-à-dire l'égalitarisme conséquent — dépend aussi de la pression des Etats environnants. Certaines nationalités prises entre de grands voisins ont pu avoir intérêt à choisir une forme de combinaison nationale très hétérodoxe : ainsi l'empire austro-hongrois, parvenu à la fin du cycle révolutionnaire bourgeois en 1867, vit cohabiter les nationalités allemande et hongroise, qui préférèrent ce mariage de raison à deux (puis à trois quand les Tchèques prirent de l'importance, et même à quatre si l'on pense au rôle grandissant des Polonais de Galicie) plutôt que d'être livrées chacune séparément à la domination des puissants voisins. Quoiqu'il défende le droit à la séparation des nationalités, le marxisme ne se fait pas le champion inconditionnel de l'Etat national unitaire, et a reconnu que le cycle national en Europe s'est clos bien que la plus grande nationalité d'Europe, l'allemande, n'ait pas un Etat unique, mais deux (et trois aujourd'hui), sans parler des poussières de peuples germaniques éparpillés dans la plupart des pays d'Europe centrale.

L'Espagne mérite une mention à part. Ici, le cycle bourgeois révolutionnaire s'est achevé en 1873, bien qu'il n'ait produit qu'un avorton. Loin de s'insérer dans sa phase ascendante, les mouvements nationaux catalan et basque sont nés vers la fin du siècle. Ils reflétaient la tentatives des fractions bourgeoises périphériques de marchander de simples réformes de l'Etat central, traditionnellement bureaucratique et oppresseur des nationalités, pour arriver à participer aux affaires publiques régionales et obtenir des concessions économiques. Bien qu'ils répondent à une oppression spécifique réelle, particulièrement manifeste au Pays Basque, qui oblige à agiter le droit à l'autodétermination, ces mouvements ne présentent donc aucun caractère historiquement progressif et n'entraînent pas pour le marxisme la revendication de l'Etat national.

La question que nous abordons est celle des *limites dans le temps du cycle national*, qui était déjà largement ouvert en Europe occidentale quand le marxisme est né. Mais il est utile de voir comment il considéra cette question dans l'aire immédiatement voisine, l'aire grand-slave. En 1848, Marx et Engels considéraient la revendication nationale slave comme réactionnaire et contre-révolutionnaire (44). En effet, pour eux, les Slaves d'Europe centrale et les Slaves du Sud n'étaient pas encore travaillés par les ferments de la révolution bourgeoise et démocratique.

(44) Engels, « Le Panславisme démocratique », 14 et 15 février 1848, in *La Nouvelle Gazette Rhénane*, Paris, Editions Sociales, tome III, 1971, pp. 62-82.

Et dans cette aire où le tsarisme, véritable *gendarme de l'Europe*, régnait en maître, la revendication du panslavisme, si « démocratique » et « révolutionnaire » que le rêvât Bakounine, ne pouvait être que le drapeau mensonger agité par la contre-révolution pour trouver au cœur de l'Europe des places fortes contre la révolution allemande et européenne.

C'est seulement vers la fin du siècle, quand le capitalisme commence à transformer l'Europe du Sud-Est et l'aire grand-slave dominée par la Russie, que le marxisme attend l'avènement de la révolution bourgeoise et donc nationale pour les peuples de ces aires d'Europe. En réalité, la révolution n'eut lieu pour les Slaves du Sud que sous la forme des guerres balkaniques, mais les marxistes les saluèrent comme un résultat historique indéniablement progressif (45), car pour nous le cycle national-révolutionnaire s'ouvre non avec la revendication de l'« indépendance nationale en général », mais *avec la mise en mouvement des forces de la révolution bourgeoise* qui prennent la revendication nationale comme drapeau (46).

Le même critère sert à déterminer la fermeture du cycle national. Le marxisme ne considère pas ce dernier comme clos lorsque disparaissent de la scène historique les revendications de l'indépendance nationale et de l'unité nationale, mais lorsque les forces sociales porteuses de ces revendications s'alignent sur l'ordre établi. Dans ce cas, en effet, ces revendications sont transformées, de leviers d'une révolution où le prolétariat trouvait son intérêt, en de simples exigences compatibles avec le statu quo et auxquelles on demande au prolétariat de subordonner sa lutte de classe avec la bourgeoisie. Or ce moment arrive dès que les résultats économiques et sociaux indispensables au développement de la bourgeoisie sont atteints : dès lors, la classe bourgeoise, pour des raisons sociales toujours plus évidentes, ne cherche pas à pousser sa révolution jusqu'à ses ultimes conséquences politiques, et en particulier jusqu'à l'Etat national unitaire obtenu par des moyens révolutionnaires ni même réformistes.

Ainsi, le *Risorgimento*, le processus d'unification nationale de l'Italie, s'est inséré dans les failles et les querelles entre les grands Etats européens, réussissant *malgré tout* à éviter aussi bien le Charybde de la subordination totale aux grands Etats européens que le Scylla d'une lutte populaire vraiment radicale. Il illustre bien l'habileté politique de la bourgeoisie piémontaise qui, malgré une succession de défaites militaires et de trahisons politiques, n'en fut pas moins *historiquement progressive*. De même Bismarck, pourtant combattu sans ménagement par le marxisme, se fit l'artisan d'une « révolution par le haut » et fut présenté par les fondateurs du communisme critique comme un « révolutionnaire malgré lui ». Mais on sait aussi que la valeur des revendications nationales en Europe occidentale s'est dialect-

(45) Voir à ce sujet « La signification sociale des victoires serbes et bulgares », Lénine, *Œuvres*, tome 18, pp. 407-409.

(46) Dans son travail sur la Russie, notre parti a fait une importante étude des rapports entre l'aire européenne et l'aire grand-slave et la naissance du cycle révolutionnaire dans celle-ci. (Cf. notamment *Russia e rivoluzione nella teoria marxista*, 1^{re} partie intitulée « Rivoluzione europea e area grande slava »).

tiquement renversée pour Marx et Engels en 1870, avec l'alignement contre-révolutionnaire des bourgeoisies française et allemande contre le prolétariat : « *Le plus grand effort d'héroïsme dont la vieille société est capable, écrivait Marx dans « La guerre civile en France », est une guerre nationale. Mais il est maintenant prouvé qu'elle est devenue une pure mystification des gouvernements destinée à retarder la lutte des classes, et qu'il faut jeter de côté sitôt que cette lutte des classes éclate en guerre civile. La domination de classe ne peut plus se cacher sous l'uniforme national, les gouvernements nationaux ne font qu'un contre le prolétariat* » (47).

Le cycle national s'est donc fermé en Europe occidentale (sauf pour l'Irlande dont l'Ulster reste encore une véritable « colonie »), et ce bien que l'unité de l'Allemagne n'ait pas été complètement réalisée. Il est vrai qu'en pleine ascension de la vague révolutionnaire bourgeoise en Europe, le marxisme, en commun avec la démocratie radicale, réclamait une unification de la nation allemande fondée sur la communauté de langue et de tradition, afin de briser du même coup la Prusse et l'Autriche et avec elles tous les petits Etats, et créer un vaste Etat unitaire. Mais la révolution par le bas n'a pas vaincu. L'unification allemande a dû se réaliser par d'autres voies, vu qu'en l'absence d'un mouvement vraiment radical, la bourgeoisie allemande d'Autriche était trop intéressée à la co-dominance de l'Europe méridionale avec la Hongrie pour sacrifier ses privilèges à l'unité de la patrie. Et, dès lors qu'avec la Commune de Paris, les bourgeoisies européennes « ne faisaient plus qu'un contre le prolétariat » sans avoir été capables de jeter à bas de leur trône les Hohenzollern et les Habsburg (48) dont la cohabitation était impossible dans une seule Allemagne, la tâche des prolétaires n'était plus de lutter en Europe pour l'unité de l'Allemagne.

Désormais, l'union des prolétaires des différents pays européens ne passait plus en effet par une meilleure organisation en Etats nationaux, mais uniquement *par le renversement des Etats bourgeois existants, par la révolution prolétarienne.*

Une autre grande leçon que nous livre le cycle national de l'Europe est que le cours historique propre à une aire géographique ne peut se concevoir *indépendamment de ses rapports avec les aires voisines.* Ainsi, dans l'aire européenne, la révolution bourgeoise s'est heurtée non seulement au féodalisme européen, mais aussi au tsarisme, auquel le retard historique de l'aire slave donnait une solidité contre-révolutionnaire redoutable qui faisait de lui le gendarme de l'Europe. C'est pourquoi le rétablissement de la Pologne, cette partie de l'aire occidentale soumise au knout russe, fut le cri de guerre de tout le cycle révolutionnaire bourgeois européen, qui revendiquait la guerre contre la Russie féodale. Sans l'écrasement de cette dernière, en effet, la révolu-

(47) Paris, Editions Sociales, 1968, p. 62.

(48) On peut d'ailleurs signaler à ce sujet qu'avant 1865, alors que l'Allemagne du nord et du centre était déjà sillonnée en tous sens par un puissant réseau de voies ferrées, l'axe le plus commode avec l'Autriche, qui va de Munich à Vienne, n'était pas relié par voie ferrée, non seulement à cause de la mauvaise volonté de la Prusse, mais aussi parce que le trafic n'était pas suffisant pour justifier un tel investissement.

tion bourgeoise ne pouvait vaincre définitivement et encore moins la révolution communiste.

La vision marxiste de la révolution en permanence exigeait donc l'alliance révolutionnaire de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre prolétariennes dans la « guerre à outrance » contre la Russie barbare.

Or la constitution en nations de toute l'aire euro-occidentale s'est achevée à une époque où l'aire slave n'avait pas encore commencé d'être travaillée par un mouvement révolutionnaire capable de vaincre et de détruire le tsarisme *de l'intérieur*, ce qui obligeait le prolétariat à souhaiter sa destruction *de l'extérieur*, par la guerre, au moment même où la bourgeoisie européenne courait déjà se mettre sous la protection du tsar contre le danger du communisme. Cette situation historique véritablement unique ne peut se retrouver aujourd'hui, où l'ennemi est partout l'impérialisme capitaliste, qui combat certes politiquement les révolutions bourgeoises-nationales avec une efficacité supérieure au tsarisme, mais ne peut remettre en cause comme lui leurs acquis économiques et sociaux. Elle explique qu'Engels, peu avant sa mort, ait encore fixé au prolétariat de l'Allemagne, pourtant pleinement bourgeoise, la tâche de défendre l'unité allemande contre la Russie : « *Si la France et la Russie attaquaient l'Allemagne, cette dernière défendrait à outrance son existence nationale à laquelle les socialistes allemands sont encore plus intéressés que les bourgeois. Les socialistes se battraient donc jusqu'au dernier homme et n'hésiteraient pas à recourir aux moyens révolutionnaires employés par la France en 1793* » (49).

Ce point est d'autant plus intéressant qu'il se situe à l'extrême limite d'une époque, particularité qui a permis des utilisations abusives, dénuées de toute légitimité historique, de la position du vieux chef communiste. Quelques années suffirent en effet pour que l'espoir de la mort du tsarisme vint de la révolution russe elle-même et non plus d'une guerre européenne, et pour que la Russie cessât d'être le rempart de l'ordre social en Europe, et, aux derniers temps, de la république bourgeoise : la réaction ne s'y maintint plus au contraire que grâce à l'alliance avec les démocraties occidentales (50). Il suffit également de quelques années pour que l'Europe capitaliste atteigne la phase ultime de l'impérialisme et des querelles pour le repartage du monde (51). En 1892, Engels avait donc une position juste. Tel ne fut pas le cas de Rosa Luxemburg — que nous ne pouvons cependant confondre

(49) Interview à *L'Eclair* publiée le 6 avril 1892 et parue en Annexe de la *Correspondance Engels-Lafargue*, tome III, pp. 418-421.

(50) Lénine situe dans son *Que Faire ? « l'engouement généralisé de la jeunesse instruite en Russie pour la théorie marxiste »* vers 1895. « *C'est vers la même époque, poursuit-il, que les grèves ouvrières, après la fameuse guerre industrielle de 1896 à Pétersbourg, revêtirent aussi un caractère général* » (*Œuvres*, tome 5, p. 381). C'est bien de cette période qu'il est possible de faire partir la vague révolutionnaire qui a grossi jusqu'à 1905 puis s'est reprise pour vaincre en 1917. Engels s'est éteint, lui, en août 1895, sans pouvoir apercevoir le changement de période.

(51) Lénine a daté l'entrée définitive du capitalisme dans la phase impérialiste de la guerre hispano-américaine de 1898. On peut voir à ce sujet le *Bilan d'une discussion sur le droit des nations*, *Œuvres*, tome 22, pp. 367-369.

avec les Noske, les Scheideman, les Renaudel et autres Cachin — lorsqu'en 1916, en pleine guerre impérialiste, elle prétendait donner au prolétariat un programme national. « *C'est presque incroyable, mais c'est ainsi* », s'exclame Lénine, qui lui reproche « *d'inciter la classe d'avant-garde à se tourner vers le passé, et non vers l'avenir* » (52).

Quand le cycle national bourgeois a épuisé son cours révolutionnaire et historiquement progressif, on ne peut en effet plus parler de programme national, même avec les meilleures intentions du monde, sans paralyser le prolétariat. Il est impossible de « *jouer au plus fin avec l'histoire* ».

(52) *Œuvres*, tome 22, pp. 337-343.

Vient de paraître

Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration

Au sommaire

- 1. Capitalisme et immigration.**
- 2. L'offensive bourgeoise contre les travailleurs immigrés.**
- 3. La signification de classe de la lutte contre le contrôle de l'immigration et pour l'égalité totale des droits entre travailleurs français et immigrés.**
- 4. La politique criminelle du réformisme social-chauvin.**
- 5. Les voies de garage du gauchisme et de l'anti-impérialisme démocratique.**
- 6. Les travailleurs immigrés sur le chemin de la reprise de la lutte de classe.**

Appendice.

Une brochure de 52 pages - Prix : 5 F

L'Afrique, proie des impérialisme

IV - La mainmise sur les matières premières (suite)

Nous avons montré de manière détaillée dans la première partie de ce chapitre (1) que l'Afrique est immensément riche des matières premières dont les puissances impérialistes, et en particulier la France, sont si affamées. Cette « complémentarité » inspire aux idéologues bourgeois et petits-bourgeois des scénarios idylliques dans lesquels la fée du commerce fait régner l'harmonie universelle : il suffit que les pays arriérés d'Afrique vendent leurs matières premières à un « juste prix » aux pays avancés, et tout ira pour le mieux : les pays africains pourront financer leur développement grâce aux produits de leurs ventes, et les pays impérialistes auront de quoi alimenter leurs usines. Quant aux vilains trouble-fêtes de l'« échange inégal » ou de la « spéculation », il suffira de quelque conférence internationale entre gens de bonne volonté pour les mettre à la raison...

Lès auteurs de tous ces contes de fées oublient un « petit détail » essentiel : c'est que la société bourgeoise ayant dépassé depuis longtemps le stade de la production marchande simple, ses catégories fondamentales ne sont plus simplement l'achat, la vente, la valeur, la libre concurrence, mais l'accumulation, la baisse du taux de profit, le cartel et le monopole, l'exportation des capitaux, la mainmise sur les sources de matières premières, la concurrence allant jusqu'à la guerre entre grands blocs étatiques se disputant le marché mondial, en un mot *l'impérialisme*. Or il est exclu que l'impérialisme puisse se contenter de se procurer des matières premières en les achetant sur le marché mondial à un « juste prix » — en admettant un instant que cette notion soit autre chose qu'une élucubration petite-bourgeoise.

Une telle hypothèse est exclue tout d'abord pour des raisons *stratégiques*, que nous avons illustrées par quelques déclarations de

(1) Rappelons que nous avons déjà publié les chapitres suivants :

- I. - La lutte pour les marchés africains (*Programme Communiste* n° 76, mars 1978).
- II. - L'exploitation financière de l'Afrique (n° 77, juillet 1978).
- III. - Les investissements étrangers en Afrique (n° 79, avril 1979).
- IV. - La mainmise sur les matières premières - première partie (n° 81, décembre 1979).

responsables militaires dans la première partie de ce chapitre : non seulement les impérialismes dominants ont besoin à tout moment de pouvoir disposer des matières premières qui leur seraient nécessaires en cas de guerre, mais il leur faut assurer la sécurité de leurs approvisionnements en temps de « paix ». Les économies impérialistes sont si fragiles, si tendues, engagées dans une telle concurrence sur le marché mondial, que la moindre rupture d'approvisionnement peut en effet prendre l'allure d'une véritable catastrophe. En outre le contrôle de certaines matières-clés peut constituer un élément important du rapport de forces mondial et un moyen de pression très efficace sur les pays qui en sont dépourvus. C'est ainsi par exemple qu'en 1978, 69 % de l'approvisionnement du Japon en pétrole était encore assuré par des sociétés américaines et anglaises (2). On imagine aisément les implications non seulement économiques, mais stratégiques et politiques d'une situation où un pays peut du jour au lendemain en étrangler un autre simplement en déroutant ses tankers. C'est pourquoi les principaux Etats cherchent à contrôler militairement les sources des principales matières et leurs voies d'accès, et à contrôler politiquement — dans la mesure où leurs forces le leur permettent — les petits Etats sur le territoire desquels se trouvent des gisements importants. Mais les facteurs stratégiques ne sont pas les seuls à rendre absurde l'hypothèse de puissances impérialistes se contentant de se procurer des matières premières par l'achat sur le marché « libre ». Cette éventualité est également exclue pour des raisons économiques tenant à l'essence même du mode de production capitaliste et à ses lois.

La propagande bourgeoise présente le besoin de matières premières comme s'il s'agissait d'un besoin de valeurs *d'usage* exclusivement : pétrole comme source d'énergie, minerai de fer pour approvisionner les aciéries, etc. D'où l'argument de la sécurité d'approvisionnement, de la nécessité de se garantir contre la pénurie, etc. Il est exact que le capital a besoin des matières premières en tant que valeurs d'usage indispensables au procès de production et donc à la production de plus-value. Mais si ses besoins se limitaient à cet aspect des choses, pourquoi donc aurait-il cherché depuis toujours à monopoliser des sources de matières premières dans des proportions dépassant de loin ses besoins ? Pourquoi, pour ne prendre que l'exemple le plus célèbre, les compagnies pétrolières britanniques auraient-elles contrôlé dès les années 20 au Moyen-Orient une production excédant de loin la consommation intérieure du Royaume-Uni ? Pourquoi les compagnies pétrolières américaines auraient-elles commencé à leur tour à faire main basse sur ce pétrole à une époque où les Etats-Unis étaient encore largement autosuffisants et même exportateurs ? Pourquoi ces luttes à couteaux tirés dès que des gisements de quelque matière importante sont décelés quelque part ? Si seule la valeur d'usage était en cause, tous ces phénomènes qui sont le pain quotidien de la société impérialiste seraient inexplicables. En effet, du point de vue physique, les matières premières nécessaires à la production existent en abondance : de l'aveu

(2) *Petroleum Economist*, édition anglaise, septembre 1979.

même des experts bourgeois, les ressources minières de la planète sont en fait pratiquement *inépuisables*. Voici par exemple ce qu'écrit un spécialiste, le directeur du *Bureau de documentation minière* français :

« Si notre planète a bien des dimensions finies, les quantités de métaux qu'elle contient physiquement sont *pratiquement infinies* par rapport aux besoins de l'humanité [...] Le monde n'est menacé d'*aucune pénurie de minerai* » (3).

En termes de valeurs d'usage, les ressources de minerai sont donc illimitées. Par conséquent les arguments basés sur la *pénurie* ne tiennent pas debout et ne sont que des justifications mensongères aux politiques impérialistes des uns et des autres. Mais le même spécialiste continuant son exposé nous fait involontairement comprendre où réside le véritable nœud du problème :

« La seule conséquence défavorable que l'on peut attendre de l'épuisement progressif des gisements en cours d'exploitation est un éventuel *renchérissement des prix* des produits énergétiques, des minerais et des métaux [...] Pour un industriel qui est en concurrence avec d'autres industriels, les prix auxquels il se procure ses matières premières sont de toute première importance : *il ne faut pas qu'il achète plus cher que ses concurrents*, sans quoi il se trouve terriblement pénalisé dans l'exercice de ses activités. [...] Les producteurs et les consommateurs doivent, pour survivre dans une économie concurrentielle, faire des prospections minières et des recherches techniques, afin de disposer à tout moment d'un approvisionnement aussi sûr, régulier, et bon marché que leurs concurrents. »

En d'autres termes, le problème est moins un problème de valeur d'usage que de valeur *d'échange*, c'est-à-dire de valeur tout court. La concurrence pour les matières premières n'est qu'un aspect du mode de fonctionnement de la société capitaliste qui repose sur la concurrence des capitaux entre eux pour s'assurer la plus grande part possible de la plus-value globale extorquée aux producteurs directs. Dans cette concurrence, toutes choses égales par ailleurs, le capitaliste qui paie ses matières premières plus cher que les autres « perd » du profit, celui qui les paie moins cher « gagne » du profit supplémentaire. Mais tout en s'opposant les uns aux autres, ils ont un intérêt commun à se procurer des matières premières en les payant *le moins cher possible*. En effet, ce que l'auteur cité ci-dessus ne dit pas ou ne voit pas car il reste dans le monde illusoire de la concurrence, c'est que toute hausse du prix des matières premières a pour effet de faire *baisser le taux de profit* du capital.

Prix des matières premières et taux de profit

Le taux de profit, défini par Marx dans le Livre III du *Capital*, est le rapport du profit (ou plus-value) recueilli en un an au capital qu'il a fallu avancer pour l'obtenir :

(3) F. Callot, « L'avenir de l'approvisionnement mondial en minerais », *Annales des Mines*, décembre 1971 (souligné par nous).

$$\text{taux de profit} = \frac{\text{profit annuel}}{\text{valeur du capital total avancé}}$$

Le capital avancé sert à payer plusieurs séries d'éléments :

— les bâtiments, installations, machines, etc., qui transmettent une partie de leur valeur à la marchandise fabriquée, mais n'y sont pas incorporés « physiquement » : ils constituent le *capital fixe* ;

— les matières premières (métaux, fibres textiles, bois, etc.), qui non seulement transmettent intégralement leur valeur à la marchandise mais y sont incorporées physiquement, et les matières auxiliaires (eau, électricité, fuel) qui transmettent leur valeur tout en étant détruites au cours du procès de production : l'ensemble de ces éléments constitue le *capital constant circulant* ;

— enfin le capital qui sert à payer les salaires ou *capital variable*.

Le taux de profit peut donc s'écrire :

$$\frac{\text{profit annuel}}{\text{capital fixe (installations)} + \text{capital constant circulant (matières)} + \text{capital variable (salaires)}}$$

Il est clair que tout accroissement du dénominateur provoque une diminution de la valeur de la fraction, c'est-à-dire du taux de profit. C'est particulièrement vrai, écrit Marx, pour les matières premières (ou auxiliaires) :

« La matière première constitue un élément essentiel du capital constant. Même dans les branches d'industrie où n'entrent pas de matières premières proprement dites, cet élément figure sous forme de matières auxiliaires ou de composant des machines, etc., et de ce fait, ses variations de prix se répercutent proportionnellement sur le taux de profit. Si le prix de la matière première diminue d'une certaine somme [il y a] hausse du taux de profit. Inversement, si le prix de la matière première augmente [il y aura] baisse du taux de profit. Toutes choses égales par ailleurs, le taux de profit varie donc en sens inverse du prix de la matière première. De là résulte notamment l'importance particulière pour des pays industriels, d'avoir des matières premières à bas prix, lors même que les fluctuations du prix de la matière première ne s'accompagneraient absolument pas de modifications dans la sphère de vente du produit » (4).

La tendance « naturelle » du capital est donc de chercher à se procurer des matières premières à bas prix. On pourrait croire qu'il s'agit d'un simple problème technique, puisque les matières premières minérales sont contenues dans le sol et qu'il devrait en somme suffire de creuser pour les obtenir. Mais ce serait oublier que dans la société bourgeoise l'accès au sol n'est pas libre, ce qui signifie qu'il n'est pas

(4) *Le Capital*, Livre III, ch. VI, Editions sociales, tome VI, p. 124.

gratuit : le sol est propriété privée, et le propriétaire dispose d'un monopole qui lui permet d'exiger de l'industriel ou du fermier qui voudrait exploiter son terrain le paiement d'une *rente foncière*.

Capital et rente foncière

On sait qu'entre les divers capitaux exploitant de la force de travail dans la société bourgeoise tend à s'établir une *péréquation des taux de profit* menant à la détermination d'un taux *moyen* autour duquel oscillent les taux de profit des diverses branches. Cette tendance à l'égalisation des divers taux est le seul mode de coexistence possible des capitaux. Certes, c'est le travail qui crée la valeur, et une branche dont le capital utilise proportionnellement plus de force de travail que d'autres par rapport au capital fixe et aux matières mis en œuvre (on dit qu'elle a une *composition organique* plus basse) crée relativement *plus* de plus-value ; mais si cette branche en retirait un taux de profit sensiblement plus élevé que les autres, de nouveaux capitaux, attirés, viendraient s'y investir, ce qui tendrait à accroître l'offre de la marchandise fabriquée, donc à faire baisser son prix de marché et par suite le profit qu'elle rapporte. Le taux de profit de la branche tendrait donc à baisser. Si, inversement, une branche rapportait un taux de profit sensiblement inférieur au taux moyen, des capitaux la quitteraient pour aller s'investir dans des branches plus rentables, la production tendrait à diminuer, donc les prix à augmenter et le taux de profit à remonter. Ce mécanisme d'égalisation des taux de profit des diverses branches autour d'un taux moyen permet de répartir entre les différents capitaux, au prorata du capital investi, la plus-value globale extorquée par l'ensemble du capital à l'ensemble de la classe ouvrière.

Nous ne l'avons pas mentionné explicitement, mais il est clair que ce mécanisme de péréquation ne peut fonctionner qu'à la condition que les capitaux puissent *circuler librement* d'une branche à l'autre pour s'investir où bon leur semble. Or ce n'est précisément pas le cas lorsque la production a besoin du sol : la propriété foncière constitue en effet un *monopole* qui fait obstacle au libre transfert des capitaux dans les branches productives qui ont directement besoin de la terre, c'est-à-dire l'agriculture et les industries extractives. Ces branches peuvent donc, en faisant obstacle à la péréquation du taux de profit, percevoir au travers de la vente de leurs produits sur le marché un taux supérieur au taux moyen. Lorsqu'elles ont un capital à la composition organique relativement basse (ce qui signifie qu'elles utilisent proportionnellement plus de travail), tout se passe comme si leur taux de profit « individuel » supérieur à la moyenne échappait à la péréquation : nous sommes en présence de la *rente foncière absolue* proprement dite. Mais elles peuvent aussi dans certains cas, et quelle que soit leur composition organique, profiter d'une situation de monopole pour fixer des prix « renfermant » plus que le profit moyen et donc « voler » de la plus-value aux autres branches : nous sommes alors en présence d'une *rente de monopole*.

A qui échoit en définitive le profit supplémentaire ainsi perçu sous forme de rente ? Si le capitaliste n'est pas en même temps le propriétaire

du sol, s'il s'agit de deux personnages distincts, il est clair que le propriétaire foncier n'a aucune raison de faire de cadeau gratuit au capitaliste ; il lui tient donc à peu près le langage suivant : « l'utilisation de mon terrain vous permet de faire tant de profit supplémentaire par rapport à vos concurrents qui n'ont que le taux moyen : si donc vous voulez exploiter mon terrain, reversez-moi cette différence et contentez-vous du taux moyen. Si vous refusez, les postulants ne manquent pas qui seront heureux de s'en contenter ». Le propriétaire du terrain empêche ainsi la rente, qui constitue, selon les termes de Marx,

« une partie de la valeur, plus spécialement de la plus-value des marchandises qui, au lieu d'échoir à la classe capitaliste qui l'a tirée des ouvriers, revient exclusivement aux propriétaires fonciers qui la prélèvent sur les capitalistes » (5).

On voit immédiatement que le capitaliste et le propriétaire foncier s'opposent sur le *partage* de la plus-value globale extorquée à la classe ouvrière. L'intérêt du capital au niveau le plus abstrait est d'être purement et simplement *débarassé* de la propriété foncière qui l'oblige à payer une rente pour l'utilisation de la terre : c'est pourquoi la nationalisation du sol, c'est-à-dire son transfert à la classe des capitalistes prise collectivement, est une revendication qui n'a rien de « socialiste », mais qui est dans son essence *parfaitement bourgeoise*, comme tous les marxistes, à commencer par Marx et Lénine, l'ont montré depuis longtemps.

Ayant distingué la rente *absolue* proprement dite, obtenue dans la mesure où le capital mis en œuvre utilise plus de travail que la moyenne du capital social, de la rente *de monopole*, Marx écrit :

« La rente absolue joue un rôle plus considérable encore dans l'industrie extractive proprement dite, où un des éléments du capital constant, la matière première, disparaît complètement et où le capital a nécessairement la composition la plus basse, à l'exception des branches dans lesquelles la partie consistant en machines et autre capital fixe est très importante » (6).

En fait, les conditions modernes d'extraction des matières premières recouvrent une grande variété de situations, allant des mines utilisant une importante main-d'œuvre dans certaines zones, à la plate-forme pétrolière hyper-perfectionnée de la mer du Nord qui n'utilise que très peu de force de travail pour un investissement énorme de capital fixe. D'autre part, les pratiques de cartel et de monopole des vendeurs de certaines matières premières sont un fait connu depuis longtemps, puisque Marx lui-même écrit que la rente sur les terrains à bâtir et sur les mines « se caractérise par la *prédominance dans beaucoup de cas du prix de monopole* » (7). C'est pourquoi nous ne chercherons pas à distinguer plus avant si nous avons affaire selon les cas à la rente absolue proprement dite ou à une rente de monopole, ou encore à une

(5) *Le Capital*, Livre III, ch. XLV, ES tome VIII, p. 154.

(6) *Ibid.*, p. 155.

(7) *Ibid.*, ch. XLVI, p. 156.

combinaison des deux. L'essentiel est que la propriété privée du sol permet aux propriétaires fonciers d'empocher une partie de la plus-value sous forme d'une rente qui leur vient dans tous les cas de leur monopole sur la terre.

La rente différentielle

Dans ce qui précède, nous avons exposé le rapport entre un capitaliste-type et un propriétaire foncier-type, abstraction faite des qualités particulières du terrain qui fait l'objet de leur discussion. Mais dans la réalité, tous les terrains ne se valent pas. Certains, très fertiles, peuvent rapporter beaucoup ; d'autres, pauvres, rapportent peu. Certaines mines peuvent être exploitées à ciel ouvert, ou donnent un minerai très riche ; d'autres sont difficiles à exploiter ou donnent un minerai pauvre. Certains gisements sont situés à proximité des industries utilisatrices ; d'autres sont très lointains. Pour une matière donnée à un moment donné, on peut faire l'hypothèse qu'il existe un prix de marché unique (avec, dans la réalité, des oscillations autour de ce prix de marché) ; mais les coûts de production des divers gisements, eux, sont très différents. Pour un prix de marché donné, c'est l'industriel qui a le coût de production le plus élevé qui percevra le profit le plus faible ; par rapport à lui, tous les autres, qui ont des coûts de production moins élevés, percevront un profit supplémentaire : ce profit supplémentaire est la *rente différentielle* de chacun. A titre d'exemple, le tableau 1 ci-contre reproduit, en les simplifiant un peu, les chiffres cités par le président d'un gros trust minier anglo-saxon : en 1966, 40 % du cuivre produit dans le monde occidental a été extrait à un coût moyen de 140 livres sterling par tonne ; 14 % à un coût moyen de 180 livres ; 12 % à un coût moyen de 220 livres ; et ainsi de suite jusqu'aux mines les moins favorisées, dont le coût de production était de 400 livres par tonne. Cette même année, le cours moyen du cuivre sur le marché de Londres s'établissait autour de 500 livres par tonne (8). Par rapport à ce cours, le bénéfice des mines les moins favorisées était donc de $500 - 400 = 100$ livres par tonne ; celui des autres mines s'échelonnait de 120 livres par tonne jusqu'à $500 - 140 = 360$ livres par tonne pour les mines les plus favorisées. Par rapport aux moins favorisées, ces dernières ont donc perçu une *rente différentielle* de $360 - 100 = 260$ livres par tonne, et toutes les mines intermédiaires ont reçu une rente différentielle allant de 220 livres à 20 livres par tonne.

A ceux qui seraient tentés de s'apitoyer sur le sort de la mine la « moins favorisée », on fera observer que le profit qu'elle rapporte est loin d'être négligeable. En effet, même le gisement le plus coûteux ne serait pas mis en exploitation s'il ne rapportait pas à un industriel au moins le profit au taux moyen sur le capital investi ; d'autre part, le fait que l'exploitation soit plus coûteuse qu'ailleurs n'empêche pas le propriétaire du terrain de réclamer son dû. Le gisement le moins

(8) La réalité étant par définition plus complexe que la théorie, le cours de Londres ne représente pas le prix mondial *unique* du cuivre ; mais cela n'enlève rien à la valeur d'illustration de l'exemple donné.

**TABEAU 1 - LA RENTE DIFFERENTIELLE
DANS LA PRODUCTION DE CUIVRE**
(Données de 1966, en £/tonne)

(1) Prix de vente moyen Londres	(2) Coût de production	(3) = (1) — (2) Profit total	(4) = (3) — 100 Rente différentielle
500	400	100	0
500	380	120	20
500	340	160	60
500	300	200	100
500	260	240	140
500	220	280	180
500	180	320	220
500	140	360	260

Source : Chiffres cités par F. Callot, *Les richesses minières mondiales*, Paris, Seuil, 1970.

favorable rapporte donc au moins le profit au taux moyen *plus* un certain loyer pour le terrain, c'est-à-dire une rente absolue ou de monopole. Dans le cas de monopole, cette rente peut d'ailleurs être très élevée : son niveau dépendra uniquement du prix de marché obtenu pour la matière première, qui ne dépend à son tour que « [de la] demande et [du] pouvoir d'achat des clients » (9) — l'illustration évidente de cette loi est fournie par les prix actuels du pétrole, ou encore de l'or. Si le prix de marché baisse, les gisements les plus pauvres seront fermés à partir du moment où ils ne rapportent plus le seuil minimum de profit ; inversement, si le prix de marché monte, de nouveaux gisements encore plus pauvres seront mis en exploitation à partir du moment où ils rapporteront ce seuil minimum. Dans tous les cas, les gisements dont l'exploitation est relativement moins chère que le gisement le moins favorable rapporteront, en plus du profit au taux moyen et d'une certaine rente absolue ou de monopole, une rente différentielle.

La lutte pour la rente minière

Tout comme la rente absolue ou de monopole, la rente différentielle est *perçue* sur le marché par le vendeur. Mais à qui va-t-elle en définitive ? Au capitaliste exploitant la mine, ou au propriétaire foncier ? En théorie, le raisonnement que nous avons appliqué à la rente absolue (ou de monopole) reste valable : du fait de son monopole sur le sol, le propriétaire foncier est en position de se faire reverser intégralement la rente différentielle obtenue par les producteurs exploitant les gisements les

(9) *Le Capital*, Livre III, ch. XLV, ES tome VIII, p. 148.

plus favorables, puisque ceux-ci peuvent par hypothèse se contenter du profit au taux moyen. Marx écrit :

« Partout où existe une rente, la rente différentielle s'établit de la même manière et selon les mêmes lois que la rente différentielle agricole. Partout où des forces naturelles peuvent être monopolisées et assurer un surprofit à l'industriel qui les exploite — qu'il s'agisse de chutes d'eau, de mines riches en minerai, d'eaux poissonneuses ou d'un terrain à bâtir bien situé — ce surprofit est enlevé sous forme de rente au capital en fonction par celui dont un titre de propriété sur une parcelle du globe a fait le propriétaire de ces richesses naturelles. »

Et il ajoute cette remarque importante :

« Cette rente [...] fait apparaître à l'évidence la *passivité complète du propriétaire* dont toute l'activité consiste (notamment dans l'industrie extractive) à exploiter le progrès du développement social *auquel il ne contribue en rien* et pour lequel il ne risque rien, contrairement au capitaliste industriel » (10).

Le propriétaire d'une mine ou d'un gisement peut donc sans aucun effort cumuler les trois formes de rente — qui forment dans la réalité concrète un tout indissociable, que nous appellerons la *rente minière*. Il peut ainsi s'assurer le droit de percevoir quasi-automatiquement une partie de la plus-value globale extorquée à la classe ouvrière par la classe des capitalistes. Du moins le peut-il *en théorie*, c'est-à-dire dans l'hypothèse où capitaliste et propriétaire foncier sont *a priori* sur un pied d'égalité et où seules jouent les lois *économiques*. C'est évidemment loin d'être le cas lorsque le rôle du capitaliste est tenu par l'impérialisme américain ou français, et celui du propriétaire foncier par quelque semi-colonie d'Amérique latine ou d'Afrique. Le contrôle des sources de matières premières assurant, sous forme de rente minière, une source de profits énormes et faciles, il est inévitable qu'il éveille les convoitises du capital financier. C'est évidemment là que réside la véritable motivation de l'impérialisme, la raison pour laquelle il a toujours cherché à accaparer des gisements : non seulement pour assurer à ses industries des matières à bas prix, mais pour extorquer à ses concurrents une partie de leur plus-value sous forme de rente minière (alors qu'en se contentant d'acheter des matières premières sur le marché « libre », il devrait au contraire payer la rente minière à d'autres).

Pour contrôler ces sources, les puissances impérialistes n'ont reculé devant aucun moyen. La colonisation a permis de s'approprier directement des territoires ; lorsque les équilibres régionaux ou les nécessités de la stabilité sociale commandaient de laisser en place les classes dominantes locales, la corruption ou les canonnières, ou tout simplement l'évidence d'un rapport de forces, ont permis d'obtenir des « concessions » sur les terrains intéressants. Mais même lorsque par suite de circonstances historiques les rapports de force sont devenus moins favorables pour tel ou tel impérialisme, même lorsqu'il a été politiquement chassé, il ne renonce pas à la rente minière pour autant : faute

(10) *Ibid.*, ch. XLVI, p. 156 (souligné par nous).

de l'avoir en totalité il cherche à en avoir les trois quarts, la moitié, le quart, il menace un jour et négocie le lendemain, il propose de nouveaux accords, de nouvelles combinaisons — mais jamais il ne lâche prise de lui-même. C'est pourquoi, comme nous allons le voir, la réalité peut présenter une grande variété de situations allant du monopole impérialiste pur et simple à des accords de partage plus ou moins favorables de la rente avec les propriétaires fonciers, c'est-à-dire les classes dominantes locales.

Ces dernières à leur tour, lorsqu'elles réclament à l'impérialisme un « meilleur prix » pour leurs matières premières, voire quand elles nationalisent totalement ou en partie les gisements, ne font que prendre part à la mêlée générale des exploités pour le partage de la plus-value. En d'autres termes, comme nous l'écrivions en 1973 :

« Le véritable enjeu dissimulé sous les prétextes de la « sécurité d'approvisionnement » des uns, de la « réappropriation du patrimoine national » des autres et de la « lutte anti-impérialiste » des troisièmes [n'est autre que] la lutte pour empocher la rente foncière — autrement dit *l'éternelle dispute entre classes dominantes du fruit de l'exploitation des producteurs directs*. Lorsque des potentats ou des Etats des aires arriérées réclament l'augmentation des redevances versées par les sociétés étrangères, ou la nationalisation totale ou partielle des activités productrices de ces sociétés, tout en continuant à les employer et à les rétribuer comme gérants effectifs de l'exploitation et de la commercialisation, ils ne visent qu'à modifier le partage du profit avec les sociétés concessionnaires, en se gardant bien de toucher aux rapports de production et au sacro-saint *principe* du profit lui-même. Lorsqu'ils dénoncent les bénéfices « exagérés » ou « scandaleux » des sociétés concessionnaires, ils montrent par là même qu'ils sont disposés à laisser à ces dernières le bénéfice normal (c'est-à-dire le profit au taux moyen), pourvu qu'ils s'approprient, eux, la rente foncière (ce qui est une revendication strictement bourgeoise, n'en déplaise aux petits-bourgeois qui y voient on ne sait quel « socialisme »). Lors même qu'ils nationalisent entièrement les gisements en assurant eux-mêmes directement l'exploitation (c'est-à-dire qu'ils nationalisent non seulement la rente foncière mais aussi le profit d'entreprise), ils ne font qu'exercer des prérogatives déjà exercées par tous les Etats bourgeois des petits et grands pays capitalistes » (11).

A fortiori, les beaux discours sur la « propriété socialiste des richesses nationales », qui plaisent tant aux bourgeois et aux courants petits-bourgeois, ne sont pour les marxistes qu'une mystification et une absurdité. La société socialiste abolira en effet les frontières nationales, et les richesses naturelles ne pourront y appartenir ni à des individus, ni même à des nations, mais seront le bien commun de toute l'espèce humaine présente et à venir :

(11) « L'impérialisme et les matières premières », *Le Prolétaire* n° 141, janvier 1973. Cette conclusion ne fait elle-même que reprendre ce que nous écrivions déjà en 1951 lors de la nationalisation des pétroles iraniens par Mossadegh — voir « *Patria economica ?* » [*Patrie économique ?*], *Battaglia comunista* n° 12/1951, et « *Sottosuolo e monopolio* » [*Sous-sol et monopole*], *BC* n° 13/1951. Le premier de ces articles a été publié en français dans : A. Bordiga, *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste*, Paris, Prométhée, 1979.

« Du point de vue d'une organisation économique supérieure de la société, le droit de propriété de certains individus sur des parties du globe paraîtra tout aussi absurde que le droit de propriété d'un individu sur son prochain. *Une société entière, une nation et même toutes les sociétés contemporaines réunies ne sont pas propriétaires de la terre.* Elles n'en sont que les possesseurs, elles n'en ont que la jouissance et doivent la léguer aux générations futures après l'avoir améliorée en "bons pères de familles" » (12).

Dans toutes ces sordides querelles pour le partage de la plus-value, les exploités n'ont à soutenir aucun des camps en présence. En particulier, les prolétaires et les masses pauvres des pays arriérés ne doivent pas se laisser duper par les poses « anti-impérialistes » de leurs exploités locaux ; ceux-ci ne sont pas les *adversaires* de l'impérialisme mais simplement ses *complices* cherchant à recevoir une plus grosse part du butin, et ils doivent être combattus au même titre que lui.

*

Nous examinerons maintenant la situation de l'Afrique pour les principales matières premières dont elle possède des gisements significatifs à l'échelle mondiale : pétrole et gaz naturel ; uranium ; minerais de fer et de manganèse ; cuivre et cobalt ; bauxite ; phosphate ; chrome et vanadium ; diamants, platine et or.

Pétrole

L'Afrique représente 9 % de la production mondiale de brut et 9 % des réserves estimées. Cela peut paraître relativement peu par rapport à une zone comme le Moyen-Orient qui représente à elle seule 37 % de la production et 57 % des réserves. C'est beaucoup dans une situation de tension du marché qui, facilitant la mise en place d'un cartel des producteurs, a provoqué une prodigieuse escalade des prix et donc de la rente pétrolière.

Les revenus pétroliers des Etats africains membres de l'OPEP sont passés de 3,5 milliards de dollars en 1972 à 21,4 milliards en 1978 (13) ; la quasi-totalité de cette manne va aux trois pays qui représentent 90 % de la production africaine et qui se sont progressivement réapproprié une part croissante de la rente pétrolière : Algérie, Libye, Nigeria. Les *majors* du pétrole n'ont pas été chassées pour autant : non seulement elles conservent l'aspect *technique* de l'exploitation, mais elles ont gardé, y compris dans les pays les plus « radicaux » comme l'Algérie et la Libye, le contrôle direct d'une partie de la production. C'est ainsi qu'en 1978 (voir tableau 2) :

(12) *Le Capital*, Livre III, ch. XLVI, ES tome VIII, p. 159 (souligné par nous).

(13) Comité Professionnel du Pétrole, OPEP, supplément S 818 au *Bulletin analytique pétrolier*.

TABLEAU 2 - LE CONTROLE DU PETROLE AFRICAIN

1978	Production (millions de tonnes)	dont : contrôlé par des sociétés		
		US	anglaises	françaises
Algérie	59			20 %
Libye	95	29 %		0,2 %
Nigéria	95	20 %	29 %	2 %
Egypte	27,5	(50 %)		0
Gabon	11	6 %	9 %	83 %
Angola	9,5	100 %		0
Tunisie	4,6			29 %
Congo	1,9			76 %
Zaire	1,2			0
Cameroun	0,6			51 %
TOTAL AFRIQUE	305	18 %	10 %	9 %

Sources : CPDP, *Annuaire Pétrole 1978* et suppléments au *Bulletin analytique pétrolier*; *Le pétrole et le gaz arabes*, 1^{er} septembre 1979; *Bulletin de l'Afrique noire*, 16 mai 1979; Ministère de l'Industrie, *Activité de l'industrie du pétrole et du gaz naturel*, année 1978; *Afrique Défense*, juillet 1979. Les chiffres du « Total Afrique » incluent la production de l'Egypte, qui est généralement classée avec celle du Moyen-Orient. Les pourcentages de contrôle correspondent à 1978 pour les sociétés françaises, 1977 pour les sociétés US et anglaises.

- les sociétés françaises (en l'occurrence le groupe *CFP-Total*) contrôlaient directement 20 % de la production de brut algérienne;
- les sociétés américaines contrôlaient 29 % de la production libyenne et 20 % de la production nigériane, tandis qu'un « indépendant » américain contrôlait une très faible production en Algérie (14);
- les sociétés britanniques contrôlaient 29 % de la production nigériane (proportion qui a baissé depuis, en raison des mesures prises par le gouvernement nigérian à l'encontre de BP).

Au total l'impérialisme américain avait le contrôle nominal de 18 % de l'ensemble de la production africaine de pétrole brut (Egypte comprise); l'impérialisme britannique 10 % et l'impérialisme français 9 % — soit un peu plus d'un tiers de la production à eux trois. Les intérêts italiens avaient environ 1,5 % de la production (Libye, Tunisie, Nigeria, Egypte), et les intérêts allemands 0,4 % (Libye), le reste étant nominalement contrôlé par les sociétés nationales des pays producteurs. Ces chiffres ont surtout pour intérêt de montrer la domination des impérialismes vainqueurs de la dernière guerre mondiale dans le contrôle des sources des principales matières premières, ainsi que la part prédominante prise en matière pétrolière par l'impérialisme américain.

(14) Il s'agit de *Getty*, associé à la société d'Etat espagnole *Hispanoil* (*Le pétrole et le gaz arabes*, 1^{er} janvier 1978).

Celui-ci consomme maintenant à lui seul près de la moitié de la production totale de l'Afrique (environ la moitié de la production algérienne, 40 % de la production libyenne et 55 % de celle du Nigeria) alors qu'il n'en importait même pas 2 % en 1970. Tout en conservant d'importants intérêts en Libye (ce qui donne la juste mesure des pitreries « anti-impérialistes » d'un Khadafi), les sociétés américaines ont pris place en force dans la zone d'influence britannique en s'assurant une part importante de la production nigériane. En Algérie, elles ont trouvé au détriment des intérêts français une nouvelle source d'approvisionnement (ainsi que des marchés dans le domaine des matériels d'exploitation pétrolière par la création de toute une série de « joint ventures » avec la *Sonatrach*) ; si elles ne contrôlent pas de production significative dans ce pays, c'est qu'elles n'ont pas encore trouvé beaucoup de pétrole dans les concessions de recherche qui leur ont été accordées depuis 1973. Elles sont présentes dans pratiquement tous les pays du continent où du pétrole est extrait ou recherché (15), et elles ont investi dans cette branche 750 millions de dollars sur les trois années 1976-77-78 (16).

Tandis que l'impérialisme britannique se contentait de sa position dominante au Nigeria, devenu à partir des années 1970 le premier producteur africain, l'impérialisme français tentait de compenser son éviction du Sahara en trouvant d'autres gisements en Afrique noire. Il contrôle la quasi-totalité de la production du Gabon et les trois-quarts de celle, beaucoup plus modeste, du Congo. Il s'est même risqué en 1967-69 hors de sa zone d'influence directe pour tenter de s'emparer d'une partie des ressources nigérianes en aidant militairement la sécession du Biafra, province la plus riche en pétrole du pays (17) ; mal lui en a pris car à la suite de la défaite de la sécession biafraise il a été « puni » par le retrait de la moitié des permis de recherche et une interruption temporaire de l'activité du groupe *Elf-Erap*, si bien que les intérêts pétroliers français au Nigeria sont restés relativement faibles. Cela ne l'a pas empêché de récidiver plus récemment en tentant de mettre la main sur les gisements de l'enclave de Cabinda.

(15) A titre d'exemple *Exxon*, le plus grand groupe pétrolier américain et mondial, dispose de 6 millions de tonnes de brut en Libye (chiffre de 1977), où il opère des forages de recherche sur terre et en mer. Il détient des permis de recherche en Angola, au Tchad, en Centrafrique, en Egypte, en Côte d'Ivoire et au Niger (permis d'Agaden, de 117.000 km², détenu conjointement avec *Texaco*). Il a également fait des recherches (mais sans résultat) au Gabon, en Guinée portugaise, au Mali, au Kenya, à Madagascar, au Maroc, en Mauritanie, au Sénégal et en Somalie (*Esso Informations* n° 624, 20 décembre 1978).

(16) *Survey of Current Business*, août 1977 et août 1979.

(17) De même que l'impérialisme américain s'est découvert une vocation à défendre les « droits de l'homme », l'impérialisme français semble depuis quelque temps s'être fait une spécialité de piller et de massacrer (ou de faire massacrer) en Afrique sous couvert d'« humanitarisme ». En 1978, c'est sous ce prétexte que les humanistes casqués de la Légion avaient sauté sur Kolwezi et ses richesses minières. Mais déjà en 1969, alors que la campagne de propagande « humanitaire » contre la faim au Biafra battait son plein en métropole, les avions bourrés d'armes françaises se posaient sur les aéroports biafrais directement derrière les

Il est clair que l'Afrique constitue le territoire d'élection de l'impérialisme pétrolier français : 52 % du « domaine minier net » de la CFP (Total) sont situés en Afrique, qui constitue pour cette société « un secteur préférentiel de l'effort d'exploration » ; même son de cloche chez l'autre « grand » pétrolier français, Elf Aquitaine : « Toutes les compagnies pétrolières ont leurs zones d'élection ; pour nous, l'une des principales est l'Afrique » (18).

Pourquoi cette « préférence » pour la zone d'influence africaine ? « L'ensemble africain, potentiellement riche en pétrole et en gaz reste, dans une bonne mesure, un terrain vierge » (19). Autrement dit, il reste de vastes zones où les grands concurrents ne sont pas encore installés, et où l'impérialisme français peut espérer beaucoup mieux que les miettes qu'il a eues au Moyen-Orient lorsque la région a été mise en coupe réglée par les compagnies anglo-saxonnes. « De surcroît, en termes de géopolitique, l'Afrique est proche de la France et de l'Europe ». Traduisons : au cas où les intérêts des sociétés françaises seraient menacés, l'expérience a montré que les troupes françaises interviennent en Afrique beaucoup plus facilement que les troupes américaines au Moyen-Orient... L'emprise française sur le pétrole africain est donc appelée à s'accroître : « si l'apport africain ne représente actuellement qu'une part encore modeste de l'approvisionnement énergétique de notre pays, la simple recherche de l'intérêt mutuel des parties en cause [traduisez : l'impérialisme français et ses larbins locaux] devrait logiquement conduire à un accroissement de cette contribution [...] De nouvelles prospections sont en cours dans [les pays du golfe de Guinée]. En outre, des zones supplémentaires viennent récemment de s'ouvrir au Mali, au Sénégal et au Niger, tandis que se poursuivent d'autres négociations avec la Zambie et l'Angola ».

De fait, dans la zone d'influence française, le groupe Elf n'y va pas de main morte pour monopoliser les gisements éventuels, puisqu'il s'est fait attribuer dans trois pays des permis de recherche couvrant au total 725.000 km² (soit 1,3 fois la surface de la France) :

- 196.000 km² au Sénégal (37 % de la superficie du pays) ;
- 184.000 km² au Mali (15 % de la superficie) ;
- 345.000 km² au Niger (27 % de la superficie) (20).

avons de la Croix Rouge dont ils suivaient l'itinéraire depuis le Gabon ; « les contingents de vivres, écrit l'envoyé spécial du Monde, étaient souvent plus faibles que ceux de matériel de guerre ». Pour simplifier les choses, le conseiller militaire de l'ambassade de France à Libreville, qui était chargé de l'acheminement, était en même temps... le responsable de la Croix Rouge (Le Monde, 20 janvier 1970). A la même époque, la Revue de Défense nationale (mars 1969) se demandait avec une hypocrisie déjà toute giscardienne « si le Biafra ne serait pas devenu l'enjeu de certaines compétitions entre grandes puissances anglo-saxonnes et soviétique qui chercheraient, pour des motifs économiques ou stratégiques, à maintenir ou à s'assurer le contrôle de cette partie du continent africain ». A quand la prochaine intervention humanitaire de la haute finance française pour sauver quelque gisement de pétrole ou d'uranium du joug « marxiste » ?

(18) Déclaration d'un dirigeant d'Elf à Pétrole Informations, 13 décembre 1979.

(19) Cette citation et la suivante sont tirées de « L'Afrique et le groupe Elf Aquitaine », Bulletin mensuel d'informations Elf, mars 1979.

(20) Bulletin mensuel d'informations Elf, novembre 1978 et février 1979.

Il faut ajouter que les petits ou nouveaux producteurs africains ont le bon goût de ne pas faire partie de l'OPEP (hormis le Gabon, qui n'y adhère que formellement, sans doute à titre d'agent de renseignement des sociétés françaises), et donc de laisser une partie bien plus considérable de la rente aux compagnies concessionnaires. Ce fait, joint aux nouvelles hausses de prix, explique la frénésie exploratrice qui s'étend à tout le continent et où le rôle moteur est évidemment joué par les *majors* du pétrole. Outre les pays déjà mentionnés, il faut citer :

— *le Cameroun*, où des gisements importants de pétrole et de gaz ont été découverts off-shore et commencent à entrer en production ; la quantité produite est estimée à 2 millions de tonnes en 1979 et devrait rapidement atteindre 5 millions de tonnes (21) ;

— *le Tchad*, où d'importantes découvertes ont été faites par un consortium anglo-américain dans le sud du pays. Selon une feuille spécialisée « la *Conoco* (leader du consortium) a arrêté le projet d'un oléoduc capable d'évacuer 20 millions de tonnes de pétrole par an, à travers le Cameroun [...] Cela signifie, pour ce pays défavorisé par la nature qu'est le Tchad, une véritable fortune [...] En outre, il est probable que les champs pétrolifères s'étendent jusqu'au Centrafrique » (22).

Si ces informations sont confirmées, il est clair que l'impérialisme français n'est pas près de relâcher son emprise sur cette zone et qu'il cherchera à avoir sa part d'un gâteau... découvert par les autres sur ses chasses gardées.

— *la Côte d'Ivoire*, où des prospections off-shore sont en cours et une petite production devrait commencer en 1980 ;

— *les pays du Golfe de Guinée (Gabon, Congo, Cabinda et Angola)*, où les prospections off-shore continuent également ; le gouvernement angolais n'a pas nationalisé les sociétés pétrolières américaines qui opèrent sur son territoire, et les sociétés françaises y ont obtenu des permis de recherche.

En Afrique du Nord, des recherches se poursuivent au Maroc et en Algérie avec la participation des groupes français et américains ; il en est de même en Tunisie, où certains gisements off-shore situés dans le Golfe de Gabès font l'objet d'un différend avec la Libye (23). Ce dernier pays semble être appelé à être la première tête de pont des sociétés pétrolières allemandes sur le continent africain, la *Deminex* ayant obtenu un accord de principe pour 8 nouvelles concessions (24) dont la production éventuelle s'ajoutera à celle dont dispose déjà *Gelsenberg*. La recherche est également menée par les deux groupes français. En Egypte, les compagnies américaines dominent largement la production et la recherche, après que les Russes, qui avaient fait des forages sans succès sur la concession de 45.000 km² qui leur avait

(21) *Petroleum Economist*, novembre 1979 et janvier 1980.

(22) *L'Echo de l'Afrique*, 18 octobre 1979.

(23) *Pétrole Informations*, 13 décembre 1979, et *Le Monde*, 16 février 1980.

(24) *Financial Times*, 11 octobre 1979.

été accordée près de la frontière libyenne, se soient retirés en 1973 (25). Enfin, au Soudan, la *Standard Oil of California* américaine a pratiquement le monopole de la recherche.

Gaz naturel

TABLEAU 3 - PRODUCTION AFRICAINE DE GAZ NATUREL

milliards de m ³	Production		Réserves au 1-1-1978	% des réserves mondiales
	1977	1978		
Algérie	8,6	14,1	2.970	4,3
Libye	5,1	5,0	695	1
Nigéria	0,5	0,5	1.140	1,7
Autres	1	1,4	333	0,5
TOTAL AFRIQUE	15,2	21,0	5.138	7,5

Source : *Petroleum Economist*, août-septembre 1979.

Globalement, l'Afrique ne représente que 7,5 % des réserves mondiales et moins de 2 % de la production commercialisée ; mais les neuf-dixièmes de cette production sont jusqu'ici assurés par deux producteurs qui sont relativement proches de l'Europe, la Libye et l'Algérie. Dans les deux pays, les gisements sont nationalisés ; cela n'empêche pas l'impérialisme de pouvoir imposer un certain rapport de forces dans la mesure où il contrôle les usines de liquéfaction de gaz, extrêmement coûteuses et délicates, ainsi que les moyens d'acheminement du gaz (gazoducs et navires méthaniers, également très coûteux).

La Libye représente le quart de la production commerciale africaine ; le gaz est liquéfié dans une usine appartenant à 100 % à Exxon, et expédié par bateau vers l'Europe.

L'Algérie a fourni en 1978 les deux-tiers de la production africaine. Les usines de liquéfaction appartiennent entièrement à la Sonatrach depuis 1974 ; le gaz est expédié par bateau vers l'Europe et les Etats-Unis.

L'Europe a de plus en plus besoin du gaz africain pour son approvisionnement : certaines études prévoient qu'il constituera d'ici une dizaine d'années 30 % de la consommation européenne (26). De nouveaux producteurs sont donc appelés à apparaître, à commencer par le Nigeria (qui brûle actuellement la quasi totalité de son gaz). Le projet « Bonny LNG » qui entrera en production en 1985, associe la société nationale nigériane NNPC (60 %) aux sociétés anglaises (20 %), américaines (7,5 %), italiennes (7,5 %) et françaises (5 %), et coûtera au total 10 milliards

(25) *Financial Times*, 3 août 1973.

(26) Chiffres d'une société spécialisée, cités dans le *Financial Times*, 25 septembre 1979.

de dollars (27). D'autres projets sont à l'étude, mais les risques impliqués par les coûts énormes des investissements nécessaires empêchent leur multiplication. On imagine aisément par ailleurs l'énorme vulnérabilité, en termes de sécurité, d'une usine de liquéfaction du gaz, d'un gazoduc ou d'un navire méthanier...

A la différence du pétrole, le gaz naturel est une forme d'énergie relativement récente (il n'y a pas si longtemps ce n'était qu'un sous-produit du pétrole qu'on brûlait à la torchère). Les pays producteurs de gaz naturel ont agi jusqu'ici en ordre dispersé dans un marché peu tendu, et il n'existe pas de cartel des producteurs. Ce fait explique que les prix du gaz sur le marché mondial soient restés nettement inférieurs au prix de l'énergie équivalente vendue sous forme de pétrole ; les industries consommatrices du gaz naturel bénéficient ainsi d'une rente différentielle par rapport à leurs homologues utilisant des produits pétroliers.

Cette situation est en train de changer avec la forte accélération de la demande mondiale, qui amène les pays producteurs à vouloir réviser les prix fixés dans des contrats de vente à long terme. Nous prendrons l'exemple de l'Algérie pour illustrer les intérêts en jeu :

— en mai 1979, la *Sonatrach* vendait son gaz à la société américaine *El Paso* au prix de 0,37 \$ par million de BTU (28) ; à la même époque, le coût du pétrole brut algérien était d'environ 21 \$ par baril, ce qui équivaut après conversion à un prix de 3,75 \$ par million de BTU pour le gaz : autrement dit, ce gaz était vendu environ dix fois moins cher que l'énergie équivalente sous forme de pétrole. « Découvrant » brusquement que l'Algérie « perdait » de l'argent en raison des prix de vente trop bas, le nouveau gouvernement obtenait de la compagnie américaine une revalorisation du prix.

— en février 1980, après diverses hausses, *El Paso* payait le gaz algérien 1,95 \$ par million de BTU ; le même mois, le prix du brut algérien était de l'ordre de 35 \$ par baril, ce qui correspond à un prix théorique d'équivalence avec le gaz de 6,20 \$ par million de BTU : le gaz acheté par *El Paso* lui revenait donc encore 3 fois moins cher que le pétrole équivalent. A la même époque, le prix payé par les autres clients (c'est-à-dire les acheteurs européens, notamment *Gaz de France*), était de l'ordre de 3 \$ par million de BTU, soit environ 1 \$ par million de BTU plus cher que le prix payé par les Américains. Autrement dit, les prix du gaz donnaient naissance à une double rente différentielle, l'une au profit des utilisateurs de gaz par rapport aux utilisateurs de produits pétroliers, l'autre au profit de l'impérialisme américain par rapport à l'ensemble de ses concurrents. C'est dans ce contexte que se situent les nouvelles demandes de renégociation des contrats, en particulier avec les acheteurs européens dont *Gaz de France*, pour aligner les

(27) *Le Monde*, 5 mars 1980. On remarquera que les sociétés allemandes, qui achèteront par contrat une bonne part de la production, sont exclues des actionnaires de la société productrice elle-même.

(28) BTU : *British Thermal Unit*, unité de mesure employée dans le commerce international du gaz. Les chiffres cités sont tirés de numéros divers du *Petroleum Intelligence Weekly*, du *Middle East Economic Survey* et de *Le Pétrole et le Gaz Arabes*.

prix du gaz sur ceux de l'énergie pétrolière en les faisant passer à 6 \$ par million de BTU (29).

Quelle que soit l'évolution à court terme, l'exemple de l'Algérie montre de manière éloquentes que même des bourgeoisies qui réussissent, en profitant de la situation du marché et d'ententes de type monopolistique, à se réappropriier une partie de la rente minière, ne peuvent échapper aux rapports de forces du marché mondial dominé par les principaux impérialismes. A quoi en effet ont servi les importantes ressources que la bourgeoisie algérienne a tiré de l'augmentation des prix du pétrole, sinon... à développer encore davantage les industries pétrolières et gazières en fonction des besoins d'énergie des impérialismes occidentaux et surtout du principal d'entre eux ? L'Etat et la *Sonatrach* ont même dû lourdement s'endetter pour financer les énormes investissements (30) requis pour l'exportation du gaz liquéfié, procurant ainsi de non moins énormes marchés aux biens d'équipement occidentaux. Mais il a suffi de la découverte d'importantes réserves de pétrole et de gaz au Mexique pour que le gouvernement américain bloque les nouveaux contrats d'achat de gaz algérien, rendant ainsi les belles usines de liquéfaction à moitié désuètes. Heureusement, les pays européens achèteront le gaz dont les Américains ne veulent plus ; mais pour acheminer du gaz vers l'Europe la liquéfaction est un non-sens économique et la livraison par gazoduc passant sous la Méditerranée (comme celui qui livrera du gaz à l'Italie à partir de 1981) est bien plus avantageuse. Il faut donc se hâter d'abandonner les derniers projets d'usines de liquéfaction et envisager la construction de nouveaux gazoducs sous la Méditerranée (ou l'augmentation de capacité de ceux qui sont déjà prévus) (31). Au total, la rente pétrolière puis la rente gazière servent à payer des usines, des méthaniers, des pipelines et des intérêts bancaires (sans compter toute une faune de technocrates et de *businessmen*), en un mot à transformer toujours plus le pays en annexe pétrolière et gazière de l'impérialisme. La population, qui n'a ni de quoi se nourrir, ni de quoi se loger, est contrainte à l'émigration par la misère — mais les impérialismes occidentaux n'ont pas manqué et ne manqueront ni de pétrole, ni de gaz. Le gouvernement peut bien tenter, par crainte des risques d'explosion sociale, de faire marche arrière et de freiner les coûteux projets gaziers au profit des industries de consommation, il est pris dans un cercle vicieux. Freiner les exportations de gaz, c'est freiner les recettes : or il faut régler la dette extérieure, faire les investissements indispensables, etc. — tout en priant le Seigneur que les Européens ne fassent pas de nouvelles

(29) Voir notamment *Le Monde*, 4 et 6 mars 1980. On appréciera à la lumière des chiffres que nous venons de citer l'information selon laquelle l'URSS, qui achète le gaz iranien 0,76 \$ le million de BTU, a récemment refusé d'accéder à la demande de l'Iran de le porter à 3,63 \$ par million de BTU (*Le Monde*, 19 mars 1980).

(30) Les usines de liquéfaction GNL 1 et GNL 2 auront coûté à elles seules près de 2,5 milliards de \$ chacune (déclaration du VP de la *Sonatrach* Aït Laoussine, *Petroleum Intelligence Weekly*, supplément au numéro du 10 septembre 1979).

(31) Voir *Le Monde* du 25 décembre 1979 et *Middle East Economic Survey* du 21 janvier 1980.

découvertes gazières par exemple en mer du Nord. La bourgeoisie algérienne, qui n'avait que l'indépendance économique à la bouche, est purement et simplement ligotée à l'impérialisme mondial.

Uranium

Après un ralentissement au début des années 1970 par suite de la baisse de la demande militaire, la production mondiale et la recherche d'uranium sont en forte expansion depuis 1975 avec la demande croissante d'électricité et le lancement des programmes nucléaires. En 1978, l'Amérique du Nord (USA + Canada) a produit 60 % de l'uranium du monde occidental, l'Afrique 30 %, la France 6,6 % et l'Australie le reste. C'est dire l'importance du continent africain, qui possède à lui seul le tiers des réserves mondiales estimées à un coût inférieur à 30 \$ par livre (voir tableau 4).

Les producteurs africains sont actuellement au nombre de quatre. Les deux principaux sont étroitement liés à l'impérialisme anglais et à sa monstrueuse excroissance sud-africaine : ce sont l'Afrique du Sud et la Namibie, qui ont représenté en 1978 les deux-tiers de la production africaine et 20 % de celle du monde occidental. Les deux autres (un tiers de la production africaine) sont sous la coupe de l'impérialisme français : ce sont le Niger et le Gabon. Au total, les intérêts anglo-sud-africains et français contrôlent entièrement la production africaine ; joints aux intérêts américains, ils contrôlent pratiquement la totalité de la production occidentale d'uranium. Le Japon, l'Allemagne, ainsi que tous les pays capitalistes de second rang, sont entièrement dépendants des importations en provenance des zones contrôlées par ces trois impérialismes : ce simple fait illustre de manière éloquente le poids du contrôle des principales sources de matières premières dans les rapports stratégiques mondiaux.

Jusqu'au début des années 1970, le marché mondial de l'uranium était étroitement contrôlé par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (la France étant alors importatrice). C'est la mainmise sur de nouveaux gisements africains, en particulier ceux du Niger, qui a permis à l'impérialisme français de prendre place sur le marché mondial de cette matière. Loin de faire concurrence aux Anglo-Saxons, il s'est immédiatement entendu avec eux pour former en 1972 — c'est-à-dire avant même la première grande hausse des prix du pétrole par les pays de l'OPEP — un cartel des producteurs pour faire monter les prix (32).

(32) Voici ce qu'écrivait le journal *Les Echos* du 28-8-72 : « Les producteurs d'uranium de la France, du Canada, de l'Afrique du Sud et de l'Australie vont, avec le soutien de leurs gouvernements respectifs, relever le prix du minerai d'uranium [...]. [Il s'agit d'un] front uni de tous les principaux producteurs d'uranium formant ainsi un véritable cartel avec la bénédiction de leurs gouvernements. Il ne semble pas faire de doute que les producteurs ont l'assurance d'un soutien des Pouvoirs publics américains [...] la hausse des prix aura un effet bénéfique pour les Etats-Unis [qui] sont exportateurs de minerai d'uranium [...] La hausse du 1^{er} septembre est considérée dans les milieux intéressés comme une première initiative seulement et les producteurs ont bon espoir de poursuivre le mouvement jusqu'en 1980 ». *Libération* du 5 décembre 1979 a par ailleurs publié un

TABLEAU 4 - PRODUCTION AFRICAINE D'URANIUM

Tonnes	Production 1978	Capacité projetée 1985	Ressources raisonnablement assurées à moins de 30 \$ par livre
Afrique du Sud	3.975	12.500	247.000
Namibie	2.693		117.000
Niger	2.062	9.000	160.000
Gabon	1.022	1.200	20.000
Centrafrique	—	1.000	18.000
Algérie	—	—	28.000
Zaïre	—	—	1.800
TOTAL AFRIQUE	9.752	23.700	591.800
(p.m. : France)	(2.184)	(3.700)	(37.000)
TOTAL MONDE OCCIDENTAL	33.260	92.000	1.650.000

Sources : *Annales des mines*, septembre-octobre 1979 ; CPDP, *Annuaire Pétrole 1978* ; Commissariat général du plan, *Rapport du groupe de travail « Matières de base - Approvisionnement et compétitivité »*, La Documentation française, 1980.

Le moins qu'on puisse dire est que ce cartel a atteint ses objectifs, puisque le prix mondial de l'oxyde d'uranium, qui était de l'ordre de 5 à 6 \$ la livre en 1971-72, atteignait 43 \$ la livre en 1978 (33).

La mainmise française sur les gisements uranifères d'Afrique était préparée depuis longtemps : dès l'octroi de l'indépendance à la Côte d'Ivoire, au Dahomey, au Niger et au Gabon, des « accords de défense dans le domaine des matières premières et produits stratégiques » établissaient le monopole absolu de l'impérialisme français sur les hydrocarbures (pétrole et gaz), l'uranium, le thorium, le lithium, le béryllium, leurs minerais et composés. Ces accords stipulaient notamment que les « Etats » concernés, « lorsque les intérêts de la défense l'exigent, limitent ou interdisent l'exportation [de ces matières] à destination d'autres pays » et qu'ils « réservent par priorité leur vente à la République française après satisfaction des besoins de leur consommation intérieure, et s'approvisionnent par priorité auprès d'elle » (34).

intéressant document de *Rio Tinto Zinc* authentifiant l'existence du cartel et montrant que sa cheville ouvrière n'était autre... qu'un cadre du Commissariat à l'Energie Atomique à Paris.

(33) *The Economist*, 2 janvier 71, *Les Echos* 28-8-72 et *Annales des Mines*, sept.-oct. 1979. Ce prix de 43 \$ la livre d'oxyde U_3O_8 correspond au prix de 112 \$ le kilo d'uranium-métal (505 F/kg) cité plus loin.

(34) *Accord de coopération pour les matières premières et produits stratégiques entre la République française et la République gabonaise*, 17 août 1960, et *Annexe II à l'Accord de défense [France, Côte d'Ivoire, Dahomey, Niger] dans le domaine des matières premières et produits stratégiques*, 24 avril 1961 (Brochures J.O.). Ces accords sont restés en vigueur jusqu'en 1971 pour le Gabon, jusqu'en 1973 pour le Niger ; il semble qu'ils aient été dénoncés par le Bénin (Dahomey) mais restent en vigueur pour la Côte d'Ivoire.

L'impérialisme français, unique acheteur du minerai d'uranium produit, pouvait ainsi imposer ses prix d'achat tout en faisant monter les prix de vente sur le marché mondial. Le député RPR Guéna reconnaissait en 1979 dans un rapport à l'Assemblée nationale que

« L'uranium étant, *cela va de soi* [sic], considéré comme une matière première stratégique par l'accord de défense de 1961, la France s'est trouvée dans une situation d'acheteur unique pendant de nombreuses années et les prix sont restés fixés à un niveau assez bas [...] » (35).

A partir de 1974, il semble que l'impérialisme français ait admis la nécessité de laisser sur place une partie croissante de la rente minière, ne serait-ce que pour « stabiliser » des pays qui prenaient pour lui une importance stratégique croissante à mesure que de nouvelles réserves étaient découvertes, et pour créer le minimum d'infrastructures nécessaires à l'exploitation de l'uranium sur une grande échelle. C'est pourquoi les prix de référence de l'uranium ont été progressivement relevés de manière à tendre vers ceux du marché mondial. Ces prix de référence ne représentent pas les sommes effectivement payées au pays producteur, mais les prix de vente pratiqués *par les sociétés exploitantes contrôlées par l'impérialisme français*, et sur lesquels sont calculés les divers impôts et taxes versés à l'administration locale (ils correspondent en quelque sorte aux anciens « prix postés » des pétroles bruts).

Le relèvement des prix n'empêche donc pas l'exploitation de rester très avantageuse pour les sociétés concessionnaires, comme on peut le montrer en prenant l'exemple du Niger. En 1978, le prix de vente du minerai par les sociétés était fixé à 470 F/kg d'uranium contenu alors que le cours mondial était de 505 F/kg : les acheteurs, c'est-à-dire en premier lieu l'impérialisme français, bénéficient donc d'une première rente différentielle de 35 F/kg. En estimant le coût de production à 90 F/kg (chiffre pris *par excès*, qui correspond au prix de vente pratiqué en 1973), il reste un profit brut de $470 - 90 = 380$ F/kg ; la part allant à l'Etat sous forme de taxes était de 180 F/kg ; il restait donc aux sociétés exploitantes un bénéfice de $380 - 180 = 200$ F/kg (36). Ce calcul (qui n'est évidemment qu'approximatif) permet de mesurer l'énorme avantage financier découlant pour l'impérialisme français du contrôle des mines du Niger par rapport à une situation où il serait obligé

(35) Rapport fait au nom de la Commission des Affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique et financière avec la République du Niger. Document AN N° 1077, annexé au p.-v. de la séance du 22-5-79.

(36) Bases du calcul : Cours mondial de l'uranium en 1978 : 112 \$/kg (*Annales des Mines*, sept.-oct. 1979), soit (pour un cours moyen du dollar sur l'année de 4,51 F) 505 F/kg. Coût de production : pour être certains de ne pas être en dessous de la réalité, nous avons simplement pris le *prix de vente* pratiqué en 1973 ; si le coût réel est inférieur, ce qui est vraisemblable, le profit des sociétés augmente d'autant. Part allant à l'administration locale : l'estimation est basée sur la prévision de 16 milliards de francs CFA de recettes provenant de l'uranium en 1978 pour une production prévue de 1.800 tonnes (Ministère de la Coopération, Niger, *Données statistiques*, décembre 1978), soit, en arrondissant, 9.000 F CFA/kg, ou encore 180 F/kg (1 F = 50 F CFA). Prix de vente de l'uranium : même source.

d'acheter directement le minerai sur le marché mondial (avantage auquel s'ajoutent ceux de la sécurité d'approvisionnement et du paiement en *Francs* et non en devises, le Niger appartenant à la zone Franc) (37).

La rente minière attirant tout « naturellement » le capital financier, on retrouve dans les sociétés exploitantes de la zone d'influence française tous les vautours de la haute finance minière : le groupe *Imétal* (*Rothschild*) par ses filiales *Mokta* et *Pennaroya*, la *CFP* et *PUK* par leur filiale commune *Minatome*, auxquels s'est joint le groupe *Rivaud*, spécialisé depuis longtemps dans le pillage colonial, qui a avec tous les précédents une filiale commune dans la *Compagnie Française des Minerais d'Uranium* ; *last but not least*, il faut y ajouter une société d'Etat qui joue un rôle de pointe dans le pillage de l'uranium africain et qui a une place non négligeable sur le marché mondial, la *COGEMA*, filiale du Commissariat à l'Energie Atomique. Des intérêts étrangers sont parfois représentés, mais toujours de manière minoritaire et sous la coupe de la finance française qui concède par ailleurs, à titre de façade, une part des actions aux administrations locales. La situation dans les pays de l'ex-Empire est la suivante :

Au Niger, deux sociétés ont atteint le stade de la production :

— *La Société des Mines de l'Air* (*Somair*), dont 54 % des actions sont aux mains de groupes français (*Imétal-Rothschild*, *CFP*, *PUK*, *Rivaud* et *Cogema*) et 33 % aux mains de l'*Office National de Recherche Minière du Niger* (*Onarem*), deux participations de 6,5 % ayant été concédées aux groupes italien et allemand *Agip* et *Urangesellschaft*. En production depuis 1971, la *Somair* (dont le président n'est autre que le « cousin Jacques » Giscard d'Estaing, directeur financier du CEA...) a fourni en 1978 1.710 tonnes d'uranium contenu ;

— la *Cominak* (*Compagnie minière d'Akouta*), dont le capital est réparti entre la *Cogema* française (34 %), l'*Onarem* (33 %), le consortium japonais *Overseas Uranium Resources Development* (25 %) et la société espagnole *Enusa* (10 %), (38), a commencé à produire en août 1978 ; sa production devrait atteindre 2.000 t/an en 1980.

Les réserves exploitables du pays sont telles (160.000 t) qu'au moins sept autres projets sont en cours d'étude et de réalisation. Parmi eux,

(37) Il faut ajouter, à titre d'avantage auxiliaire mais non négligeable, les énormes marchés d'exportation pour les biens d'équipement, les travaux d'infrastructures, etc., réservés aux entreprises françaises qui les facturent au prix fort. Ainsi la construction de la « route de l'uranium », longue de 700 km, qui évacuera le minerai par camions, et dont le coût prévu est de 25 milliards de F CFA (500 millions de Francs), a-t-elle été adjugée à des entreprises en écrasante majorité françaises (*Marchés Tropicaux*, 1^{er} juin 1979). On a d'ailleurs là encore un exemple du « développement » imposé par l'impérialisme : route de 700 km aboutissant en pleine zone désertique pour l'uranium, centrales électriques pour les usines de traitement du minerai, etc.

(38) La participation japonaise n'a évidemment été obtenue qu'avec l'autorisation de Paris : lorsque le Japon a manifesté son désir de « coopérer avec la France dans l'exploitation des gisements d'uranium au Niger », écrit *Marchés Tropicaux* « Spécial Niger » du 1^{er} juin 1979 (d'où nous tirons tous ces renseignements), il « s'est mis en contact dans ce but avec le Commissariat à l'Energie Atomique ». De même, la participation espagnole n'a été acquise que par une rétrocession d'une partie des actions de la *Cogema*.

les deux plus importants devraient entrer en production dans les années à venir :

— *Tassa N'Taghalgué*, pour lequel a été constituée la société minière du même nom (*SMTT*) associant l'*Onarem* (50 %) à la *Cogema* (50 %).

— *Imourarem*, associant l'*Onarem* (30 %), la *Cogema* (35 %) et la société américaine *Conoco* (35 %) ; selon certaines informations de presse, un conflit opposerait déjà les « partenaires » américains et français, le premier voulant une exploitation rapide et à fort débit, le second étant plus soucieux de protéger ses « réserves stratégiques » (39).

Les autres projets, plus petits ou plus lointains, font presque tous intervenir la *Cogema* comme tête de file et gestionnaire effectif de l'exploitation. Par ailleurs, les recherches, dans lesquelles la *Cogema* joue un rôle prépondérant, se poursuivent sur l'ensemble du territoire.

Au Gabon, la totalité du minerai d'uranium est produite depuis 1961 par la *Compagnie des mines d'uranium de Franceville (COMUF)*, détenue par l'« Etat » gabonais (25 %), la *Cogema* (19 %) et l'imbrication *Rothschild-CFP-PUK* - etc., décrite plus haut, qui a la majorité du capital (les intérêts non français étant totalement exclus). La recherche est en cours d'intensification ; elle est menée par la *Cogema*, soit seule, soit en association avec des intérêts américains (*Union Carbide*) et japonais (40).

Au Centrafrique, une première société française (*URBA*, associant le groupe *Rothschild* et le *CEA*) avait été constituée en 1969 pour étudier l'exploitation du gisement de Bakouma, puis dissoute en raison semblait-il des difficultés de réalisation du projet. Le groupe helvétique *Alusuisse* en profitait alors pour se faire concéder début 1974 un permis de recherche exclusif sur tout le territoire. L'impérialisme français ne pouvait évidemment tolérer une pareille éviction et remettait les choses en place début 1975 en faisant créer sous l'égide du « cousin Jacques » Giscard d'Estaing — déjà nommé — une nouvelle société, *Uranium Centre Africain (URCA)* ; la part d'*Alusuisse* y était ramenée à 33 % tandis que la *Cogema* et la *CFMU (Rothschild)* avaient chacune 16,6 % et l'« Etat » centrafricain (autant dire... l'Etat français) 40 % (41). La mise au point d'un procédé d'exploitation se poursuit sous l'égide de la *Cogema*.



Dans la zone anglo-sud-africaine, la situation est la suivante :

En Afrique du Sud, 44 % de la production d'uranium étaient contrôlés en 1978 par le groupe de l'*Anglo-American* (42), immense

(39) Article de *Business Week*, reproduit sans mention de date par *Jeune Afrique*, 21 novembre 1979.

(40) Informations tirées du *Bulletin de l'Afrique Noire*, 16 mai 1979.

(41) Voir le livre de Pierre Pean, *Bokassa I^{er}*, Paris, 1977, pp. 128-133, ainsi que *Le Monde*, 22 septembre 1979.

(42) *Anglo-American Corporation of South Africa, Annual Report 1979*.

conglomérat minier et financier anglo-sud-africain sur lequel nous reviendrons plus loin, et 25 % environ par le groupe sud-africain *General Mining* (43). D'importants projets sont en cours pour exploiter les énormes réserves du pays ; selon certaines estimations, l'Afrique du Sud pourrait produire vers 1990 16 à 20 % de l'uranium occidental.

En Namibie, la totalité de la production provenait en 1978 de la mine de Rossing, la plus grande mine d'uranium du monde, exploitée depuis 1977 par le groupe britannique *Rio Tinto* (57 %) avec la participation de capitaux sud-africains (*General Mining* et Etat sud-africain) et français. En effet, en aidant par ses fournitures d'armes l'Afrique du Sud à combattre la guérilla et à massacrer les réfugiés dans les camps, l'impérialisme français a obtenu pour *Péchiney-Ugine-Kuhlmann* et *CFP-Total* une participation conjointe de 10 % dans la mine de Rossing par l'intermédiaire de leur filiale commune *Minatome*. C'est également une société française, l'*UTA*, qui a organisé, pour exporter l'uranium en violation des résolutions de... l'ONU, un pont aérien clandestin amenant le minerai namibien en France, où il est traité ou redistribué vers la Grande-Bretagne et l'Allemagne (44).

Il faut ajouter que l'impérialisme français, par l'intermédiaire de la *Cogema*, du *Bureau de Recherches Géologiques et Minières* et de la *CFP*, recherche de l'uranium sur la quasi-totalité du continent africain : en Mauritanie, au Mali, au Sénégal, au Niger, au Gabon, en Centrafrique, au Cameroun, et plus généralement dans la totalité de sa zone d'implantation directe, mais aussi en Algérie, en Guinée-Conakry, en Guinée-Bissau, en Somalie, au Zaïre, au Nigéria, en Namibie, etc. Les sociétés américaines font des recherches limitées au Gabon, au Niger et au Botswana, en attendant sans doute de pouvoir s'implanter en force en Namibie lorsque l'Afrique du Sud aura lâché prise ; l'impérialisme anglais campe sur ses gigantesques réserves en Afrique australe ; le Japon tente un début de diversification vers l'Afrique afin de se dégager du monopole de ses fournisseurs américains : il prospecte au Niger, au Mali, en Guinée-Conakry, en Zambie, mais c'est le plus souvent en association avec la *Cogema* française ; enfin les sociétés allemandes prospectent au Maroc, en Tanzanie et au Togo. Mais l'impérialisme français est le seul qui prospecte avec une telle ampleur, d'un bout à l'autre du continent. L'odeur de l'uranium est montée à la tête du vautour gaulois, elle lui a fait entrevoir des rêves de puissance financière et stratégique s'il réussit à conserver et à renforcer son emprise sur les ressources africaines qui sont à sa portée. Il est clair qu'il est prêt à tout pour cela.

Minerai de fer

Le minerai de fer est une matière dont les réserves sont surabondantes et les producteurs nombreux. La crise qui a frappé la sidérurgie

(43) *Financial Times*, 22 mai 1978.

(44) Voir l'enquête très documentée de *Libération*, 3, 4 et 5 décembre 1979.

à partir de 1974-75 a provoqué une surcapacité des mines de fer de l'ordre de 100 millions de tonnes pour une production mondiale (pays de l'Est compris) de 850 millions de tonnes (45) et les cours du minerai sont déprimés. L'offre pourrait toutefois redevenir insuffisante à partir de 1985 si de nouveaux gisements ne sont pas mis en exploitation, mais le montant des investissements nécessaires à l'exploitation d'une mine de fer est considérable, ce qui implique, dans les zones politiquement instables, des risques. Cette situation explique qu'il n'y ait pas à l'heure actuelle de monopolisation ou de lutte généralisée entre impérialismes, mais que l'exploitation dans les zones arriérées soit le plus souvent faite par des consortiums inter-impérialistes auxquels participent directement les industries sidérurgiques importatrices de minerai, qui s'assurent ainsi les coûts d'approvisionnement les plus bas.

La production africaine est relativement faible (7 % de la production et 3 % des réserves mondiales) ; c'est la France qui, des grands pays industrialisés, importe d'Afrique la plus grande proportion de son minerai (34 % en 1977 contre 25 % pour l'Allemagne, 5 % pour les Etats-Unis).

Les grands producteurs africains sont actuellement au nombre de trois :

- L'Afrique du Sud (24 millions de tonnes en 1977).
- Le Libéria (17 millions de tonnes).
- La Mauritanie (8,4 millions de tonnes).

En Afrique du Sud, la plus grosse partie de la production est assurée ou commercialisée par l'*Iron and Steel Corporation (ISCOR)*, géant de l'acier dont l'Etat a 57 % des parts, le reste appartenant à des intérêts sud-africains ; un autre producteur important est *Associated Manganese Mines of South Africa*, dans laquelle l'*US Steel* américaine détient 23 % ; le groupe *Anglo-American* exploite pour sa part les riches gisements du Swaziland (*Swaziland Iron Ore Development Co*).

Au Libéria, les quatre sociétés exploitant des mines de fer ont l'Etat pour actionnaire à 50 %, associé selon les cas à des sidérurgistes américains (*Republic Steel* dans la *Liberian Mining Co* et la *National Iron Ore Co*, *Bethlehem Steel* dans la *LAMCO*), suédois (*Granges*, principal actionnaire privé de la *LAMCO*), allemands et italiens (*Thyssen* à 35 % et *Finsider* 12 % de la *Bong Mining Co*) (46).

En Mauritanie, après la nationalisation en 1974 de la Miferma, dominée par des groupes français, la gestion des mines de fer avait été confiée à la *Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM)*. En fait, il ne semble pas que les intérêts et la sécurité d'approvisionnement français aient été gênés, puisque la France est restée le premier acheteur du minerai mauritanien et que la gestion des nouveaux projets (en

(45) Commissariat Général du Plan, *Rapport du groupe de travail « Matières de base - Approvisionnement et compétitivité »*, La Documentation française, 1980, p. 126.

(46) *Industries et travaux d'Outre-mer*, mars 1978.

particulier le projet Guelbs, qui devrait pouvoir produire 20 millions de tonnes de minerai par an pendant 20 ans) a été confiée à un groupe de sociétés françaises (essentiellement le *Bureau de Recherches Géologiques et Minières*, c'est-à-dire l'Etat français, *Usinor* et *Rothschild*) (47). C'est entre autres pour protéger ces intérêts que l'impérialisme n'a pas hésité à envoyer son aviation faire la police au Sahara contre les raids du Polisario. La *SNIM* elle-même a été partiellement dénationalisée en avril 1978 (l'« Etat » mauritanien conservant 51 % des actions) pour laisser la place à un consortium de capitaux arabo-pétroliers (essentiellement Arabie séoudite et Koweït) (48).

Les principaux projets envisagés pour la décennie à venir sont situés :

— au Gabon, où les mines de Mékambo seront exploitées par la *Somifer*, qui associe l'administration locale (60 %) à des capitaux américains (*Bethlehem Steel* 20 %), français (*Solmer*, *Usinor*, *Paribas* et *BRGM*, au total 10 %) et européens ; selon certaines informations, la Roumanie aurait négocié une participation dans le projet ;

— en Guinée, où le gisement de minerai du mont Nimba aurait une teneur exceptionnelle. Le projet de la *Mifergui* associe des capitaux américains (*US Steel*), français (*Solmer* et *Usinor*), nigériens, libyens, algériens, japonais, espagnols et libériens (49) ;

— au Sénégal, où le consortium *Miferso*, constitué entre des capitaux français (*BRGM* 24 %), allemands (*Krupp*) et japonais avec la participation de l'administration locale, étudie l'exploitation du minerai de fer de Faleme.

Selon la doctrine française officielle, « il est indispensable pour assurer à l'avenir l'approvisionnement français en minerai de fer que les investisseurs français prennent des participations dans les mines de fer, notamment en Afrique » (50). On constate effectivement que pour assurer son approvisionnement à long terme en minerai à bas prix, l'impérialisme français est présent dans les trois projets aux côtés, selon les cas, d'intérêts américains, allemands ou japonais.

Manganèse

La consommation de manganèse est liée aux besoins de la sidérurgie, ce métal étant présent dans pratiquement tous les types d'acier (il faut en moyenne 6 à 7 kg de manganèse par tonne d'acier produite). Les prix ont connu une forte hausse dans les années cinquante lorsque l'URSS a cessé ses livraisons aux Etats-Unis (qui dépendent à 100 % des impor-

(47) Voir la description détaillée du consortium français *Socomine* et l'analyse des intérêts français dans « Mais qu'est-ce que l'impérialisme français va donc faire en Mauritanie ? », *Programme communiste* n° 76, mars 1978.

(48) *Bulletin de l'Afrique Noire*, 18 juillet 1979.

(49) *Les Echos*, 22 décembre 1978.

(50) *Rapport du groupe de travail « Matières de base... », op. cit., p. 151.*

tations). Ces hauts cours ont incité à ouvrir de nouvelles mines, notamment au Gabon et en Afrique du Sud, au début des années 60. Illustrant à la fois l'anarchie capitaliste et le mécanisme de la rente différentielle, l'arrivée des nouveaux minerais sur le marché a alors provoqué l'effondrement des cours et l'élimination des producteurs les moins rentables. Toutefois, avec la croissance de la demande, les prix du minerai ont fortement remonté dans les années 70, procurant aux gros producteurs une rente considérable. Après 1975, la crise de la sidérurgie a provoqué une diminution de la production.

L'Afrique joue un rôle central dans la production de manganèse : elle détient à elle seule la moitié des réserves mondiales estimées (45 % en Afrique du Sud et 5 % au Gabon) et a représenté en 1977 plus du tiers du minerai produit, les principaux producteurs étant :

— l'Afrique du Sud : 5 millions de tonnes (23 % de la production mondiale) ;

— le Gabon : 1,85 millions de tonnes (8,6 % de la production mondiale) ;

— le Ghana (290.000 tonnes), ainsi que le Maroc et le Zaïre pour des quantités marginales.

La totalité de la production africaine de manganèse est aux mains d'intérêts sud-africains, américains et français :

— en Afrique du Sud, la production est aux mains de deux sociétés : l'AMCOR, filiale de l'ISCOR déjà citée, et l'Associated Manganese Mines of South Africa (US Steel 23 %) ;

— au Gabon, l'US Steel en quête de nouvelles sources d'approvisionnement après la rupture des livraisons russes s'est associée dès 1953 aux intérêts français (qui demeuraient majoritaires avec 51 % des parts contre 49 % aux Américains) dans la Compagnie Minière de l'Ogoué (COMILOG). Le capital est actuellement réparti entre le gouvernement gabonais (10 %), US Steel (44 %) et les intérêts français (46 % dont 20 % au BRGM, 17 % au groupe Rothschild et 9 % à Paribas). Malgré la forte participation américaine, l'exploitation elle-même est aux mains des Français. Les principaux clients sont le Canada, les Etats-Unis, la France et l'Espagne. Les profits de la Comilog « sont décrits comme considérables » (51) ;

— au Ghana, la société américaine Union Carbide exploite le minerai aux côtés du gouvernement local ; au Maroc, les intérêts français sont représentés par Mokta (Rothschild) ; enfin au Zaïre le manganèse est exploité par une société belge.

Cuivre

Les cours mondiaux de ce métal largement utilisé dans l'industrie sont connus pour leurs variations en dents de scie en dépit des velléités périodiques de cartellisation des 4 principaux producteurs (Chili, Zambie, Zaïre, Pérou). Après la crise de 1975, la surproduction au niveau

(51) *Financial Times*, page spéciale de publicité Gabon, 30 septembre 1976.

mondial a provoqué l'effondrement des cours à un niveau que les spécialistes estimaient inférieur au seuil de rentabilité de la plupart des mines. En 1979 et surtout début 1980, les prix ont fortement remonté sous l'influence de la tension internationale, à laquelle s'ajoutent les difficultés d'évacuation du cuivre zambien et des grèves dans les mines chiliennes.

L'Afrique représentait en 1977 17 % de la production (52) et 13 % des réserves mondiales de minerai. Les principaux producteurs africains étaient :

- la Zambie, avec 660.000 tonnes (8 % de la production mondiale),
- le Zaïre, avec 480.000 tonnes (6 %),
- l'Afrique du Sud (216.000 tonnes),
- la Rhodésie (environ 35.000 tonnes).

La production africaine de cuivre a historiquement été monopolisée par des intérêts anglo-sud-africains et belges. En dépit de nationalisations plus ou moins formelles chez les deux principaux producteurs, elle est restée pour l'essentiel aux mains des mêmes intérêts, auxquels se sont ajoutés des intérêts américains et, depuis peu et pour de faibles quantités, japonais.

En Zambie, la « nationalisation » par rachat de 51 % des parts des sociétés exploitantes a été, comme nous l'avons déjà montré, extrêmement avantageuse pour celles-ci (53). Les deux sociétés productrices sont :

- la *Nchanga Consolidated Copper Mines*, dont les 49 % non nationalisés appartiennent au groupe *Anglo-American* ;
- la *Roan Consolidated Mines*, dont 29 % appartiennent au groupe britannique *Roan Selection Trust* et 20 % au groupe américain *Amax*.

Au Zaïre, la situation est encore plus favorable pour l'ancienne puissance colonisatrice. La nationalisation des avoirs de la fameuse *Union Minière du Haut Katanga*, transférés à la *Gécamines*, s'est faite contre une indemnisation très avantageuse pour les anciens actionnaires (54) : non seulement ceux-ci recevaient en devises 5 % du chiffre d'affaires de la *Gécamines* pendant 15 ans, mais la gestion de cette société était confiée pendant 25 ans à une filiale de la *Société Générale de Belgique*, la *Société générale des Minerais*, moyennant une autre commission de 1 % du chiffre d'affaires, versée également en devises ; enfin et surtout, la *Société Générale de Belgique* conservait son monopole de commercialisation de la production de *Gécamines*, sur le produit de laquelle elle prélève ses marges de profit (55). Une société de commercialisation zaïroise autonome a pourtant vu le jour en 1974 ;

(52) Et non 27 % comme indiqué par erreur dans le tableau 2, p. 48, de *Programme Communiste* n° 81.

(53) Voir le chapitre III de cette étude, *Programme Communiste* n° 79, pp. 52-53.

(54) C'est-à-dire essentiellement la *Société Générale de Belgique*, important groupe financier et industriel qui compte parmi ses principaux actionnaires, selon *The Economist* du 18 mars 1972, la famille royale belge, les familles Solvay, Boel, Janssen, et... le Vatican.

(55) *Le Monde Diplomatique*, juin 1970.

mais, écrit un expert en la matière, « dès février 1976, la SGM avait complètement repris en main la commercialisation du cuivre zâirois » (56). Au total « seule l'étiquette a changé : certes, la Société Générale de Belgique se défend aujourd'hui de posséder le moindre intérêt dans la firme zâiroise devenue une entreprise d'Etat. Mais grâce à sa filiale la Société Générale des Minerais, les mêmes intérêts belges gèrent toujours les mines et commercialisent le cuivre. Et, parmi les cadres de la Gécamines, les Belges sont largement majoritaires » (57).

Les mines de cuivre du Shaba sont également exploitées depuis 1970 par une seconde société, la *Sodimiza*, dans laquelle l'Etat (20 %) est associé à un consortium de sociétés japonaises qui ont 80 % des parts (*Nippon Mining*, *Mitsui*, *Mitsubishi*, *Sumimoto*, etc.) ; la production de cette société, qui représente moins de 10 % de la production du pays, est intégralement exportée vers le Japon.

En Afrique du Sud, plus de la moitié de la production est contrôlée par des intérêts anglais et américains ; les trois principaux producteurs sont :

— *Palabora Copper Mine* (environ 120.000 tonnes par an), dont le capital appartient pour 39 % au groupe anglais *Rio Tinto* et pour 29 % au groupe américain *Newmont* ;

— *O'okiep Copper Company* (30.000 tonnes par an), contrôlée par les groupes américains *Newmont* (57 %) et *Amax* (17 %) ;

— *Prieska Copper Mines*, contrôlé à 46 % par *US Steel* (58).

Une autre société américaine, *Phelps Dodge*, est en train de réaliser un projet d'exploitation (*Black Mountain*) en association avec des intérêts sud-africains.

En Rhodésie, les deux principaux producteurs sont le groupe sud-africain *Messina* (4^e producteur d'Afrique du Sud) et *Coronation Syndicate*, contrôlé par le conglomérat anglais *Lonrho*, qui se trouvent également être les deux principaux producteurs de cuivre d'Angola (59).

Dans le reste de l'Afrique australe, au Botswana, *Anglo-American* et *Amax* détiennent chacun 30 % de la mine de *Pikwe* ; en Namibie, les intérêts américains sont majoritaires dans la *Tsumeb Corporation* (30 % à *Amax*, 29 % à *Newmont*, associés au groupe anglais *Selection Trust* qui a 14 %).

On remarque que pour une fois, l'impérialisme français brille par son absence. Il ne contrôle en effet aucun gisement en production alors qu'il est dépendant à 100 % et qu'il importe du Zaïre, soit directement soit via la Belgique, plus de la moitié du cuivre qu'il consomme. Le

(56) Article de C. Fortin, *Le Monde Diplomatique*, juillet 1979.

(57) *Le Nouvel Economiste*, 5 juin 1978.

(58) Ces données, ainsi plus généralement que les données sur les participations US, anglaises et japonaises, sont tirées des rapports des sociétés et des trois articles de J. Charbonneaux dans *Industries et Travaux d'Outremer*, mars, août et septembre 1979.

(59) *South Africa Mining and Engineering Yearbook*, 1978 ; *Industries et Travaux d'Outremer*, mars 1978.

cuiivre est d'ailleurs de loin le métal qui pèse le plus lourd dans la balance commerciale française. Les industriels qui cherchent à « planifier » leurs besoins soulignent que le cuivre est « l'un des secteurs où il serait primordial, par des investissements de « rattrapage », d'essayer d'intégrer notre industrie à l'amont » (60), c'est-à-dire pour l'essentiel de permettre à Pechiney, dont la filiale Tréfinmétaux est le premier producteur français de cuivre, de contrôler la production de quelques mines. Une tentative de contrôler le gisement géant de Sarchechmech en Iran en 1971 avait créé quelque émotion chez les conglomerats miniers anglais et américains (61), mais ces derniers s'étaient interposés. L'impérialisme français a compris depuis que plutôt que de tenter de s'implanter dans certaines chasses gardées de concurrents trop gros pour lui, il valait mieux chercher dans la sienne, ou encore s'imposer aux dépens des plus petits. Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières consacre plus de 40 % de son budget de prospection à l'étranger (c'est-à-dire principalement en Afrique) à la recherche de nouveaux gisements de cuivre (62). C'est surtout au Zaïre que les intérêts miniers français cherchent à s'implanter, au détriment des intérêts belges. C'est ainsi qu'ont été constituées :

— la Somiba, consortium à majorité française regroupant le BRGM, Elf et PUK pour la recherche et l'exploitation de cuivre, zinc et plomb dans la zone de Moba ;

— la Société Minière de Tenke Fugurume, constituée pour exploiter ce qui est selon un connaisseur, le fameux H. Oppenheimer de l'Anglo-American, le plus important gisement de minerai de cuivre à haute teneur encore non exploité dans le monde. Le BRGM ne détenait au départ que 6,4 % dans le projet, qui a été retardé en raison de la baisse des cours du cuivre ; mais il a récemment racheté la participation de 28 % du groupe américain Amoco et devient, avec 34,4 % du capital, le chef de file du projet qu'il compte relancer ; les autres actionnaires sont le gouvernement zaïrois (20 %), le groupe anglais Charter Consolidated (étroitement lié à l'Anglo-American, et qui a 28 %), le groupe japonais Mitsui (14 %) et de petits intérêts américains (63).

D'autre part au Maroc, la SCOA (groupe Paribas) détient une participation dans l'exploitation du gisement de Bleida qui doit démarrer en 1980 (64).

(60) Rapport du groupe de travail « Matières de base... », op. cit., p. 150.

(61) « Les grosses sociétés minières de Londres sont sérieusement inquiètes à l'éventualité que Pechiney, un outsider, puisse mettre la main sur la plus grosse source de cuivre du monde [...] Si Pechiney l'a emporté à Sarchechmech, ce sera le changement de rapport de force le plus décisif sur le marché du cuivre depuis des années [...] les principales sociétés minières anglaises et américaines vont perdre leurs plus gros débouchés en France ; elles auront dans leurs jambes sur les marchés mondiaux du cuivre un iconoclaste géant français [...] » (The Economist, 25 septembre 1971). PUK avait aussi tenté sans succès de s'implanter au Pérou en 1960.

(62) BRGM, Rapport annuel 1976.

(63) Marchés tropicaux, 20 juillet 1979.

(64) Industries et Travaux d'Outremer, février 1980.

Cobalt

Le cobalt est un métal stratégique, utilisé dans des alliages indispensables à l'industrie aéronautique, l'électronique et l'électro-mécanique, les machines-outils, etc. On l'extrait principalement des déchets des minerais de cuivre et de nickel. Son prix a été multiplié par quatre au moment de la guerre du Shaba en mai 1978. L'Afrique possède en effet 42 % des réserves connues et a représenté en 1977 66 % de la production mondiale, ainsi répartis :

- Zaïre : 10.280 tonnes ;
- Zambie : 1.703 tonnes ;
- Maroc : 956 tonnes.

Le Zaïre fournit à lui tout seul 60 % du cobalt du monde occidental, et sa production se trouve en quasi-totalité aux mains d'intérêts belges. Selon un quotidien bruxellois, « il semble que tout le cobalt du Shaba soit traité à Hoboken » (65), c'est-à-dire par la principale filiale industrielle de la *Société Générale de Belgique*. Les exportations belges de métal raffiné (essentiellement à destination des Etats-Unis, qui ont la première industrie aéronautique du monde et sont totalement dépourvus de ce métal) sont gardées secrètes pour des raisons stratégiques. Certains des déchets de cuivre zaïrois sont traités en Zambie et en Finlande. La France, consommatrice du cobalt zaïrois, espère contrôler une certaine production grâce à sa participation au gisement de *Tenke Fugurume* déjà cité, qui recèlerait 320.000 tonnes de métal.

C'est également la France qui importe traditionnellement le minerai du Maroc, qui est traité par une filiale de *PUK*.

Le cobalt de Zambie, second producteur africain, est entre les mêmes mains que son cuivre ; de nouvelles usines de traitement en cours de construction devraient progressivement porter la production à 10.000 tonnes par an au cours des prochaines années (66).

Bauxite

Le marché mondial de l'aluminium est dominé par 6 sociétés internationales intégrées : *Alcoa* (US), *Kayser* (US), *Reynolds* (US), *Alcan* (Canada) *Alusuisse* et *Péchiney-Ugine-Kuhlmann*. Ces « majors » fixent les cours mondiaux et contrôlent à elles six 57 % de la production de bauxite du monde occidental (67). L'Afrique n'échappe pas à leur emprise.

Le continent africain ne compte que trois pays producteurs de bauxite. Deux sont peu importants sur le plan mondial :

— la Sierra Leone (745.000 tonnes en 1977), dont la production est aux mains d'une filiale locale d'*Alusuisse* ;

(65) *Le Soir*, 27 mai 1978.

(66) *Industries et Travaux d'Outremer*, janvier 1980 ; *Marchés tropicaux*, 3 août 1979.

(67) Voir chiffres détaillés cités dans le *Rapport du groupe de travail « Matières de base... »*, *op. cit.*, p. 84.

— le Ghana (275.000 tonnes), dont une société productrice, la *Ghana Bauxite*, est contrôlée à 45 % par la *British Aluminium* (ex-filiale de *Reynolds* reprise par des intérêts anglais), et l'autre, la *Volta Aluminium*, est entièrement aux mains des sociétés américaines *Reynolds* et *Kayser* (68).

Le troisième pays, la Guinée, est devenu en 1978 le second producteur mondial avec 12 millions de tonnes extraites (13 % de la production mondiale), et possède à lui seul le tiers des réserves mondiales estimées.

Malgré le passage de Sékou Touré dans l'orbite politique de la Russie après 1958, l'impérialisme français a conservé tout au long de la période de « brouille » et jusqu'à la réconciliation officielle de 1978 l'accès aux gisements de bauxite guinéens. Le consortium international à prédominance franco-nord-américaine créé pour l'exploitation du premier gisement a été laissé en place après l'indépendance moyennant une participation de l'Etat de 49 % au capital et de 65 % aux bénéficiaires. Par la suite, l'exploitation de nouveaux gisements a été concédée aux Russes et aux Américains, de sorte qu'il y a actuellement trois sociétés exploitantes, la première à dominante française, la seconde à dominante américaine, et la troisième russe à 100 % :

— *Friguia* — la plus ancienne — exploite depuis 1960 le gisement de Fria (500 millions de tonnes de réserves), dont la bauxite est transformée sur place en alumine (650.000 tonnes d'alumine par an). Les actionnaires sont l'Etat guinéen (49 %), le groupe canadien *Noranda* (19 %), *Péchiney* (18 %), *British Aluminium* (5,5 %), *Alusuisse* (5,5 %) et la *VAW* allemande (2,5 %) ; cependant l'exploitation et la gestion proprement dites ont toujours été assurées par *Péchiney*. L'alumine est transportée par fer jusqu'au port de Conakry, d'où elle est exportée à destination des divers actionnaires au prorata de leur participation, notamment vers l'usine *Alucam* d'Edea au Cameroun, qui appartient également à *Péchiney* (58 %) ainsi qu'à divers autres intérêts français.

— *La Compagnie des Bauxites de Guinée* exploite depuis 1971 le gisement de Boké-Sangarédi (6,7 millions de tonnes produites, 300 millions de tonnes de réserves). Outre l'Etat guinéen (49 %), ses actionnaires sont des groupes américains et canadiens (*Alcoa*, *Alcan*, *Martin Marietta*, 38 % au total), *Péchiney* (5 %), *VAW* (5 %) et la *Montedison* italienne (3 %).

— *Le gisement de Kindia* (85 millions de tonnes de réserves, capacité de production 2,5 millions de tonnes/an) est exploité par l'URSS, qui enlève la quasi-totalité de sa production. La bauxite est un des rares minéraux pour lesquels l'URSS n'est pas autosuffisante (voir dans *Programme Communiste* n° 81 le tableau 1, page 43). Elle a importé de Guinée, de Grèce et de Yougoslavie une moyenne de 1,5 million de tonnes de minerai par an entre 1971 et 1974, et 3,5 millions de tonnes en 1975 ; la Guinée a fourni jusqu'en 1974 environ 15 % de ces importations (exception faite d'une interruption totale en 1973), mais sa part est montée à 53 % des importations russes en 1975 (69). Après 1975,

(68) *Mining Annual Review*, 1979.

(69) *Vnechnaïa Torgovlia SSSR*, années 1972-1977.

l'annuaire russe du commerce extérieur ne donne plus d'indications détaillées ni de quantités ni de prix pour la bauxite importée. Mais on sait que l'URSS payait, et paie encore, la bauxite guinéenne à des prix nettement inférieurs au cours mondial ; pendant toute une période, écrit *The Economist* avec envie, « les Russes ne payaient que 6 dollars la tonne de bauxite, alors que les Américains payaient 23 dollars » (70). D'où les récriminations des dirigeants guinéens, contraints de disputer la rente minière au « grand frère socialiste », et des relèvements successifs de prix : « en 1975, il a fallu d'après discussions pour que l'URSS accepte de relever le prix de la bauxite maintenu à 12 dollars la tonne alors que le minerai est coté à 21 dollars la tonne sur le marché mondial » (71). Fin 1977, il semble que le prix payé ne représentait encore que les deux-tiers du cours mondial (72). En somme, l'impérialisme russe s'est comporté avec la bauxite guinéenne comme n'importe lequel de ses compères occidentaux pillant un petit pays arriéré ; il semble même qu'il ait réexporté une partie du métal ainsi produit à bas prix vers les marchés européens grâce à des accords avec les principaux producteurs qui cartellent la production d'aluminium (73).

Il n'est guère étonnant que la micro-bourgeoisie guinéenne ait finalement cherché à se vendre encore plus aux Occidentaux, qui ont à ses yeux l'avantage de... payer plus cher, et auxquels elle ne s'était d'ailleurs jamais refusée. Divers nouveaux projets d'exploitation ont été entrepris ces dernières années :

— *Dabola*, avec des capitaux américains, (*Reynolds*), yougoslaves et algériens ;

— *Aluguin*, société à capitaux arabes formée pour l'exploitation du gisement d'Ayekoe et la construction d'une usine d'alumine, avec la participation d'*Alusuisse* ;

— *Lougué*, entre la Guinée et *Alusuisse* (74).

Après la visite de Giscard en 1975, c'est le BRGM — véritable éclaireur de pointe de l'impérialisme français pour les matières premières — qui a été chargé de prospecter les ressources minières du pays. Enfin, à la suite du voyage de Sekou Touré aux Etats-Unis — payé en partie par... les fabricants d'aluminium de Pittsburgh (75) —, les

(70) *The Economist*, 2 décembre 1978.

(71) *Le Matin*, 19 décembre 1978.

(72) *Europe Outremer*, 1^{er} octobre 1977.

(73) *The Financial Times* du 20 septembre 1978 signale que les principaux producteurs mondiaux font l'objet de poursuites anticartel de la Commission de la CEE, notamment pour avoir acheté du « métal russe » dans trois pays de l'Est et en Russie et l'avoir commercialisé en Europe à un prix convenu. Le fait que l'impérialisme russe se procure d'un côté en Afrique de la bauxite à bas prix et réexporte de l'autre côté de l'aluminium en Europe au travers d'accords de cartel montre bien que pour lui aussi, il s'agit moins de « sécurité d'approvisionnements » que d'empocher le plus de rente minière possible sur le marché mondial.

(74) Données tirées d'*Europe Outremer*, octobre 1978, et *Industries et Travaux d'Outremer*, mars 1978.

(75) *Le Monde*, 11 août 1979.

Américains, écrit la *Lettre de l'Expansion*, « vont mettre le paquet » dans le fer et la bauxite (76).

Phosphate

L'Afrique a représenté en 1978 le quart de la production mondiale de ce minerai employé dans une proportion de 85 % à la fabrication des engrais. On estime qu'elle détient les 3/4 des réserves connues (65 % au Maroc et 11 % en Afrique du Sud). Les producteurs africains sont les suivants (77) :

Maroc : 19,3 millions de tonnes en 1978.

Tunisie : 3,7.

Sahara Occidental : 0,3.

Togo : 2,8.

Sénégal : 1,7.

Afrique du Sud : 2,6.

Algérie : 1.

Le Maroc, 3^e producteur (après les Etats-Unis et l'URSS) et premier exportateur mondial, possède entre Oued Zem et Youssoufia un gisement gigantesque, qui représente 400 ans de consommation mondiale au rythme actuel. Il est exploité par une société d'Etat héritée de la période coloniale, l'*Office chérifien des phosphates*. L'absence de l'impérialisme s'explique par le fait que pendant toute une période les profits procurés par l'exploitation des phosphates n'étaient guère élevés. En raison d'une surcapacité américaine chronique, les cours mondiaux étaient bas, tombant même, vers la fin des années 60, jusqu'à 40 % au-dessous des prix de 1952 (78). Mais tout a changé en 1973-74 lorsque, avec la croissance de la consommation d'engrais et le boom économique, le marché mondial s'est trouvé temporairement déficitaire. Enivrée par l'exemple du pétrole, la bourgeoisie marocaine en a profité pour quintupler en l'espace d'un an le prix de son phosphate, le faisant passer de 13 \$ à 68 \$ la tonne. Dans la fièvre de l'« or blanc » toutes sortes de dépenses furent engagées, les investissements prévus au plan furent plus que doublés, de coûteuses usines chimiques commandées à l'Occident pour « mieux valoriser les richesses nationales ». Quelques mois plus tard la crise mondiale et le comportement devenu parcimonieux des consommateurs d'engrais faisaient chuter la demande. En 1975, les exportations marocaines n'atteignaient pas les deux-tiers des quantités prévues ; les exportateurs américains, véritables bénéficiaires de l'opération, revenaient en force sur le marché pour écouler leurs surplus au détriment des producteurs africains, et les cours baissaient de plus de 50 %. En 1978, les revenus tirés de la vente du phosphate étaient encore inférieurs de moitié à ceux de 1974 et le

(76) *Lettre de l'Expansion*, 3 septembre 1979.

(77) *Annales des Mines*, septembre-octobre 1979.

(78) *Financial Times*, 15 janvier 1974.

Maroc était contraint de s'endetter à l'extérieur pour financer les projets engagés. Cet endettement était encore accru par le coût de la guerre du Sahara, dont un des enjeux est le contrôle des importantes mines de phosphates de Bou Craa, qui produisent un minerai à teneur élevée, et dont la capacité de production de 2,6 millions de tonnes/an mise en sommeil par la guerre pourrait facilement être doublée. Pour pouvoir emprunter de plus en plus à l'étranger, une « *cure d'austérité qui réponde à l'attente des bailleurs de fonds du Maroc* » et comportant une série de mesures « *allant de la limitation des importations au blocage des salaires* » (79) était imposée aux travailleurs. Fin 1979, la dette extérieure publique atteignait 6 milliards de dollars, soit la moitié du PNB, et les réserves de change étaient épuisées. Les experts du Fonds Monétaire International s'occupent d'un « *plan de redressement* » où il est déjà question de supprimer les subventions aux produits alimentaires (80). Une fois de plus, ce sont donc les masses les plus pauvres de la population qui font les frais de la « *mise en valeur des richesses nationales* » ; l'Occident, lui, ne manquera pas de phosphates, et son emprise financière sur le premier exportateur mondial se renforce encore davantage.

L'impérialisme russe a su lui aussi profiter des difficultés du Maroc pour s'assurer un approvisionnement avantageux. Début 1978, il a signé un contrat lui assurant des livraisons de 2 millions de tonnes par an, s'élevant jusqu'à 10 millions de tonnes par an vers 1990, en échange d'un investissement de 2 milliards de dollars dans une nouvelle mine à Meskala, dans le sud du pays, avec construction d'une voie ferrée et d'un port phosphatier d'où le minerai sera expédié en Russie (81). Ce contrat fait de l'URSS le plus gros investisseur étranger au Maroc (bien que limité à un secteur très précis), et lui assure le contrôle d'environ un cinquième de la production marocaine. Or elle est déjà le second producteur et le troisième exportateur mondial. L'hypothèse qui vient immédiatement à l'esprit est évidemment celle d'un cartel avec la bourgeoisie marocaine pour faire remonter les prix. Mais il est plus probable que l'URSS soit prochainement appelée à devenir importatrice nette de minerai et qu'elle cherche, pour son implantation au Maroc, à accroître sa consommation intérieure d'engrais afin d'améliorer les résultats désastreux de son agriculture. Or les minerais russes sont d'une teneur bien inférieure aux minerais marocains, et les gisements sont situés dans la presqu'île de Kola et au Sud du Kazakhstan c'est-à-dire loin du grenier à blé ukrainien ; selon une publication spécia-

(79) *Les Echos*, 11 octobre 1978.

(80) *The Economist*, 9 février 1980.

(81) *Financial Times*, 31 janvier 1978, *Moscow Narodny Bank Press Bulletin*, 1^{er} février 1978. Comme par hasard, c'est vers la même époque que l'URSS a commencé à fournir au Maroc des armes adaptées à la lutte contre le Polisario et déjà utilisées par celui-ci (*Le Nouvel Economiste*, 20 février 1978). Rapportant une récente interview d'Hassan II, *Le Monde* du 14 mars 1980 écrit que « *le souverain admet que le Front Polisario a eu l'avantage sur les troupes marocaines jusqu'au jour où celles-ci se sont procuré, dans le camp soviétique, le même matériel, mieux adapté au terrain que celui fourni par les Occidentaux* ».

lisée, « les coûts d'extraction et de production des concentrés seront tellement inférieurs aux coûts correspondants des concentrés d'origine russe que, même en ajoutant les charges de fret, les coûts des minerais marocains et jordaniens rendus aux ports russes seront encore très intéressants » (82). En d'autres termes, ce que l'impérialisme russe serait allé chercher en Afrique, c'est, tout comme ses compères et concurrents occidentaux, l'approvisionnement à bas prix et la rente différentielle.

En Tunisie, les mines de phosphates, situées dans la région de Gafsa, sont exploitées par la *Compagnie des phosphates* du même nom, longtemps déficitaire en raison des cours mondiaux, et dont l'Etat a fini par prendre le contrôle pour empêcher l'exploitation de périlcliter. La hausse des cours de 1974 a là aussi provoqué une fièvre de projets, l'ouverture de nouvelles mines, l'intensification de la production et de la pression exercée sur la classe ouvrière, contrainte de travailler jour et nuit dans l'enfer du phosphate. Avec la baisse des cours mondiaux cette pression s'est encore accrue, provoquant les premières grèves générales des mineurs en 1977. Pour la bourgeoisie tunisienne, le contre-coup de la crise a été relativement moins grave que pour le Maroc dans la mesure où elle peut aussi compter sur les revenus de la petite production pétrolière. Elle cherche néanmoins à accroître encore la production phosphatière, qui devrait atteindre 4,3 millions de tonnes en 1980 (83).

Au Togo, la *Compagnie togolaise des mines du Bénin*, qui était contrôlée par des intérêts français avec une forte participation américaine, a été nationalisée en 1974 ; l'exploitation a toujours été très rentable en raison de la qualité du minerai extrait, mais toute variation des cours a une incidence énorme sur les recettes d'exportation dont le phosphate représente près de la moitié.

Au Sénégal, les intérêts français sont représentés dans les deux compagnies productrices :

— la *Compagnie sénégalaise des phosphates de Taiba* (gouvernement 50 %, BRGM et autres intérêts français 26 %, intérêts américains 12 %) ;

— la *Société sénégalaise des phosphates de Thiès* (gouvernement 50 %, Péchiney 50 %).

En Afrique du Sud la production, orientée principalement vers le marché intérieur, est dominée par la *Phosphate Development Corporation (Foskor)*, créée et contrôlée par l'Etat. Il en est de même en Algérie, où la production est assurée par la *Sonarem*.

(82) *Phosphorus and potassium*, septembre-octobre 1979. L'URSS va également importer du phosphate de Jordanie.

(83) Rapportant cette information, *Industrie et Travaux d'outremer* (janvier 1980) écrit que « le ministre de l'Industrie a appelé les ouvriers à prendre leurs responsabilités dans l'accroissement de la production, dont dépend leur avenir ». La révolte de janvier dernier, survenue après une hausse de 25 % du prix des produits alimentaires, montre que les ouvriers ont effectivement pris leurs responsabilités — mais qu'ils ne voient pas leur avenir de la même manière que les bourgeois !

Enfin au Congo une société mixte bulgaro-congolaise, la *Sophosco* (49 % des parts à la Bulgarie) a été constituée en 1976 pour la recherche et l'exploitation des phosphates.

Chrome

Le chrome est un métal indispensable à la fabrication des aciers inoxydables et spéciaux, à laquelle sont utilisés 90 % de sa production. Son marché est caractérisé par une grande vulnérabilité potentielle : en effet, les Etats-Unis, qui le considèrent comme un des plus importants métaux stratégiques, sont pratiquement dépendants à 100 % des importations, alors que 86 % des réserves mondiales connues sont situées en Rhodésie et 8 % en Afrique du Sud. Si l'on ajoute les petites réserves de Madagascar et du Soudan, l'Afrique possède au total 97 % des réserves connues (on estime que la Russie en a moins de 1 %). Sa production a représenté en 1977 41 % de la production mondiale, répartis comme suit :

- Afrique du Sud : 3,3 millions de tonnes (33 % de la production mondiale) ;
- Rhodésie : 610.000 tonnes (6 %) ;
- Madagascar : 165.000 tonnes (1,7 %) ;
- Soudan : 27.000 tonnes.

En *Afrique du Sud*, la production est dominée par les *finance houses* sud-africaines ; le plus gros producteur est la *General Mining* (qui assure plus du tiers de la production), suivie par *Transvaal Consolidated Lands, Lavino* et *Samancor* ; les principales sociétés étrangères implantées sont l'*Union Carbide* américaine qui contrôlerait indirectement 20 % de la production, et le groupe allemand *Bayer* (qui ne contrôle qu'une faible production) (84). *Armco Steel* (US) a récemment investi dans une mine de chromite en association avec des intérêts locaux (85). Par ailleurs de nouveaux projets d'usines de ferrochrome impliquent *Union Carbide* d'une part (en association avec *General Mining*), des intérêts japonais d'autre part (86).

En *Rhodésie*, *Union Carbide* contrôle plus de la moitié de la production à travers ses filiales *African Chrome Mines, Rhodesia Chrome Mines* et *Union Carbide Rhomet*. Deux autres sociétés américaines, *Footo Minerals* et *Metallurg*, ont aussi des intérêts dans le chrome rhodésien, mais il semble que leur activité ait été mise en sommeil en attendant la levée des mesures d'embargo et surtout la stabilisation

(84) Renseignements tirés du *South African Mining and Engineering Yearbook*, 1978, et de A. et N. Seidman, *South Africa and U.S. Multinational Corporations*, Westport, 1978.

(85) *Mining Annual Review*, 1979.

(86) *Financial Times*, 25 octobre 1976.

intérieure (87). Le groupe britannique *Rio Tinto* possède également une mine. Les « sanctions » décrétées par les Nations Unies n'ont évidemment pas empêché le chrome rhodésien d'atteindre les industries occidentales, soit officiellement (vers les Etats-Unis après la levée de l'embargo en 1971), soit « en contournant les sanctions avec une relative facilité » grâce à la complicité de l'Afrique du Sud, mais aussi de « sociétés de la plupart des pays acheteurs » et même de la Russie (88).

A Madagascar, le gisement d'Andriamena a été mis en exploitation en 1969 par la *Comina*, dans laquelle l'Etat avait 20 % et les intérêts français 80 % (dont 65 % à *PUK*) ; la *Comina* a été nationalisée avec indemnisation en 1975 et remplacée par la *Kraoma*, mais c'est toujours *PUK* qui assure l'exploitation de la mine.

La mine de Madagascar assurait en 1977 le quart environ de l'approvisionnement français, et la doctrine officielle stipule qu' « il est souhaitable que l'on essaie, par des investissements judicieux à l'étranger, de diminuer notre vulnérabilité par une diversification des sources d'approvisionnement, notamment en s'assurant des livraisons « captives » [sic] » (89). Mais où s'en assurer, sinon dans le pays qui détient les neuf-dixièmes des ressources occidentales ? On voit à quel point tous les impérialismes occidentaux ont besoin d'une « transition pacifique » en Rhodésie...

Vanadium

Le vanadium est un métal d'alliage (qui a également des propriétés de catalyseur) de plus en plus utilisé dans les industries de pointe. Il n'y a que deux producteurs africains : l'Afrique du Sud, qui représente le tiers de la production mondiale et la moitié de celle du monde occidental ; et, à une échelle beaucoup plus modeste, la Namibie (environ 4 % de la production occidentale). Les producteurs sont :

— *Highveld Steel and Vanadium*, contrôlé par *Anglo-American Charter* avec une participation de 12 % de la *Newmont Mining* américaine, qui assure à lui seul plus de 70 % de la production sud-africaine ;

— *Union Carbide*, dont la filiale *Ucar Minerals Corporation* produit environ le quart du vanadium sud-africain ;

— *Transvaal Alloys* (intérêts probablement sud-africains) ;

— en Namibie, le principal producteur, *Southwest Africa Co*, est maintenant entièrement contrôlé par *Anglo-American* (90).

(87) *Union Carbide Corporation, Annual Report, 1977 ; National Security Study Memorandum 39 : Southern Africa - Annex 4 : Rhodesian Chrome Ore and Sanctions*, reproduit dans *The Kissinger Study of South Africa*, Westport, 1976 ; *Mining Annual Review*, 1979.

(88) *Industrial Minerals*, janvier 1980.

(89) *Rapport du groupe de travail « Matières de base... »*, op. cit., p. 149. Le délicat euphémisme de « livraisons captives » désigne tout simplement la production de mines possédées ou contrôlées par des intérêts français.

(90) Renseignements tirés de : US Bureau of Mines, *Mineral Commodity Profile - Vanadium*, décembre 1977, et de *Roskill's Metals Databook*, 1979.

Diamants

L'Afrique représente 70 à 75 % de la production mondiale de diamants (le seul gros producteur non africain étant l'URSS, avec environ 24 % de la production). Les pierres de joaillerie proprement dites ne représentent globalement qu'un cinquième des carats extraits, mais 80 % de la valeur ; les pierres impropres à la joaillerie sont utilisées par l'industrie à la fabrication d'outils de coupe, fraisage, forage, d'abrasifs, etc. Selon les zones d'extraction, la proportion de pierres de joaillerie peut varier de 2 % de la production (cas du Zaïre) à plus de 90 % (Namibie).

Le marché du diamant est dominé depuis plusieurs décennies par le monopole de la *De Beers*, fleuron du groupe *Anglo-Américain* dirigé par le milliardaire sud-africain H. Oppenheimer. Cette société créée par Cecil Rhodes à la fin du siècle dernier n'extrait directement que 20 à 25 % de la production mondiale, essentiellement en Afrique du Sud, en Namibie et au Botswana ; mais en achetant la plus grosse partie de leur production aux autres producteurs avant de la revendre aux utilisateurs par l'intermédiaire de sa *Central Selling Organisation*, elle contrôle 80 % du marché mondial et fixe unilatéralement les prix grâce à sa situation de monopole (ceux-ci ont grimpé de 120 % au cours des deux dernières années). Le dividende servi par *De Beers* a constamment progressé depuis 1930, et le bénéfice net après impôts en 1978 a atteint la bagatelle de 860 millions de dollars (91).

Les producteurs africains sont les suivants (chiffres de 1978, en millions de carats) (92) :

Zaïre	17	Sierra Leone	0,8
Afrique du Sud	8	Angola	0,6
Botswana	2,8	Liberia	0,5
Namibie	1,9	Tanzanie	0,3
Ghana	1,5	Centrafrique	0,3

Le Zaïre est le premier producteur mondial en termes de carats, mais il s'agit à 98 % de diamants industriels, de valeur relativement faible. Ils sont exploités par une société associant *De Beers* à des intérêts belges avec une participation de l'Etat. On estime que le Zaïre possède près des trois quarts des réserves mondiales de diamants industriels.

L'Afrique du Sud est le premier producteur de pierres de joaillerie ; 90 % de ses diamants proviennent des mines de la *De Beers*, qui contrôle également la totalité de la production du Botswana et de la Namibie. Selon certaines estimations, la production namibienne (effectuée à

(91) Anglo American Corporation of South Africa, *Annual Report*, 1979. Voir aussi *The Economist*, 23 février 1980.

(92) Chiffres de source *De Beers* cités dans *Mining Annual Review*, 1979.

travers la filiale *Consolidated Diamond Mines*) procurerait, grâce à la grande valeur des pierres extraites et à la faible fiscalité, près de 40 % des profits de *De Beers*. Le Botswana, où le gouvernement local est financièrement associé à l'exploitation des mines, serait appelé à devenir le premier producteur mondial de gemmes grâce à la nouvelle mine de Jwaneng.

Au Ghana, en Sierra Leone, en Angola, au Liberia et en Tanzanie, la production est aux mains d'intérêts d'origine anglaise (portugaise en Angola) avec des participations plus ou moins importantes de l'Etat, mais elle est commercialisée par l'intermédiaire de la *Central Selling Organisation* de *De Beers*.

Au Centrafrique, des intérêts américains (*Diamonds Distributors*), israéliens et anversois contrôlaient jusqu'en 1979 la production aux côtés d'une société appartenant à Bokassa. Les sociétés françaises avaient été chassées en 1969 (93) — mais elles sont peut-être en train de prendre leur revanche... La production est évidemment très faible à l'échelle mondiale, mais avec la forte hausse des cours elle a représenté en 1978 plus de la moitié des recettes d'exportation du pays (94) — sans compter les exportations officieuses qui servaient depuis longtemps à « arroser » largement les présidents, ministres et autres hauts dignitaires français qui savent si bien prêcher aux prolétaires la nécessité de l'austérité et des sacrifices...

Platine

Le platine est principalement utilisé comme catalyseur dans l'industrie chimique et pétrochimique, et sa consommation pourrait s'accroître fortement avec la généralisation des dispositifs antipollution des gaz d'échappement des véhicules automobiles. Ses prix ont plus que doublé entre fin 1977 et début 1979 à la suite de l'arrêt des ventes russes (l'URSS est en effet, avec l'Afrique du Sud et le Canada, l'un des trois seuls producteurs mondiaux). L'Afrique du Sud détient 71 % des réserves mondiales estimées et la Rhodésie 4 % ; deux producteurs sud-africains assurent 80 % de la production occidentale :

— *Rustenburg Platinum*, contrôlé par *Anglo-American*, produit à lui seul près de la moitié du platine occidental ;

— *Impala Platinum*, contrôlé par l'autre grand groupe sud-africain, *General Mining*, en produit environ 30 % (95).

(93) Voir le livre de Pierre Pean, *Bokassa I^{er}*, Paris, 1977, pp. 91-95.

(94) Les exportations centrafricaines de diamants ont atteint en 1978 8,3 milliards de Francs CFA (*Bulletin de l'Afrique Noire*, 25 juillet 1979), soit environ 37 millions de dollars.

(95) Renseignements tirés de US Bureau of Mines, *Mineral Commodity Profile - Platinum*, septembre 1978, et de *Roskill's Metals Databook*, 1979.

Or

Avec 706 tonnes extraites, l'Afrique du Sud a assuré en 1978 95 % de la production africaine et 57 % de la production mondiale. Les autres producteurs africains sont la Rhodésie (17 tonnes), le Ghana (14 tonnes), le Zaïre (1 tonne), ainsi que d'autres pays pour des quantités beaucoup plus faibles (parmi ceux-ci signalons le Congo, où une mine produisant 200 kg/an est exploitée par les Russes) (96).

La production d'or, intimement liée au système de l'*apartheid* créé pour approvisionner les mines en force de travail à bon marché, est à la base de toute l'histoire moderne de l'Afrique du Sud. L'or provient de quelques dizaines de grandes mines souterraines (pouvant dépasser 3.000 mètres de profondeur) qui exploitent dans des conditions bestiales une main-d'œuvre maintenue dans une situation proche de l'esclavage. Ces mines appartenaient principalement à l'origine à la finance britannique, à laquelle elles ont rapporté des profits colossaux ; y étaient également associés des capitaux européens, américains et afrikaners. Au fil des ans, ces derniers ont lentement accru leur participation en réinvestissant leurs profits sur place et en profitant des difficultés de l'impérialisme britannique, en particulier pendant la seconde guerre mondiale, pour « rapatrier » de Londres des paquets d'actions minières en paiement de l'or indispensable pour régler les achats de guerre (97). La bourgeoisie afrikaner a peu à peu acquis une puissance financière et une autonomie croissante par rapport l'ancien colonisateur britannique (qui conserve cependant d'importants intérêts, y compris dans les mines d'or). Alors qu'en 1918 les quatre-cinquièmes des profits étaient transférés à l'étranger, la proportion n'était plus que d'un cinquième en 1965 (98). Les profits de l'or (ainsi que des diamants et, au fur et à mesure de leur mise en exploitation, des autres métaux dont l'Afrique du Sud est si riche) ont été investis dans d'autres branches tout en attirant de nouveaux flux de capitaux étrangers, notamment américains ; une véritable industrie locale a été créée avec l'impulsion de l'État qui contrôle un important secteur de l'économie. L'envolée des cours mondiaux de l'or à partir de 1973 allait apporter une nouvelle manne ; en 1974, les profits de l'ensemble des mines d'or sud-africaines atteignaient un record de 2,3 milliards de dollars (soit 5 fois plus qu'en 1970) pour une production totale de 3,7 milliards de dollars ; après une baisse en 1976-77 avec le repli des cours de l'or, les profits (y compris ceux de l'uranium, dont l'extraction est liée et s'effectue dans les mêmes mines) remontaient à 2,2 milliards de dollars en 1978 ; en 1979, ils ont atteint 3,7 milliards de dollars (99) ; en 1980, si les cours se maintiennent autour de 500 \$ l'once, la valeur de la

(96) Consolidated Gold Fields, *Gold 1979 ; Industries et Travaux d'outremer*, mars 1978.

(97) *History of the Second World War, Financial Policy 1939-45*, by R.S. Sayers, Londres, HMSO, 1956, pp. 314-316.

(98) A. et N. Seidman, *op. cit.*, p. 40.

(99) *Mining Annual Review 1975, 1979 ; The Economist*, 29 mars 1980.

production aurifère pourrait dépasser les 10 milliards de dollars et les profits avoisiner les 5 milliards de dollars...

Les quelque 40 mines qui assurent la quasi-totalité de la production sud-africaine d'or (et d'uranium pour une quinzaine d'entre elles) étaient jusqu'ici contrôlées ou possédées par 7 groupes financiers (*mining finance houses*) étroitement reliés les uns aux autres par une véritable toile d'araignée de participations croisées et d'échanges d'administrateurs :

- *Anglo-American Corporation of South Africa* ;
- *Anglo-Transvaal (Anglovaal)* ;
- *Barlow Rand* ;
- *General Mining* ;
- *Gold Fields of South Africa* ;
- *Johannesburgh Consolidated Investments* ;
- *Union Corporation*.

La montée des prix de l'or, des diamants et des métaux précieux, et donc des profits, a récemment provoqué un important mouvement de concentration menant à la constitution de deux groupes prédominants :

— d'une part *General Mining*, qui appartient à des capitaux afrikaners (groupe *Federale Mymbou*), a pris le contrôle de *Union Corporation* avec laquelle elle doit fusionner en 1980 ; le groupe possède des intérêts commerciaux, financiers et industriels, mais les trois-quarts de ses actifs sont investis dans les métaux et les matières premières sud-africains : or, uranium, platine, chrome, charbon (*General Mining* contrôle 40 % de la production sud-africaine), etc., lui donnant une orientation en prédominance minière qu'il entend conserver ;

— d'autre part, *Anglo-American*, qui détient déjà environ 45 % de *Johannesburgh Consolidated Investments*, a pris au début de 1980 le contrôle de la *Consolidated Gold Fields* britannique, qui n'est autre que la maison-mère de la *Gold Fields* sud-africaine (100). Le capital d'*Anglo-American* est en majorité (environ 55 %) aux mains de porteurs sud-africains (à commencer par la dynastie Oppenheimer, dont le père a fondé le groupe en 1917 et l'a dirigé jusqu'en 1957, et le fils, H. Oppenheimer, le dirige depuis cette date), mais une minorité importante est détenue par des intérêts britanniques et le conseil d'administration compte 7 Britanniques sur 21 administrateurs. Avec sa participation dans *Golds Fields, Anglo-American*, qui était déjà le premier groupe financier d'Afrique du Sud, contrôlera probablement près de 60 % de la production sud-africaine d'or et d'uranium (dont il contrôlait jusqu'ici respectivement 37 % et 44 %) ; par ailleurs *De Beers*, fleuron du groupe, contrôle 90 % de la production sud-africaine et 80 % du marché mondial du diamant, *Rustenburg* est le premier producteur mondial de platine, *Highveld* le premier producteur de vanadium, etc. ; le groupe possède également des intérêts dans le charbon (33 % de la

(100) Voir *Le Monde*, 14 février 1980, et *The Economist*, 16 février 1980.

production sud-africaine), le cuivre, le nickel, les métaux de base, etc. Mais *Anglo-American* s'est également diversifié en dehors de la branche minière. Le groupe est implanté dans pratiquement tous les secteurs de l'industrie sud-africaine, ainsi que dans les assurances, les services, la banque (il détient en particulier 13 % de la *Barclays* sud-africaine). Surtout, il possède dans le monde entier (notamment au Brésil, au Canada, en Australie, ainsi que dans toute l'Afrique australe) toute une série de filiales qui en font un énorme conglomérat minier à l'échelle internationale. En outre, il est très étroitement associé à l'important groupe financier et minier britannique *Charter Consolidated*, dont il détient 36 % du capital (et qui possède réciproquement un certain nombre de participations dans les sociétés du groupe *Anglo-American*), et détient une forte participation minoritaire dans la société *US Engelhard Minerals and Chemicals Corporation*, spécialisée dans les métaux précieux et aussi, semble-t-il, dans... la politique africaine des Etats-Unis (101).

Ces deux groupes géants liés entre eux (*Anglo* a une participation de 9,6 % dans *General Mining*) reflètent assez bien l'image des deux pôles du capital sud-africain : d'un côté un groupe afrikaner dont l'horizon reste pour l'essentiel borné à l'appropriation de la rente minière grâce à l'exploitation d'une force de travail à bon marché ; de l'autre, un groupe qui a tout autant profité de la rente minière et de l'*apartheid*, mais dont le capital et les horizons sont beaucoup plus liés aux impérialismes occidentaux et dont les secteurs d'investissements couvrent toutes les branches économiques. C'est ce qui explique qu'un Oppenheimer se fasse le champion de l'« évolution » (bien évidemment très « progressive » et surtout « pacifique ») du statut des Noirs, qui correspond aux besoins de secteurs économiques qui ressentent de plus en plus la pénurie de main-d'œuvre qualifiée provoquée par l'*apartheid*, ainsi qu'aux intérêts des puissances impérialistes qui craignent qu'une explosion sociale ne compromette leurs importants investissements en Afrique du Sud.

Les richesses d'Afrique noire sont aux mains des Blancs

Au terme de cet examen, nous pouvons schématiquement distinguer en Afrique deux grandes zones, situées de part et d'autre du Sahara. Dans les pays du Maghreb, les principales richesses minérales (pétrole, gaz, phosphate) sont pour l'essentiel contrôlées par les classes dominantes locales. L'impérialisme est loin d'être absent : il est le principal acheteur, le pourvoyeur de fonds, d'équipements, de technologie, il peut même participer à l'exploitation sur le terrain — mais il n'exerce plus d'emprise directe sur l'ensemble des richesses de la zone, et doit compter avec des bourgeoisies locales aussi avides que lui.

(101) Voir A. et N. Seidman, *op. cit.*, pp. 88-90.

En revanche en Afrique noire, plus précisément dans les zones où la lenteur du développement capitaliste n'a pas encore créé de véritables bourgeoisies nationales, la plus grosse partie des richesses minérales demeure aux mains des puissances impérialistes — même si, par le biais de « nationalisations » ou de participations gouvernementales le plus souvent de pure forme, une partie de la rente foncière est laissée sur place pour les besoins du maintien de l'ordre local. Quant à l'Afrique australe, les matières premières y sont encore plus étroitement contrôlées par l'impérialisme et les colonisateurs blancs. Au total, on constate que dans leur ensemble *les richesses de l'Afrique sont encore aux mains des Blancs*. Plus précisément, elles sont contrôlées par les impérialismes anglais, américain, français, auxquels s'est adjoint l'Etat colon d'Afrique du Sud — c'est-à-dire en somme qu'elles sont aux mains du camp des vainqueurs « démocratiques » de la seconde guerre impérialiste. Les impérialismes anglais et français ont conservé une emprise énorme sur les matières premières de leurs zones d'influence respective ; le principal déplacement de forces résultant de la guerre a été l'accès de l'impérialisme américain aux richesses africaines qui lui étaient jusque-là refusées (102).

C'est d'ailleurs dans ce secteur beaucoup plus que dans celui du commerce, de la finance ou de l'industrie (Afrique du Sud exceptée) que l'implantation américaine en Afrique a été la plus vigoureuse par son ampleur et par la dimension des projets concernés ; comme on l'a vu, les intérêts US sont présents du Nord au Sud du continent dans le pétrole et le gaz, le minerai de fer et le manganèse, le cuivre et le cobalt, la bauxite, le chrome et le vanadium. Par comparaison les intérêts allemands, dont nos chauvins « de gauche » aiment à agiter le spectre, restent jusqu'ici dérisoires, guère supérieurs aux intérêts italiens. Les intérêts japonais sont un peu plus actifs dans le domaine minier (à l'exclusion de toute présence dans le pétrole et le gaz), mais ils demeurent secondaires et évitent de heurter de front les puissances dominantes ; les autres pays occidentaux n'apparaissent que microscopiquement à l'échelle du continent. Quant à l'impérialisme russe, s'il a réussi quelques beaux « coup » avec la bauxite de Guinée ou les phosphates du Maroc, l'échelle de son emprise n'est pas comparable à celle de ses concurrents occidentaux.

Nous concluons avec l'impérialisme français, de loin le plus intéressé aux matières premières africaines, ne serait-ce que parce qu'il en est le plus dépendant. Nous avons vu qu'il contrôle encore une partie de la production de pétrole au Maghreb et qu'il exerce une emprise

(102) Le libre accès aux matières premières et aux marchés des empires britannique et français (en attendant leur démantèlement) était l'un des buts de guerre aussi bien des puissances de l'Axe que des Etats-Unis. Ce que les premières n'ont pu arracher par les armes, les seconds l'avaient fait admettre dès août 1941 à la Grande-Bretagne comme l'une des conditions préalables à leur entrée en guerre à ses côtés, en lui imposant, dans la « Charte de l'Atlantique » signée par Churchill et Roosevelt une clause stipulant « l'accès sur un pied d'égalité au commerce et aux matières premières du monde » (voir Richard N. Gardner, *Sterling Dollar Diplomacy*, New York, 1969, pp. 42-47).

prédominante sur celle des petits Etats d'Afrique noire, qu'il a mis en coupe réglée l'uranium d'Afrique centrale, qu'il a des intérêts indirects et des investissements en cours de réalisation dans le fer, qu'il contrôle des gisements importants de manganèse et de bauxite, qu'il a de gros projets dans le cuivre et le cobalt, etc. Cette liste n'est pas limitative. En effet, l'impérialisme français est en pleine expansion dans ce secteur et mène des recherches sur tous les front par l'entremise des sociétés pétrolières, du *BRGM* ou de la *Cogema*. D'autre part, la doctrine officielle stipule ouvertement qu'« il paraît souhaitable de développer l'investissement minier dans les pays en voie de développement, en particulier en Afrique [...] c'est [...] en particulier en Afrique que se trouvent certaines des ressources les plus importantes. [...] *L'Afrique devrait faire l'objet d'une attention particulière* » (103).

On ne saurait dire plus clairement que le vautour tricolore espère trouver dans ce continent encore neuf, pas totalement exploré et donc *relativement* moins pillé que les autres, de nouvelles sources d'enrichissement. Or l'Afrique offre précisément pour l'impérialisme français l'énorme avantage de se trouver à portée de ses moyens. « *Des politiques de zones tendent à se mettre en place* », écrivent encore nos *realpolitikers*, « *l'implantation que nous pouvons espérer réaliser dans les zones d'influence de nos principaux partenaires restera modeste* » (104). Faute de pouvoir exploiter à grande échelle l'Amérique latine ou l'Australie, pillons donc les matières premières de notre zone d'influence africaine. La politique giscardienne n'a fait que suivre à cet égard la voie tracée par le gaullisme, mais elle l'a élargie à l'ensemble du continent noir : l'impérialisme français n'a pas hésité à commencer à prospector la zone d'influence britannique (*BRGM* au Nigéria et en Zambie, *CFP* en Namibie, etc.); mais surtout, il s'efforce systématiquement de prendre la place des petits Etats européens dans leurs anciennes colonies : cuivre, cobalt et sans doute autres minéraux au Zaïre, pétrole en Angola, implantation du *BRGM* au Rwanda et en Guinée-Bissau, etc. Le dernier exemple en date est donné par la Guinée équatoriale où la France est en train de supplanter les intérêts espagnols, si l'on en croit ce commentaire discrètement cocardier :

« On ne saurait dire que les Espagnols aient vu avec un enthousiasme excessif la France se hâter de prendre une option sur la coopération avec leur ancienne colonie [...] Les premières interventions, d'un montant de 9 millions, concerneront, outre la pêche, la remise en état du port de Malabo, mais aussi la recherche minière. Pourquoi le Rio Muni ne posséderait-il pas, comme son voisin le Gabon, des ressources minérales ? Madrid n'apprécie pas tellement de voir Paris y mettre son nez. D'autant que, entre les gisements « off shore » du Gabon et ceux du Cameroun, il ne serait pas bien étonnant que les eaux territoriales de la Guinée équatoriale recèlent également du pétrole » (105).

(103) *Rapport du groupe de travail « Matières de base... », op. cit., pp. 44-45.*

(104) *Ibidem.*

(105) *L'Echo de l'Afrique*, 29 novembre 1979.

Tous ces faits montrent que l'impérialisme français est non seulement actif, mais virulent et expansif en Afrique noire. Loin d'y être un impérialisme « secondaire » agissant pour le compte des Américains ou des Allemands, comme voudraient le suggérer divers courants réformistes, il possède au contraire grâce aux richesses africaines un important élément de supériorité sur l'Allemagne, plus puissante industriellement et commercialement, mais privée d'accès direct à des réserves de matières premières. Loin de battre en retraite, il cherche à conquérir de nouvelles positions dans des zones dont il était historiquement absent. C'est contre cet impérialisme, « leur » propre impérialisme, que les prolétaires français doivent lutter en premier lieu, en se solidarisant avec les révoltes qu'il provoque inévitablement par son oppression. C'est contre cet impérialisme et les autres impérialismes blancs, ses concurrents et complices, qui pillent le continent, que nous appelons les masses africaines à porter leurs coups, non pas pour réclamer de « meilleurs prix » à la manière des bourgeois, mais pour chasser tous ces pillards hors d'Afrique, les couper de toutes ces sources vitales de matières premières et lutter, en alliance avec le prolétariat des métropoles, pour les abattre définitivement.

Sommaires de notre presse internationale

EL PROGRAMA COMUNISTA N° 33

— ¡Acuérdate de las dos guerras imperialistas!

Siguiendo el hilo del tiempo

- Introducción
- La « invariancia » histórica del marxismo
- El falso recurso del activismo
- Teoría y acción
- El programa revolucionario inmediato
- Las revoluciones múltiples
- La revolución anticapitalista occidental

- La cuestión agraria. Elementos marxistas del problema (y II).
 - El volcán del Medio Oriente : El largo calvario de la transformación de los campesinos palestinos en proletarios.
 - Nota de lectura : ETA, o la imposible amalgama de nacionalismo y comunismo.
-

EL-OUMAMI N° 8

En langue arabe :

- Golfe : une sonnette d'alarme pour eux et pour nous.
- Immigration : porter la lutte sur un terrain de classe.
- Le programme des « Fedayin » iraniens ou les limites du démocratisme petit-bourgeois.
- L'intervention russe en Afghanistan.

En langue française :

- Pas d'« issue nationale » à la crise du capitalisme !
- Le capitalisme algérien à l'heure des « bilans ».
- La santé se porte bien en Algérie.
- La signification des éléments de Gafsa.
- Portée et limites du mouvement de résistance sahraoui.
- L'impérialisme russe en Afghanistan.
- Affrontements de classes ouverts en Turquie.
- C'est le capitalisme qui engendre la famine !
- Bilan des luttes anticoloniales.
- L'extrême gauche « antisioniste » et la question palestinienne.

L'Ulster, dernière colonie anglaise

La destruction des rapports de dépendance coloniale qui unissent l'Ulster et la Grande-Bretagne : « intérêt absolu et direct du mouvement ouvrier anglais ».

Pour se rendre compte d'une façon qui ne soit *pas seulement théorique* du fait que la liquidation totale et définitive des rapports de *dépendance coloniale* qui unissent l'Irlande du Nord à la Grande-Bretagne doit être considérée comme « *l'intérêt absolu et direct du mouvement ouvrier anglais* » (1) et irlandais, il n'y a pas de meilleur moyen que d'examiner les conséquences profondément négatives que la persistance de ces rapports a eues — et a toujours — sur la classe ouvrière, et d'en analyser les racines *matérielles*.

C'est en décembre 1921 que les six comtés de l'Ulster étaient séparés de la jeune république irlandaise pour devenir une région « autonome » rattachée au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Dès ce moment il fut clair pour le gouvernement de Londres que le maintien par la force de ce dernier vestige de son empire colonial (ou du dernier lambeau de cette île qui, comme l'écrivait Engels à Marx le 23 mai 1856, avait été sa « première

colonie ») avait pour condition essentielle la capacité de s'assurer non seulement le « loyalisme » mais *l'appui* d'une aristocratie ouvrière formée d'une mince couche d'ouvriers qualifiés d'origine anglaise (et, en tant que tels, de religion protestante), coiffant la grande masse des simples manœuvres, de race irlandaise et de confession catholique.

Les ouvriers d'origine anglaise, qui durant tout le premier après-guerre gagnaient des salaires supérieurs à la moyenne en vigueur en Angleterre, ne jouissent plus aujourd'hui du même privilège ; ils sont cependant nettement avantagés par rapport à l'écrasante majorité des travailleurs « autochtones ». Ces derniers, dans les années 1920-1930, vivaient dans des conditions en général nettement inférieures et, dans les périodes de crise, étaient régulièrement jetés sur le pavé au cours de véritables pogromes ; au cours du second après-guerre, ils ont vu leur état d'infériorité non seulement subsister, mais même s'aggraver.

Au siècle dernier, l'union de l'« Ile verte » à la Grande-Bretagne avait produit au sein de la classe ouvrière anglaise une véritable « division en deux camps *hostiles* » qui, d'après Marx, Engels et le Conseil général de la I^{re} Internationale, rendait impéra-

(1) La phrase est tirée de la lettre de Marx à Engels du 10 décembre 1869, et se réfère à la revendication de la séparation entre l'ensemble de l'Irlande et la Grande-Bretagne, quelle que soit la forme de cette séparation.

tive la rupture des rapports séculaires de dépendance entre Dublin et Londres, « *non pour des raisons de sympathie envers l'Irlande* » ni pour des lubies humanitaires, nationales ou religieuses, mais « comme une exigence avancée dans l'intérêt du prolétariat » (2). Au vingtième siècle, cette division s'est reproduite et accentuée en Ulster : pour des raisons tout à fait *matérielles*, et donc mille fois plus convaincantes que de prétendues raisons « idéologiques », elle a ainsi empêché les deux « moitiés » de la même classe ouvrière de reconnaître leur ennemi et leur exploitateur véritable et commun dans le capital, tant irlandais qu'anglais et international, et les a au contraire opposées l'une à l'autre en une lutte qui revêt les dehors absurdes d'une guerre de race et de religion.

Cette situation, qui déforme et mystifie la *nature* véritable de la lutte entre exploiters et exploités, aurait peut-être pu changer lorsqu'au cours du second après-guerre les industries traditionnelles de l'Ulster — textile et chantiers navals — et l'agriculture entrèrent en crise (3) : les capitaux s'enfuirent alors à la recherche d'investissements plus rentables, menaçant l'ensemble du prolétariat — d'origine anglaise et irlandaise, protestants et catholiques — de licenciements en masse. Mais son intérêt politique et stratégique pour l'Irlande du Nord suggéra alors à Londres une politique économique qui se concrétisa tout d'abord dans l'aide à l'investissement privé, qui favorisa surtout — et pour cause — les régions protestantes, puis dans des investissements directs de l'Etat

dans l'industrie mécanique et légère et dans les services. D'une part cette politique rendait plus tangibles, et donc moins facilement tolérables, les discriminations à l'encontre des ouvriers « catholiques » : les industries surgissaient surtout dans les régions « protestantes », qui étaient *moins* touchées par le chômage ; les emplois réservés aux « loyalistes » étaient en général les *mieux* rétribués ; la forte demande de main-d'œuvre qualifiée ouvrait encore davantage l'éventail des salaires, etc. D'autre part, cette politique créait une sorte de convergence *objective* d'intérêts entre la force de travail privilégiée de l'Ulster et la bourgeoisie autochtone, mais aussi l'Etat anglais et donc la City. Cette convergence tendait à mettre le secteur privilégié de la classe ouvrière d'Irlande du Nord en antagonisme non seulement avec son secteur le moins privilégié (qui était mal vu également parce que le nombre croissant de manœuvres à la recherche d'un emploi, surtout des femmes, faisait pression sur le niveau moyen des salaires), mais avec l'ensemble du prolétariat britannique en lutte contre sa propre classe dominante et ses institutions.

En 1977, une analyse du recensement de 1971 permettait de constater (4) que les « *protestants ont le plus de probabilités d'être ouvriers qualifiés, tandis que les catholiques sont en général manœuvres et O.S.* » ; que « *les industries où le salaire moyen était le plus élevé en 1971 tendaient généralement à embaucher des loyalistes* » ; que le chômage frappait les catholiques à un degré nettement plus élevé (250 %) que les protestants ; enfin que parmi les travailleurs actifs les protestants étaient concentrés dans la mécanique et le secteur tertiaire, alors que les catholiques étaient surtout employés dans le bâtiment, non seulement plus pé-

(2) Lettre citée de Marx à Engels.

(3) Entre 1950 et 1973, les travailleurs de l'industrie textile sont tombés de 72.800 à 39.000 (— 46,4 %), ceux des chantiers navals de 24.200 à 9.800 (— 59,5 %), ceux de l'agriculture de 101.000 à 53.500 (— 47 %), tandis que le nombre de travailleurs dans le bâtiment augmentait de 87,4 %, dans l'industrie mécanique de 45,6 % et de 37,6 % dans les services.

(4) Les données reproduites ici et dans la suite de cet article sont tirées du n° 8/1978 de « Revolutionary Communist ».

nible et malsain, mais aussi plus aléatoire et plus mal rétribué.

Quelques autres données mettent encore plus crûment en relief les racines matérielles d'une situation qui pousse la minorité « privilégiée » de la classe ouvrière d'Irlande du Nord à s'aligner du côté de la bourgeoisie locale unioniste et de l'impérialisme britannique, et la majorité surexploitée à identifier sa cause à celle du nationalisme bourgeois et du catholicisme — situation qui est vraiment tragique.

En juin 1975, le taux de chômage masculin en Grande-Bretagne était en moyenne de 4,9 % ; dans trois régions protestantes de l'Ulster choisies comme échantillon, il tournait autour d'un minimum de 3,2 % et d'un maximum de 3,9 % ; dans les régions catholiques de Newry, Omagh et Strabone, par contre, il s'élevait respectivement à 19,7, 14,8 et 26,1 %. Le phénomène ne date pas d'aujourd'hui, mais la politique officielle d'aide aux nouvelles industries est venue l'aggraver. Selon une étude de 1970, « sur les 217 nouvelles usines (construites depuis 1945), seulement 31, c'est-à-dire 14 %, ont été créées à plus de 30 miles de Belfast : une politique délibérée d'investissements publics et privés a eu pour résultat que des villes de l'Est (et donc « protestantes ») plus petites que celles situées dans la partie Ouest (donc « catholiques ») de la province ont vu s'implanter un plus grand nombre d'entreprises ; par exemple Lurgan, qui a une population de 18.000 habitants et est situé à 21 miles à peine de Belfast, a attiré 13 nouvelles usines ; la ville de Londonderry, qui a une population de 55.000 habitants, mais est située à plus de 70 miles de Belfast, n'en a attiré que 7, dont 2 fermaient leurs portes en 1968. »

Les catégories auxquelles appartiennent les deux « secteurs » de la classe ouvrière apparaissent dans les données suivantes, relatives à l'entreprise Autolite, pourtant située dans un ghetto catholique à l'ouest de Belfast, Andersonstown. Nombre

d'ouvriers : 1.136 ; catholiques : 33,3 % ; catégories supérieures : catholiques, 19,3 % ; catégories inférieures : catholiques, 40,2 %. Il est inutile d'ajouter qu'il s'agit de discriminations non accidentelles, mais systématiques, auxquelles les trad unions ne semblent pas s'être opposées ni s'opposer, si ce n'est par des proclamations purement verbales (5).

Les misérables conditions de vie de la majorité catholique, généralement pauvre, et en grande partie composée de prolétaires, se reflètent également dans les statistiques concernant le logement. La région catholique de Fermanagh compte 40 à 45 % de logements considérés comme « inadaptés » ; dans les régions protestantes d'Antrim, Lisburn et Doxn, les chiffres oscillent en revanche entre 10 et 20 %. Quant au taux de mortalité infantile en Irlande du Nord, qui est le plus élevé d'Europe, il va de 18,1 et 19,7 ‰ dans le Nord et dans l'Est (protestants) à 24,8 ‰ dans l'Ouest catholique (32,3 ‰ dans la région de Fermanagh). L'incidence des maladies infectieuses (pour 100.000 habitants) saute aux yeux d'après les chiffres suivants : méningite aiguë, Angleterre et Pays de Galles 4, Irlande du Nord 16, comtés du Nord (protestants) 13, comtés de l'Ouest (catholiques) 26 ; tuberculose, respectivement 20, 23, 6 et 13 ; scarlatine, respectivement 19, 19, 13 et 23 ; coqueluche, respectivement 8, 7, 3 et 50.

Mais le langage cru des chiffres dit à lui seul peu de choses, car chaque vexation, chaque discrimination a derrière elle plusieurs siècles de véritable *apartheid* économique, social et politique, d'oppression militaire et de persécution policière. Cette histoire a laissé dans la mémoire collective de la population irlandaise une trace trop profonde pour que tous les rapports entre dominants et dominés (ainsi qu'entre

(5) Les données sur Autolite sont tirées de « Hands off Ireland », juin 1977.

la classe ouvrière de la nationalité « colonisée » et celle qu'elle considère comme un appendice de la nationalité colonisatrice) n'en soient pas affectés d'une lumière particulière, sinistre et nécessairement déformante.

C'est évidemment une tâche *impérative*, pour les communistes révolutionnaires, de montrer aux deux secteurs de la classe ouvrière de l'Irlande du Nord que, malgré les apparences, des intérêts et des objectifs communs les unissent, parce qu'ils ont *un seul et même ennemi* et qu'ils *ne* pourront l'abattre qu'en surmontant les barrières de nationalité, de religion et de catégorie, barrières grâce auxquelles le capitalisme divise et disperse les forces qui sont appelées à le détruire. C'est pour eux une tâche impérative de révéler aux ouvriers « protestants » le secret de leur situation de relatif privilège qui d'une part, repose sur la surexploitation de leurs frères de classe et qui, d'autre part, soutient et perpétue le mode de production fondé sur l'extorsion de la plus-value à l'ensemble du prolétariat. En même temps ils doivent démasquer aux yeux des ouvriers « catholiques » le mythe trompeur d'une émancipation sociale identifiée à la « libération » nationale et, pis encore, religieuse.

Mais les communistes savent que tant que le régime de domination coloniale anglaise sur l'Ulster persistera, cet appel à la nécessaire unité d'objectifs et de lutte de la classe ouvrière ne pourra trouver un écho que dans une minorité infinitésimale de prolétaires, qu'un concours de circonstances favorables aura mis en mesure de l'accueillir et de l'assimiler. Pour ce qui est de la grande majorité des ouvriers, et dans les circonstances normales, un tel appel est destiné à se heurter au mur de rapports sociaux et politiques objectifs qui ne peuvent qu'alimenter des illusions et des idéologies *interclassistes* et aligner sur des fronts

opposés des ouvriers qui, sous des formes et à des degrés différents, sont pourtant les victimes d'un *seul et même* système d'exploitation de la force de travail.

C'est pourquoi, sans cesser un seul instant de dénoncer la fausseté des idéologies d'« émancipation nationale », sans jamais cacher que sous le drapeau irlandais comme sous le drapeau britannique les conditions de vie et de travail des salariés ne subiront pas — parce qu'ils ne peuvent pas subir — de modification substantielle, les communistes doivent lutter des deux côtés du Canal Saint-Georges afin que tout rapport de dépendance unissant l'Irlande du Nord à la Grande-Bretagne soit détruit. C'est cette lutte qui permettra que tombent les voiles mystificateurs qui non seulement entravent, retardent ou même empêchent le libre développement de la lutte de classe, mais attisent le feu de la guérilla également entre les travailleurs. C'est cette lutte qui permettra que les prolétaires des deux « nationalités » et des deux « religions » distinguent clairement le visage de leur adversaire, *leur propre* bourgeoisie (6), et unissent leurs forces, aujourd'hui tragiquement divisées et hostiles, dans la lutte commune pour abattre le pouvoir mondial d'un capitalisme qui, depuis longtemps désormais, ne connaît plus de frontières.

(6) Disons entre parenthèses que depuis 1922, le capital anglais s'est déversé sur l'Eire à un tel rythme et avec une telle voracité, seul ou associé au capital international, que la classe dominante de Dublin est désormais étroitement liée à Londres. C'est d'autre part l'indifférence de presque tous les groupes même « d'extrême gauche » par rapport à la séparation de l'Ulster d'avec la Grande-Bretagne qui a permis aux courants nationalistes les plus décidés de se targuer de « socialisme », et ainsi de se présenter au prolétariat « catholique » d'Irlande du Nord sous des couleurs attrayantes du point de vue social.

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 48 F - 400 FB - 9.600 Lires - 24 FS
£ 5.00 - \$ 10.00

le prolétaire

Journal bi-mensuel

Le numéro : 2,50 F - 15 FB - 500 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 50 F - 400 FB - 10.000 Lires - 24 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 p. - \$ 1.00
Abonnement annuel : 24F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

il programma comunista

Journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 200 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 5.000 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 7 F - 70 FB - 1.000 Lires - 3,50 FS
Abonnement annuel : 28 F - 280 FB - 4.000 Lires - 14 FS

kommunistisches programm

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 53 FB - 1.400 Lires - 3 FS - 3 DM
Abonnement annuel : 24 F - 212 FB - 5.600 Lires - 12 FS - 12 DM

el-oumami

bulletin bimestriel

Le numéro : 3 F - 20 FB - 600 Lires - 1,50 FS
Abonnement annuel : 18 F - 120 FB - 3.600 Lires - 9 FS